Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°44

octobre-décembre 2026

Guerres et armes

Table des matières

Manifestation européenne à Bruxelles le 14 juin....3
USA : perdre les guerres du futur....5
Le retour du refoulé....13
Pourquoi la Bulgarie a-t-elle pris la décision de quitter la coalition des volontaires ?....16
Ukraine, une guerre annoncée, évitable et qui finira en tragédie....18
Le drone de Leipzig et la fabrique du consentement....25
UE : échec pour les programmes de chars et d'avions de chasse de nouvelle génération....31
La montée en puissance de l'armée chinoise....32
La Chine cible 10 entreprises de défense américaines, dont des sociétés minières de terres rares....35
Dossier : l'armée chinoise et les limites de l'IA....36
Échappera-t-on à la Troisième Guerre mondiale ?....41
L'aide militaire occidentale à l'Ukraine....46
Des bombardiers russes frappent l'industrie de défense ukrainienne....48
La guerre au bout du joystick : comment les drones ont changé la guerre....49
L'Ukraine avertit que les frappes russes peuvent se poursuivre sans interruption....51
Plusieurs « Black Hawks » détruits suite aux frappes iraniennes....52
Les USA interceptent de manière sélective les missiles et les drones iraniens faute de munitions....54
Le Pentagone ordonne d'accélérer la production de missiles....55
Des combattants polonais présents sur le front ukrainien....56

Communiqué de presse de la plateforme « Stop militarisation » – 14 juin 2026

Manifestation européenne à Bruxelles le 14 juin

(Bruxelles, 14 juin) Quelque 12 000 personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles le dimanche après-midi 14 juin lors d'une manifestation organisée à l'initiative de la plateforme belge « Stop Militarisation » et du réseau européen « Stop Rearm Europe ». Elles ont dénoncé la militarisation de la Belgique et de l'Union européenne et ont réclamé une autre politique de sécurité. Cette puissante mobilisation montre à quel point le désir de paix, de justice et de solidarité est fort dans notre société.



La foule rassemblée à Bruxelles a exprimé son opposition aux hausses vertigineuses des dépenses militaires, sous l'impulsion de l'Union européenne et de l'OTAN. Le plan « Rearm Europe » de l'UE (mars 2025) prévoit de dégager 800 milliards d'euros pour des investissements militaires. L'OTAN a quant à elle décidé en juin 2025 que les États membres devaient consacrer 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) à leurs armées d'ici 2035. C'est de l'argent qui est soustrait aux services sociaux, aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi, à la consolidation de la paix, à la coopération internationale, à une transition énergétique juste et à la justice climatique. Ce sont précisément ces postes budgétaires qui sont nécessaires pour construire une sécurité réelle.

Au sein de l'Union européenne, la Belgique est le pays où les dépenses militaires ont le plus augmenté entre 2024 et 2025 (+59 % !). Alors que d'énormes coupes dans les dépenses sociales sont présentées comme nécessaires, des dépenses militaires supplémentaires massives sont adoptées sans grand débat. Au lieu de mettre de l'ordre dans le budget, des fonds sont transférés pour payer d'immenses factures militaires.

Les manifestants appellent les gouvernements à mener une véritable politique de sécurité, axée sur la satisfaction des besoins fondamentaux et le respect de la dignité, ainsi que sur la préservation et le renforcement du système multilatéral à une époque où l'ordre international s'effrite à vue d'œil. Cela se fait au détriment des règles et des mécanismes nécessaires à la gestion des conflits et à la coopération face aux défis mondiaux vitaux.

Cette mobilisation constitue une étape importante dans la formation d'un vaste mouvement européen pour la paix. Après la manifestation, des centaines de représentants venus de toute l'Europe se sont réunis à la Bibliothèque royale pour une concertation stratégique et pour réfléchir aux prochaines étapes à franchir.

Une action aura lieu dès le jeudi 18 juin à 18h00 au rond-point Schuman. À ce moment-là, le Conseil européen se penchera sur le prochain budget pluriannuel de l'UE, qui prévoit l'allocation de 131 milliards d'euros au volet « Défense, sécurité et espace » du Fonds européen pour la compétitivité. C'est cinq fois le montant prévu dans le budget actuel.

Les revendications de la manifestation « La justice sociale, pas la guerre » du 14/06 :

· Pour la paix et la sécurité – des investissements dans les soins de santé, l'éducation, le travail décent, la transition climatique et la protection sociale, et non dans la militarisation de la société.

· Pour le respect du droit international – le respect de la Charte des Nations unies, la défense des droits humains et des droits du travail, la promotion de la justice sociale et climatique.

· Pour le dialogue et la diplomatie – rassembler les personnes et les pays, au lieu de les monter les uns contre les autres.

· Pour des investissements dans la solidarité et la coopération internationales – le développement durable est la meilleure garantie d'une société sûre et stable, et donc de la prévention des conflits.

· Pour le désarmement – le contrôle des armements et le désarmement nucléaire comme fondement de la paix et de la sécurité.

Organisations ayant appelé à manifester le 14/06 :

11.11.11, Aan de IJzer asbl, ABVV/FGTB, ACV/CSC, Agir pour la Paix, Arlac, Association Belgo-Palestinienne WB, Broederlijk Delen, Comac, Comité Minga, Comité Ujamaa, Comité de surveillance de l'OTAN, CNAPD, CNCD-11.11.11 Congodorpen, DieM25, FOS, Forum Nord Sud, Furia asbl, Greenpeace, Halte aux guerres, halte à la guerre sociale, INTAL, Jeunes FGTB, Collectif Käthe Kollwitz, Kif Kif asbl, Latitude Jeunes, Fonds Masereel, MCP, Médecine pour le peuple, MJS, MOC, Nation Humaine Universelle, Oxfam Belgique, Oxfam Solidarité, PAC-G, Solidarité avec la Palestine, Pax Christi Flandre, People's Health Movement Nord de France, PHM France, Quinoa asbl, RedFox, Rise For Climate Belgium, SCI - Projets Internationaux asbl, Soralia, Stop Rearm Europe, Viva Salud, Vrede asbl, Vredesactie, mouvement « We are together », WSM (We Social Movement), YOUCA asbl, Zelle asbl

++++++

Tract distribué par le Comité Surveillance OTAN lors de la manifestation et à la réunion à la BRB

Pour stopper la militarisation, il faut sortir de l'OTAN !

La militarisation étouffe nos sociétés. Soins de santé, droits sociaux, enseignement, culture, tous les budgets sont rabotés. Sauf ceux dédiés à l'armée.

Les dépenses de défense explosent. Selon le plan *Vision Stratégique* du ministre belge de la Défense Francken, ces augmentations devraient se poursuivre au moins jusqu'en 2034. Il prévoit l'achat massif d'armement, essentiellement "made in USA" (dont 11 chasseurs bombardiers nucléaires F-35 en plus), ainsi que d'augmenter drastiquement les effectifs de l'armée et de rétablir le service militaire, d'abord sur base volontaire.

Comme le claironne le site de l'armée belge, grâce à ce plan, « *aux côtés de nos partenaires de l'OTAN, nous nous préparons à affronter un conflit de grande ampleur* ». Un conflit contre qui ? Réponse du plan Francken : la Russie d'abord, ensuite la Chine, l'Iran et même la Corée du Nord : « l'Axe du Mal de l'OTAN »! Il n'y a bien sûr pas le moindre indice qu'un de ces lointains pays ait l'intention de nous attaquer.

Cette Vision Stratégique est un « copié-collé » du programme de l'OTAN. En réalité, *chaque pays membre de l'OTAN est tenu d'appliquer la part du fardeau que l'Alliance lui a attribué*. Aucun d'eux ne peut se soustraire aux *objectifs de capacité* édictés depuis bien avant Trump lors des sommets de l'OTAN.

Il serait naïf d'imaginer que ces plans « nationaux » aient un quelconque rapport avec la défense ou la sécurité du territoire de chaque nation. Ils ne sont qu'une mise en œuvre, à l'échelon national, du diktat de l'OTAN de porter les dépenses militaires des pays membres à au moins 5 % de leur PIB.

Le plan *Readiness 2030* d'Ursula von der Leyen, prévoyant 800 milliards d'euros d'investissements militaires par les pays de l'Union européenne (UE) est aussi en parfaite harmonie avec les exigences de l'OTAN et de ses va-t-en-guerre les plus radicaux. Les gouvernements européens, sans consultation de ceux qui les ont portés au pouvoir, sont les exécutants dociles des décisions prises par l'OTAN.

La raison fondamentale de l'existence de l'OTAN demeure : maintenir la domination occidentale sur le reste du monde dans le cadre d'un système en crise et d'autant plus vorace et fascisant.

Quasi tous les pays de l'UE sont membres de l'OTAN et, dans chacun d'eux, le refus populaire de payer pour la guerre s'exprime de plus en plus fortement. Les manifestations et les grèves rassemblent des centaines de milliers de participants qui luttent pour une société sans guerre, pour 0 % du PIB consacrés à l'armement et 100 % au progrès social et à la solidarité mondiale.

Pour sortir de la spirale infernale de la militarisation et d'une course aveugle vers la guerre, il est impératif, en Belgique et dans toute l'Europe, de sortir de l'OTAN !

USA : perdre les guerres du futur



Lors de sa récente campagne contre l'Iran, les États-Unis ont dominé le ciel grâce à leur puissance aérienne traditionnelle. L'armée américaine a pilonné des cibles iraniennes, menant plus de 13 000 frappes. Cette puissance de feu dévastatrice n'a pas empêché l'Iran de riposter. Au cours des 39 jours de conflit, qui ont débuté le 28 février et se sont terminés le 8 avril, l'Iran a lancé plus de 2 200 missiles et 4 400 drones contre des pays de la région. Au moins huit avions américains ont été détruits ou endommagés par des attaques iraniennes. Plusieurs radars américains ont été touchés et sept militaires américains ont été tués. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le régime iranien est toujours au pouvoir et maintient son emprise sur le détroit d'Ormuz. Les États-Unis n'ont pas atteint leurs objectifs dans cette guerre, bien qu'ils soient, à tous égards, bien plus puissants que l'Iran.

La domination technologique sur laquelle l'armée américaine s'est longtemps appuyée pour prendre l'avantage sur ses concurrents est en déclin. Contrairement aux époques précédentes, où les États-Unis conservaient une avance considérable en matière de furtivité et d'armement de précision, l'ère actuelle ne leur permettra pas de dominer les technologies qui transforment aujourd'hui la guerre : les drones et l'intelligence artificielle.

Le conflit avec l'Iran a marqué un premier aperçu, pour les États-Unis, d'une nouvelle ère de la guerre. Les technologies émergentes rééquilibrent les forces entre Washington et ses adversaires. La diffusion de drones abordables et de capacités d'intelligence artificielle permet aux petits États et aux acteurs non étatiques de déployer une force disproportionnée. Ces adversaires peuvent désormais frapper les bases arrière américaines, infligeant des pertes humaines et endommageant des avions américains coûteux. Les attaques de missiles iraniens contre des bases américaines dans le Golfe ont détruit un avion de surveillance aérienne E-3 Sentry. Cette perte est encore plus importante que le coût de l'appareil, estimé à 300 millions de dollars, car la flotte américaine d'E-3 ne compte plus que 15 avions et son remplacement n'est pas prévu avant plusieurs années. Les missiles iraniens ont également touché cinq avions ravitailleurs KC-135 Stratotanker, ainsi que plusieurs radars terrestres américains.

Les drones ont transformé non seulement la dynamique de la guerre, mais aussi son économie. Dans le Golfe et ailleurs, des drones et missiles aériens et navals à bas coût peuvent neutraliser des équipements bien plus onéreux. L'Ukraine a utilisé des drones kamikazes et des missiles antinavires pour anéantir la flotte russe de la mer Noire, coulant 13 navires après deux ans de conflit et en endommageant des dizaines

d'autres. Un drone de 300 000 dollars peut paralyser un navire de guerre dont le coût se chiffre en centaines de millions de dollars.
Les États-Unis possèdent toujours l'armée la plus puissante du monde, mais ils ne sont pas encore préparés à une nouvelle ère de la guerre, marquée par ces réalités. Ils doivent produire davantage de drones et d'intercepteurs à bas coût et mieux s'adapter aux impératifs de la compétition en intelligence artificielle. De même qu'une armée ne peut constituer une force aérienne sans construire d'avions ni dominer les mers sans navires, elle ne peut l'emporter à l'ère de l'IA sans exploiter les données, investir dans la puissance de calcul et maîtriser l'utilisation des modèles d'IA. Pour conserver un avantage sur le champ de bataille, l'armée américaine doit trouver des moyens d'assimiler efficacement ces nouvelles technologies. Cela nécessitera de surmonter les barrières culturelles et bureaucratiques au sein des forces armées, de nouer des relations plus étroites avec le secteur privé et de trouver de nouvelles méthodes d'évaluation de la puissance militaire. Mais si l'armée américaine ne s'adapte pas de cette manière, elle se retrouvera de plus en plus en difficulté sur le champ de bataille. Après des décennies de domination assurée par son avance technologique, les États-Unis seront affaiblis pour avoir dangereusement laissé leur avance leur échapper.

Jeu de drones
Les États-Unis s'appuient depuis longtemps sur l'innovation technologique pour prendre l'avantage sur leurs adversaires. Au début de la Guerre froide, les stratèges de la défense américains comptaient sur l'arme nucléaire pour compenser la supériorité numérique des forces soviétiques en Europe. Dans les années 1970, les États-Unis ont introduit la révolution de l'information dans leur planification militaire, et les progrès réalisés dans les semi-conducteurs, les réseaux informatiques et les satellites leur ont permis de prendre une longueur d'avance en matière de systèmes furtifs, d'armes de précision et de GPS. Ces technologies se sont révélées inestimables lors de la guerre du Golfe de 1990-1991, au cours de laquelle les États-Unis ont systématiquement démantelé l'armée irakienne. Leur impact a été encore plus impressionnant lors de l'invasion de l'Irak en 2003, lorsque les forces américaines se sont emparées de Bagdad en seulement trois semaines.
En 2014, le Pentagone a lancé la stratégie de « troisième compensation », visant à utiliser la robotique et l'intelligence artificielle pour compenser la supériorité numérique des forces chinoises et russes. Cette stratégie a incité l'armée américaine à exploiter les technologies d'IA issues du secteur commercial et a convaincu les responsables américains qu'ils pouvaient ainsi consolider un avantage technologique durable sur leurs adversaires.
Mais cette fois-ci, une telle stratégie ne fonctionnera pas. Les États-Unis ne disposent plus d'un avantage notable dans les technologies émergentes et ne pourront pas en acquérir un.
Prenons l'exemple des drones. Ces appareils bon marché sont largement disponibles dans le monde entier, et les États-Unis ne pourront pas empêcher leurs concurrents de les déployer en grand nombre. L'Iran s'est imposé ces dernières années comme un important producteur de drones à bas coût et en a fourni des milliers à la Russie pour son conflit en Ukraine . S'appuyant sur des modèles iraniens, la Russie en a produit des dizaines de milliers d'autres.
En théorie, les États-Unis devraient pouvoir produire un grand nombre de ces armes. Les drones à bas coût ne nécessitent aucune technologie particulière. Mais en pratique, l'armée américaine peine à déployer des drones bon marché en nombre significatif. L'Ukraine produit quatre millions de drones par an, tandis que l'armée américaine n'en acquiert que 50 000.
Sous les administrations Biden comme Trump, les dirigeants du Pentagone ont fait de la production de drones à bas coût une priorité, mais des problèmes structurels ont freiné sa mise en œuvre. Les petits drones militaires reposent sur une technologie initialement développée pour le marché des loisirs, dominé par l'entreprise chinoise DJI. L'armée américaine, à juste titre, ne souhaite pas dépendre du matériel militaire de son principal concurrent et finit donc par acheter des drones de fabrication américaine, bien plus onéreux (mais qui utilisent souvent des composants chinois).
Plus accablant encore, les États-Unis ne sont tout simplement pas doués pour construire à bas coût, réagir rapidement ou augmenter leur production à grande échelle. Depuis des décennies, la production de défense américaine a connu une hausse constante des coûts, aboutissant à des plateformes de défense toujours plus « sophistiquées » – terme militaire désignant des armes sophistiquées, coûteuses et produites en faible volume. Les drones, en revanche, ont bouleversé le paysage militaire en faveur d'armes bon marché, consommables et pouvant être produites en grande quantité.
Les États-Unis ont tardé à s'adapter. L'initiative Replicator du département de la Défense, lancée en 2023, visait à déployer rapidement des milliers de systèmes autonomes à bas coût, mais n'a abouti qu'à la production de quelques centaines d'unités. L'actuelle direction du Pentagone a annoncé son intention d'accroître la production de drones à bas coût, en investissant plus d'un milliard de dollars pour en produire 340 000 d'ici 2027. L'armée s'est fixé un objectif encore plus ambitieux : produire au moins un million de drones d'ici

2028. Pour atteindre ces objectifs, l'armée devra allouer des fonds importants et réguliers afin de développer une base industrielle pour les petits drones, qui n'existe pas encore à grande échelle.
Mais la technologie des drones évolue rapidement. Bientôt, ces appareils pourront opérer avec une plus grande autonomie et en coordination plus étroite avec d'autres machines. La plupart des drones actuels sont pilotés à distance ou utilisent une automatisation simple, comme le suivi de points de passage prédéfinis ou le retour à leur base en cas de perte de contact avec un pilote humain. L'Ukraine est devenue un terrain d'expérimentation pour des fonctionnalités autonomes plus sophistiquées. Par exemple, de nombreux drones ukrainiens sont dotés d'un guidage terminal autonome, permettant à l'appareil sans pilote de naviguer seul sur plusieurs centaines de mètres jusqu'à sa cible si le brouillage ennemi interrompt la liaison de communication avec le pilote. L'Ukraine produit également des drones de frappe à longue portée capables de parcourir jusqu'à 965 kilomètres et de naviguer de manière autonome sans GPS en comparant les images de leurs caméras embarquées à des images satellites préchargées. Ces innovations seront adoptées bien au-delà des frontières ukrainiennes. De plus en plus de pays et d'acteurs non étatiques posséderont bientôt des drones similaires, capables d'atteindre des cibles même lorsque l'adversaire bloque les communications et empêche l'accès au GPS. Les drones seront équipés de systèmes de guidage autonome toujours plus sophistiqués, leur permettant de couvrir de vastes zones, d'identifier et d'attaquer des cibles en toute autonomie.
Ces avancées vont transformer la guerre en profondeur. Les simples drones d'aujourd'hui deviendront demain des essaims intelligents : des milliers de drones réagissant en temps réel à l'évolution de la situation sur le champ de bataille. Ces essaims serviront à traquer les cibles mobiles, à mener des attaques simultanées pour submerger les défenses et à construire des réseaux de communication et de logistique résistants au brouillage, aux perturbations et aux attaques ennemies. Les essaims de robots autonomes seront capables d'agir avec une rapidité, une coordination et un dynamisme que les pilotes humains ne pourront jamais égaler.
Exploiter pleinement les essaims de drones exigera une refonte radicale du commandement et du contrôle militaires, des structures organisationnelles et de la manière dont les commandants humains dirigent les forces armées sur le champ de bataille. Les opérateurs militaires ne piloteront plus directement les drones, mais commanderont des essaims entiers de centaines, voire de milliers de drones, ces derniers coordonnant leurs actions de manière autonome. Les forces armées devront déterminer les instructions à donner à ces essaims et la manière dont les drones autonomes doivent se coordonner entre eux. Cela impliquera une transformation profonde des modèles de commandement militaires traditionnels, avec le remplacement des structures hiérarchiques par des structures plus décentralisées.
Les drones modifient déjà la dynamique des champs de bataille d'une manière à laquelle les États-Unis n'ont pas encore été confrontés. En Ukraine, par exemple, le survol constant des zones par les drones a rendu difficile le déploiement massif de forces pour les deux camps. Les drones sont désormais responsables de la majorité des pertes russes, supplantant l'artillerie. La guerre en Iran a démontré comment les drones rendent vulnérables les bases éloignées des lignes de front. L'armée américaine devra s'adapter à cette nouvelle réalité, en investissant davantage dans le camouflage, les leurres et autres méthodes de dissimulation et de dispersion des forces afin de réduire les risques.
Les États-Unis ont également besoin de moyens plus rentables pour se défendre contre le grand nombre de missiles et de drones bon marché que leurs adversaires peuvent lancer. La défense antimissile a considérablement évolué au cours des 35 années écoulées depuis la guerre du Golfe, lorsque les batteries Patriot américaines se sont révélées quasiment inefficaces pour abattre les missiles Scud irakiens visant Israël. Mais la technologie des missiles offensifs a elle aussi évolué, et la menace que représentent les drones a explosé. Résultat : les États-Unis ont perdu du terrain malgré une progression fulgurante. Les systèmes de défense antimissile actuels sont efficaces, mais coûteux. Depuis fin février, les États-Unis, Israël et les pays du Golfe ont abattu 1 700 missiles balistiques et drones iraniens, mais le rapport coût-efficacité est largement en faveur de l'Iran. Intercepter un drone Shahed d'une valeur de 35 000 $ (ou, selon certaines estimations récentes, de 7 000 $) avec un missile Patriot à 4 millions de dollars ne sera jamais qu'une victoire à la Pyrrhus. Washington constate que les pertes s'accumulent dans ses finances.
L'armée américaine manque d'intercepteurs de missiles, et la guerre contre l'Iran a considérablement réduit ses stocks. Depuis le début du conflit, les États-Unis ont utilisé environ la moitié de leurs missiles Patriot et entre 50 et 80 % de leurs intercepteurs THAAD. L'administration Trump prend des mesures pour accroître les capacités de production, mais il faudra des années pour reconstituer les stocks. L'épuisement de ces armes rendra les forces américaines vulnérables non seulement au Moyen-Orient, mais aussi en Asie et en Europe.
À l'instar des drones à bas coût, le Pentagone prend des mesures pour développer et augmenter la production d'intercepteurs à moindre coût. Les intercepteurs de drones Coyote américains coûtent environ

125 000 dollars l'unité, tandis que les intercepteurs de drones Merops coûtent environ 15 000 dollars chacun, ce qui représente une amélioration considérable par rapport aux missiles à plusieurs millions de dollars. Washington devra accroître la production de ces intercepteurs moins chers afin de faire face à la menace croissante.

Prochain top model

L'IA va bouleverser la guerre de manière encore plus radicale. Bien que les États-Unis abritent les plus grandes entreprises mondiales d'IA, les progrès dans ce domaine accéléreront l'érosion de la supériorité technologique militaire américaine. Washington est obsédé par la prétendue « course à l'IA » entre les États-Unis et la Chine, mais la réalité actuelle est celle d'une quasi-parité technologique.

Les modèles d'IA chinois ne sont en retard que de quelques mois sur les modèles américains les plus performants. Des entreprises chinoises comme DeepSeek, Moonshot et MiniMax exploitent efficacement les modèles américains, les utilisant pour entraîner leurs propres modèles à un coût bien moindre. Anthropic, OpenAI et Google ont tous repéré et dénoncé des concurrents étrangers qui menaient des efforts considérables pour extraire des informations de modèles américains, en violation des conditions d'utilisation de ces modèles. Les entreprises chinoises compensent leur accès limité aux puces d'IA avancées – restreint par les contrôles américains à l'exportation – en copiant les progrès réalisés par les entreprises américaines qui possèdent les puces les plus puissantes et les plus performantes. Cette technique, appelée distillation adverse, annule de fait l'avantage américain dans les capacités d'IA les plus pointues.

Un autre domaine où les États-Unis ont longtemps bénéficié d'un avantage certain est l'utilisation de l'IA pour transformer leur analyse du renseignement et leur planification opérationnelle. De vastes modèles de langage sont intégrés au système intelligent Maven de Palantir, qui centralise les renseignements provenant de sources multiples dans une interface unique permettant aux analystes d'évaluer le champ de bataille. L'IA permet aux analystes et aux planificateurs du renseignement de synthétiser d'énormes quantités de données et de planifier des frappes. L'armée israélienne aurait utilisé des systèmes d'apprentissage automatique pour traiter des données et recommander des cibles de frappe à Gaza, mais les opérations militaires américaines contre l'Iran constituent probablement la première utilisation significative de grands modèles de langage sur le champ de bataille. En Iran, où les avions de combat américains ont fréquemment été redirigés vers de nouvelles cibles en plein vol, l'armée américaine a utilisé l'IA pour prioriser les cibles et élaborer des plans de frappe dans un contexte de combat fluide et dynamique.

Mais d'ici quelques mois, l'armée chinoise aura accès à des modèles d'IA aux capacités similaires. En réalité, tous les groupes militaires et non étatiques de la planète auront accès à ce type d'outils ; après tout, l'IA n'est pas un secret jalousement gardé par certains gouvernements, mais le fruit du secteur commercial, et ces innovations se répandent rapidement à l'échelle mondiale. Même si de grandes entreprises américaines sont disposées à collaborer avec l'armée américaine, la technologie de l'IA se propage plus vite que celle-ci ne peut raisonnablement l'intégrer et l'adopter, sans parler de son utilisation pour transformer ses opérations. En effet, ce qui importe davantage pour les armées, ce n'est pas tant quel pays développe en premier un nouvel outil ou une nouvelle capacité d'IA, mais quelle armée peut l'adopter en premier.

En période de bouleversements technologiques, le succès relatif d'une armée dépend de sa capacité à tirer parti des nouvelles technologies. Au début du XXe siècle, par exemple, toutes les grandes puissances militaires avaient accès à de nouvelles armes telles que les chars, les sous-marins et les avions. Le défi consistait alors à déterminer la meilleure façon de les utiliser.

Entre les deux guerres mondiales, les armées expérimentèrent de nouvelles technologies et mirent en place de nouvelles structures organisationnelles, doctrines et formations pour exploiter ces armes. Le Royaume-Uni fut le premier à innover avec les porte-avions, mais prit du retard sur le Japon et les États-Unis à l'approche de la Seconde Guerre mondiale. La technologie aéronautique britannique figurait parmi les plus avancées, mais des obstacles culturels et bureaucratiques au sein de l'armée britannique, comme la décision malavisée de confier la responsabilité de l'aviation navale à la Royal Air Force plutôt qu'à la marine, freinèrent son adoption.

C'est important car, sur le champ de bataille, ce sont les méthodes, plus encore que les équipements et systèmes de pointe, qui font la différence. Après tout, la plupart des guerres opposent des adversaires dont le niveau technologique est quasiment équivalent. Dans une étude portant sur les guerres terrestres de 1956 à 1992, le chercheur Stephen Biddle a constaté que l'écart de temps entre les adversaires en matière de technologie militaire était en moyenne inférieur à trois ans.

À la pointe de l'innovation

Limiter la puissance de calcul chinoise est essentiel pour devancer Pékin dans l'adoption de l'IA et permettre à l'armée américaine d'utiliser l'IA plus efficacement, même si la Chine a accès à des modèles d'IA

aux capacités équivalentes. La puissance de calcul est indispensable au déploiement de l'IA à grande échelle. L'utilisation des modèles d'IA les plus avancés exige une quantité considérable d'énergie et de puissance de calcul, et les entreprises technologiques investissent des centaines de milliards de dollars dans la construction de gigantesques centres de données pour répondre à la demande en IA. Aujourd'hui, la puissance de calcul est comparable à la capacité de production industrielle à l'ère industrielle. De même que la capacité de production d'un pays déterminait sa croissance économique et sa puissance militaire, sa puissance de calcul globale déterminera sa puissance en IA et, par conséquent, sa force.

Le principal levier dont disposent les États-Unis pour freiner les progrès de la Chine en matière d'IA réside dans les contrôles à l'exportation qui empêchent les entreprises chinoises de se procurer des puces de pointe et des équipements de fabrication de semi-conducteurs. Or, les puces sont indispensables à l'entraînement et à l'utilisation des modèles d'IA les plus avancés, et les entreprises américaines occupent des postes clés dans la chaîne d'approvisionnement de leur production.

Sous la première administration Trump et l'administration Biden, le gouvernement américain a progressivement renforcé les contrôles à l'exportation des puces d'IA avancées et des équipements de fabrication de puces vers la Chine. Cependant, en janvier 2026, l'administration Trump a opéré un revirement et autorisé la vente de la puce H200 de Nvidia à la Chine. En avril 2026, les puces n'avaient toujours pas été livrées à la Chine, malgré l'octroi de licences par le département du Commerce pour des quantités limitées et les commandes reçues par Nvidia de clients chinois. Compte tenu des contraintes générales d'approvisionnement en puces pour le développement de l'IA et de la forte demande aux États-Unis, chaque puce vendue à la Chine représente une perte pour Washington et une aubaine pour Pékin. L'administration Trump devrait rétablir l'embargo sur les puces d'IA avancées à destination de la Chine plutôt que de laisser les États-Unis prendre l'avantage sur un concurrent stratégique.

L'administration Trump devrait également collaborer avec le Japon et les Pays-Bas afin de renforcer les contrôles à l'exportation des équipements de fabrication de puces vers la Chine. Les usines de fabrication de puces de pointe dépendent des technologies japonaises, néerlandaises et américaines. La Chine s'efforce d'accroître sa capacité de production nationale de semi-conducteurs afin de réduire sa dépendance aux puces étrangères. Cependant, sans accès aux équipements essentiels à la fabrication de puces, elle ne pourra pas produire de puces de pointe. La première administration Trump avait exercé de fortes pressions sur les Pays-Bas pour qu'ils cessent de vendre à la Chine des équipements de lithographie ultraviolette extrême (EVL), machines indispensables à la fabrication des puces les plus avancées. Malgré cela, la Chine a continué de progresser en utilisant une technologie de lithographie par immersion ultraviolette profonde (DUV), plus ancienne et non soumise à des restrictions.

Bien entendu, tenter de restreindre l'accès de la Chine aux composants électroniques, tels que les puces et les équipements de fabrication de puces, ne suffira guère à limiter les gains qu'elle tire de l'extraction de connaissances par procuration. Le gouvernement américain devrait également collaborer avec les entreprises d'IA pour lutter contre les concurrents étrangers qui exploitent les capacités des modèles américains. Le Congrès devrait adopter une loi protégeant les entreprises américaines de toute responsabilité en matière de concurrence lorsqu'elles partagent des informations sur l'extraction de connaissances par procuration, à l'instar de la législation existante relative aux cybermenaces. Une meilleure coopération entre les entreprises américaines d'IA pourrait renforcer la défense contre l'extraction de connaissances par procuration grâce au partage des meilleures pratiques et des informations sur les menaces. Enfin, Washington devrait sanctionner les entités chinoises impliquées dans l'extraction illicite des capacités des modèles d'IA appartenant à des entreprises américaines. Sanctionner des entreprises chinoises spécifiques interdirait aux entreprises américaines de collaborer avec elles et, dans le cas le plus extrême, exclurait les entreprises chinoises fautives du système financier international.

Dans certains cas, les laboratoires d'IA eux-mêmes peuvent souhaiter garder secrètes certaines de leurs capacités d'IA les plus avancées, ce qui pourrait ralentir leur diffusion. OpenAI et Anthropic ont adopté cette approche en retardant la publication de leurs derniers modèles, tels que Mythos d'Anthropic, par crainte que des personnes mal intentionnées ne les utilisent pour des cyberattaques offensives. Anthropic s'est associé à plusieurs entreprises technologiques de premier plan dans le cadre du projet Glasswing afin d'utiliser son modèle d'IA pour identifier et corriger les cybervulnérabilités avant que des capacités plus dangereuses ne se propagent. OpenAI a créé un programme d'« accès de confiance » qui permet à des milliers d'experts en cybersécurité certifiés d'accéder aux outils de cyberdéfense d'OpenAI.

Ces approches peuvent donner aux professionnels de la cybersécurité une longueur d'avance pour contrer les dangereuses capacités d'IA à venir, mais le temps presse. En octobre 2025, le groupe de recherche en IA Epoch AI estimait que les modèles *open-weight* les plus performants – c'est-à-dire les modèles téléchargeables par tous – accusaient un retard de seulement trois mois sur les modèles de pointe. Limiter leur diffusion ralentira la prolifération en rendant la distillation adverse plus difficile, mais ne constituera pas une

solution pérenne. Jack Clark, cofondateur d'Anthropic, estimait en avril 2026 que les capacités de cybersécurité considérées aujourd'hui comme les plus avancées en matière d'IA seraient largement disponibles et open source d'ici 12 à 18 mois.
Washington ne peut pas enrayer la prolifération des capacités d'IA, mais peut néanmoins prendre un léger avantage. Étendre une avance de trois mois à dix-huit mois permet aux experts en cybersécurité et à l'armée américaine de disposer de plus de temps pour adopter les technologies d'IA les plus récentes. En ce sens, une approche technologique adéquate ne conférera pas aux États-Unis un avantage durable, mais leur offrira une petite avance dans une course qui sera sans fin.
Les États-Unis doivent profiter de ce temps pour innover, expérimenter l'IA et adapter leurs organisations et leur doctrine afin de tirer pleinement parti des dernières technologies. Cela exigera un changement de mentalité, un abandon de l'approche lente et réfléchie habituellement adoptée par l'armée américaine en temps de paix au profit d'une approche de temps de guerre fondée sur l'itération et l'adaptation rapides. L'armée américaine a rapidement revu ses pratiques lors des guerres d'Irak et d'Afghanistan, déployant rapidement du matériel et modifiant ses tactiques pour contrer la menace des engins explosifs improvisés et utiliser des drones pour surveiller les insurgés. Les processus bureaucratiques traditionnels du Pentagone, utilisés pour définir les besoins en systèmes militaires, budgétiser les coûts et acquérir des technologies, ne permettront pas de suivre le rythme de l'IA ni de garder l'avantage sur les adversaires. Animée par un sentiment d'urgence existentielle, l'Ukraine a augmenté sa production à quatre millions de drones par an. Avec un PIB équivalent à 140 fois celui de l'Ukraine, les États-Unis devraient être en mesure d'atteindre un niveau comparable. Bien qu'il ait fallu des années au Pentagone pour investir suffisamment dans des véhicules blindés afin de contrer sérieusement la menace des bombes artisanales en Irak et en Afghanistan, une fois que le secrétaire à la Défense Robert Gates en a fait une priorité en 2007, l'armée a déployé 10 000 véhicules blindés en un an et demi environ.
Heureusement, la direction actuelle du Pentagone est prête à innover. Le ministère de la Défense a déployé d'importants modèles de langage sur ses réseaux classifiés et non classifiés, offrant ainsi à trois millions d'utilisateurs, militaires et civils, au sein de l'ensemble de l'appareil de défense, un accès à des modèles d'IA. La direction du Pentagone élargit également le nombre de modèles disponibles sur les réseaux, permettant aux employés d'accéder à une diversité de plateformes d'IA. Les premiers signes sont encourageants. Le ministère de la Défense a indiqué que plus d'un million d'utilisateurs ont déjà utilisé des modèles d'IA. Toutefois, il devra redoubler d'efforts pour créer les incitations bureaucratiques et culturelles nécessaires à leur adoption. Cela implique notamment de laisser aux employés la liberté d'expérimenter avec l'IA et d'accepter l'échec et les erreurs.
La stratégie du département en matière d'IA, publiée en janvier, a insisté sur l'importance de la rapidité. Afin de simplifier les procédures administratives, elle a institué un comité mensuel de levée des obstacles, chargé de lever les restrictions non législatives susceptibles d'entraver l'adoption de l'IA. Pour faciliter l'accès aux données, la stratégie a prévu que celles-ci soient partagées avec les utilisateurs autorisés et que tout refus d'accès soit justifié dans un délai de sept jours. Ces mesures sont bienvenues pour accélérer le fonctionnement du Pentagone. Mais la rapidité ne suffira pas à elle seule.

Crise d'identité

Parmi les principaux obstacles à l'exploitation optimale des avantages des nouvelles technologies figurent les facteurs culturels. Les progrès technologiques exigent de nouvelles méthodes de guerre, susceptibles de remettre en question des habitudes profondément ancrées et des identités solides au sein des forces armées. L'*US Navy* a résisté à la transition de la voile à la vapeur au XIXe siècle et a même fait marche arrière concernant l'adoption de cette dernière après la guerre de Sécession. Les débats sur l'utilisation optimale des chars ont persisté au sein de l'armée américaine tout au long de la Seconde Guerre mondiale. En 1943 encore, le lieutenant-général Lesley McNair, commandant des forces terrestres, adressait une note au général George Marshall, chef d'état-major de l'armée de terre, arguant que la guerre éclair allemande en France trois ans plus tôt était une aberration et que le rôle des chars était d'appuyer l'infanterie, et non de mener seuls un assaut blindé.
Les forces armées actuelles ne sont pas moins conservatrices. La culture et la conception de la puissance aérienne propres à chaque corps d'armée influencent leur adoption des drones. L'armée de terre a été la première à adopter des commandes de vol plus automatisées, notamment pour le décollage et l'atterrissage, et à employer du personnel non officier comme opérateurs de drones. L'armée de l'air a résisté à ces innovations, qui remettaient en question sa conception des opérateurs de drones comme « pilotes ». Pourtant, l'*US Air Force* a fait preuve d'innovation en pilotant des drones depuis des bases situées sur le territoire continental des États-Unis, tandis que l'*US Army* a choisi de déployer des opérateurs de drones en Irak et en Afghanistan, une utilisation du personnel bien moins efficace. Le regroupement des opérateurs de drones

sur des bases aux États-Unis leur permet d'assurer un fonctionnement continu, tandis que la politique de l'armée de terre consistant à déployer des opérateurs de drones en Irak et en Afghanistan a eu pour conséquence que près des deux tiers de ses opérateurs se trouvaient aux États-Unis entre les déploiements et ne volaient pas. Mais selon l'armée de terre, les soldats ne devraient pas télétravailler pour aller au combat.

L'enthousiasme pour les systèmes robotisés et sans pilote a été très variable au sein de l'*US Navy*. La force sous-marine a largement adopté les véhicules robotisés sous-marins, qui complètent les sous-marins sans les remplacer. En revanche, dans l'aéronavale, l'espace sur le pont d'un porte-avions est limité. Chaque drone embarqué remplace un avion de chasse piloté. Bien qu'un drone de combat furtif puisse considérablement étendre la portée du porte-avions, la marine a relégué ses drones embarqués au rôle d'avions ravitailleurs, chargés de transporter du carburant pour soutenir, et non remplacer, les avions de chasse pilotés. Ce faisant, afin de préserver les emplois des pilotes, l'*US Navy* a sacrifié la portée et la puissance de frappe du porte-avions.

L'intelligence artificielle représente un défi encore plus grand pour l'image que les forces armées se font d'elles-mêmes que les drones. L'IA soulève des questions fondamentales sur les rôles respectifs de l'humain et de la machine. Les mêmes craintes liées à la disparition des emplois causée par l'IA dans la société se manifesteront également dans l'armée, où l'identité des militaires est fortement liée aux tâches qu'ils accomplissent – à tel point qu'elle persiste parfois même lorsque la technologie a rendu certaines tâches obsolètes. Le personnel de la marine est toujours appelé « marin », même s'il ne monte plus aux mâts, ne hisse ni ne manœuvre les voiles, et ne s'occupe plus du gréement. L'armée de terre compte encore des soldats qui s'identifient comme « cavaliers », même s'ils ne montent plus à cheval. Ces identités persistent comme des vestiges du passé, malgré l'évolution des fonctions du personnel militaire – et il pourrait en être de même lorsque l'IA transformera les forces armées. Or, l'histoire de l'adoption des technologies militaires, des navires à vapeur aux chars d'assaut en passant par les drones, suggère que l'identité et la culture peuvent constituer de puissants freins à l'exploitation optimale des nouvelles technologies par les armées.

Couler l'armada

Aux États-Unis, un autre acteur est essentiel pour garantir l'avance technologique militaire du pays : le secteur privé. L'adoption d'une IA performante nécessitera un partenariat étroit avec l'ensemble du secteur, les entreprises développant l'IA et des évaluateurs tiers experts en capacités et limites de l'IA. Pour ce faire, la direction du Pentagone devra renouer des relations avec la Silicon Valley, mises à rude épreuve ces derniers mois par le désaccord avec Anthropic concernant les termes de son contrat avec le département de la Défense. Le Pentagone insistait sur un accès illimité à la technologie d'Anthropic pour « tout usage légal », tandis qu'Anthropic souhaitait encadrer l'utilisation potentielle de sa technologie à des fins de surveillance de masse intérieure et pour alimenter des armes entièrement autonomes. L'enjeu dépasse largement le simple cadre des relations entre l'armée et une entreprise. Ce différend public a alimenté une réaction de rejet parmi les ingénieurs en IA, de plus en plus réticents à collaborer avec l'armée. Plus de 1 000 employés de Google et d'OpenAI ont signé une lettre ouverte exhortant leurs entreprises à « s'unir pour continuer à refuser les exigences actuelles du département de la Guerre ». En avril 2026, plus de 600 employés de Google ont signé une lettre ouverte exhortant l'entreprise à ne pas autoriser l'utilisation de ses modèles d'IA pour des travaux classifiés. Les hauts responsables de la défense ont mal géré cette crise et ravivé des tensions anciennes entre l'armée et l'industrie de l'IA.

Le ministère de la Défense ne peut se permettre de s'aliéner les ingénieurs qui développent les technologies les plus puissantes, lesquelles façonneront l'avenir de la guerre. L'armée doit avoir accès à une IA de pointe, mais contraindre les entreprises américaines, comme le Pentagone a tenté de le faire en qualifiant Anthropic de « risque pour la chaîne d'approvisionnement », ne favorisera pas la collaboration. Après l'arrêt par Google de sa participation au projet Maven, initiative du ministère de la Défense portant sur l'apprentissage automatique et l'intégration des données, en 2018, le Pentagone a entrepris une opération de persuasion. Il a élaboré les Principes éthiques de l'IA, lignes directrices du ministère pour une adoption responsable de l'IA, qui ont non seulement permis d'apaiser les inquiétudes de nombreux chercheurs en IA quant aux applications militaires de leurs travaux, mais aussi d'améliorer les procédures militaires d'utilisation de l'IA. Aujourd'hui, la direction du Pentagone doit changer de cap de toute urgence pour désamorcer les tensions et construire des ponts, et non les détruire.

L'IA est puissante, mais elle présente de nombreuses failles. Les grands modèles de langage actuels comportent des biais subtils, ont tendance à inventer des choses et à faire preuve de flagornerie, en disant à l'utilisateur ce qu'ils pensent qu'il veut entendre. Une utilisation efficace de l'IA exige de s'attaquer sérieusement à ces limitations. Les agents d'IA, capables d'agir de manière autonome sur les ordinateurs et les réseaux, accéléreront la productivité. Ils peuvent aussi se comporter de façon catastrophique. En avril 2026, un agent d'IA a supprimé l'intégralité de la base de données d'une entreprise en neuf secondes. (L'agent d'IA a eu la décence de présenter ses excuses par la suite.) L'armée devra définir des garde-fous pour les sys-

tèmes et agents d'IA, et former les utilisateurs humains afin d'éviter que l'IA ne conduise à des erreurs préjudiciables. L'armée doit non seulement convaincre les chercheurs en IA, mais aussi les écouter attentivement pour mieux comprendre les limites de cette technologie. Un partenariat avec l'industrie est essentiel pour établir les référentiels, les normes et les processus de test nécessaires à la réussite de l'utilisation de l'IA par l'armée.

Enfin, les forces armées doivent adapter leurs indicateurs de puissance militaire à cette nouvelle ère. La marine comptabilise le nombre de navires ; l'armée de l'air, le nombre d'aéronefs. Ce sont des indicateurs propres à l'ère industrielle. (L'armée de terre, quant à elle, compte le nombre de soldats, un indicateur préindustriel.) Il est notamment impératif que les planificateurs intègrent mieux les drones à bas coût dans ces calculs. Souvent, ces appareils sont jugés insuffisamment puissants pour être comptabilisés comme aéronefs, mais les exclure risque de sous-estimer les capacités militaires et de biaiser la planification en faveur des systèmes obsolètes.

Mais bien plus importants que ces chiffres sont désormais les indicateurs relatifs aux composants numériques qui alimentent et connectent les plateformes militaires : capteurs, radars, ordinateurs, réseaux et algorithmes. Le ministère de la Défense devrait commencer à suivre des indicateurs pertinents pour l'IA. Il pourrait s'agir notamment de la puissance de calcul disponible à tout moment sur les réseaux classifiés et non classifiés, ainsi que de son taux d'utilisation. Il pourrait également suivre le nombre d'utilisateurs actifs mensuels, l'utilisation des jetons sur les modèles d'IA afin de montrer l'étendue et la fréquence d'utilisation de l'IA, et la quantité de données disponibles au sein du ministère et leur utilisation. Ces données permettraient aux planificateurs de mieux comprendre dans quelle mesure les militaires et les civils utilisent l'IA et où des investissements ou des initiatives supplémentaires sont nécessaires pour accélérer son adoption. De même que le nombre de navires, de porte-avions, d'avions et de militaires est un point de discussion dans le budget du ministère de la Défense, le nombre de GPU équivalents H100 auxquels le ministère a accès devrait l'être également. Pour être à la pointe de l'IA, l'armée devra investir dans la puissance de calcul de l'IA. L'armée devrait également mener des évaluations détaillées de l'utilisation de l'IA afin de mesurer si cette technologie a permis d'accroître l'efficacité et la précision, de réduire les coûts et d'accélérer les flux de travail, ainsi que de déterminer les enseignements qui peuvent être appliqués à d'autres applications.

L'histoire regorge d'exemples édifiants d'armées ayant peiné à s'adapter et à se réformer face aux bouleversements technologiques. Lors de l'affrontement des flottes anglaise et espagnole en 1588, l'Espagne était à l'apogée de sa puissance. Cependant, la marine anglaise avait su tirer profit de la nouvelle technologie de l'époque : les canons. L'Armada espagnole, en revanche, était encore conçue autour de l'impératif d'aborder les navires ennemis, dont les ponts étaient remplis d'infanterie. De ce fait, la vaste flotte espagnole, largement surclassée en armement, fut vaincue. La guerre anglo-espagnole se prolongea pendant seize ans après la défaite de l'Armada espagnole, mais l'apogée de la puissance navale espagnole était révolue, tout comme celle de son empire mondial.

Les États-Unis peuvent conserver leur suprématie militaire mondiale s'ils agissent dès maintenant pour s'adapter à l'évolution de la guerre moderne. Mais si le Pentagone ne réoriente pas ses opérations dans la direction nécessaire, il sera distancé par des concurrents plus tenaces et audacieux dans leur adaptation aux réalités de cette nouvelle ère.

Source : https://www.foreignaffairs.com/united-states/losing-war-future-paul-scharre
Traduction : Veille Stratégique
Pour aller plus loin sur ces sujets, lire le livre de M. Ferreira « La fin de la domination américaine ? » : https://www.thebookedition.com/fr/la-fin-de-la-domination-americaine--p-424448.html

VEILLE STRATÉGIQUE, 26 juin 2026

Le retour du refoulé



Gerhard Silber. – « Bomb Watchers III » (Guetteurs de bombe III), 2014
© Gerhard Silber - art-silber.de

Cette fois nous y sommes : l'Allemagne est une puissance occidentale comme les autres. Et sa classe dirigeante, débarrassée des scrupules historiques qui l'empêchaient d'affirmer sa domination sur l'Europe autrement que par l'austérité budgétaire et l'excédent commercial, se sent à nouveau investie d'une ambition proprement nationale : construire *« l'armée la plus puissante d'Europe sur le plan conventionnel ».* Une priorité claironnée par M. Friedrich Merz dès son premier discours au Bundestag en tant que chancelier (14 mai 2025). Cette Bundeswehr *« prête à la guerre »,* selon la formule fétiche du ministre de la défense Boris Pistorius, servira un triple objectif économique, militaire et stratégique : relancer un appareil industriel flageolant ; garantir aux franges septentrionales et orientales de l'Europe une protection contre la Russie ; et, en accord avec Washington, déléguer à l'Allemagne la direction européenne de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

« Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes plus non plus en paix (1) *»,* résume M. Merz. Pour preuve : en 2025, ses 114 milliards d'euros d'engagements de défense classaient l'Allemagne au quatrième rang mondial en matière de dépenses militaires. Après les États-Unis (954 milliards), la Chine (336 milliards) et la Russie (190 milliards). S'appuyant sur des ressources financières inégalées sur le continent, Berlin dépensera plus en armement d'ici à la fin de la décennie que Londres et Paris ensemble. Cette combinaison de suprématie économique et militaire conventionnelle déstabilise l'architecture de sécurité européenne édifiée à la fin de la guerre froide, et révèle un déséquilibre que ni le paravent de l'intégration européenne ni la fable du « couple franco-allemand » ne parviennent plus à masquer. Certes, contrainte par ses engagements internationaux, l'Allemagne dépend toujours pour sa dissuasion stratégique des capacités nucléaires américaines et, si le partenariat engagé par M. Emmanuel Macron porte ses fruits, françaises. Mais la page de la République fédérale cantonnée au rôle de « puissance civile », sans autonomie militaire, se tourne.

« Dans une ère où domine à nouveau la politique des grandes puissances, a expliqué le chef du gouvernement, *l'Allemagne doit tracer sa propre voie* (2). *»* Au printemps dernier, l'historienne Liana Fix a indisposé la chancellerie en détaillant *les « dangers de la puissance allemande »* : le retour des rivalités et des divisions continentales, notamment avec la France et la Pologne ; le risque que l'extrême droite, en tête dans les sondages, gouverne un jour un pays désormais surarmé (3). Dès à présent, le nationalisme industriel décomplexé dans le secteur de la défense, les accords européens de libre-échange avec le Marché commun du Sud (Mercosur) et l'Inde dictés par les intérêts allemands, la capitulation douanière, en juillet 2025, de Mme Ursula von der Leyen face aux États-Unis, conforme aux souhaits de Berlin, exaspèrent le voisin français – qui s'y plie néanmoins.

Il aura fallu pour ouvrir ce nouveau chapitre du souverainisme allemand un chancelier banquier d'affaires moins empreint que ses prédécesseurs de cette retenue contrite propre à la culture diplomatique d'après-guerre. Et confronté à une situation hors du commun. Car le « changement d'époque » annoncé par M. Olaf Scholz lors de l'invasion russe en Ukraine n'a réellement pris corps que trois ans plus tard, début 2025, face la convergence de trois difficultés. En premier lieu, la menace de récession industrielle dé-

clenchée par la concurrence chinoise, la hausse des prix de l'énergie et les tarifs douaniers décidés par le président américain Donald Trump. Ensuite, le spectre d'une escalade face à la Russie, compte tenu de l'engagement croissant de Berlin aux côtés de l'Ukraine. Comme en France et au Royaume-Uni, le soutien financier et militaire à Kiev tient lieu de religion séculière aux élites. À une population profondément marquée par le pacifisme, surtout dans l'est du pays, le Service fédéral de renseignement (BND) dirigé par l'ancien ambassadeur d'Allemagne en Ukraine instille la peur : *« La frontière entre la paix et la guerre s'estompe »* ; la situation *« peut à tout moment dégénérer en confrontation violente »* (4). Enfin, l'angoisse d'un désengagement américain. Le 14 février 2025, lors de la 61e conférence de Munich sur la sécurité, cette perspective a frappé de stupeur les cercles dirigeants allemands qui écoutaient le vice-président américain James David (« J. D. ») Vance vilipender le « modèle » européen, au point que l'organisateur de l'événement a fondu en larmes. Des débuts chaotiques du second mandat de M. Trump, les élites rhénanes ont tiré la conviction qu'il faudrait à l'avenir moins dépendre des humeurs de la Maison Blanche, se doter de moyens propres pour soutenir l'Ukraine, mais demeurer quoi qu'il en coûte l'interlocuteur privilégié de Washington en Europe. Une autonomisation de la vassalité, en somme, que symbolise la construction d'une Bundeswehr à la fois puissante et garante des intérêts américains sur le Vieux Continent.

Récession, Russie, repli américain : le gouvernement parie qu'une même solution, le grand réarmement, conjurera ces trois menaces.

L'épiphanie martiale de Berlin s'accompagne d'un autre chambardement : l'écart de plus en plus assumé avec le droit international, dont le respect absolu devait conditionner la politique étrangère allemande. Un an après le discours de M. Vance à Munich, MM. Pistorius, Johann Wadephul et Markus Söder, respectivement ministre de la défense, ministre des affaires étrangères et ministre président de Bavière, lançaient le tonnerre d'applaudissements réservé au secrétaire d'État américain invité à son tour à Munich : une ovation contre les institutions internationales puisque M. Marco Rubio venait à la fois de calomnier l'Organisation des Nations unies (ONU), de glorifier le « Conseil de la paix » inventé (et présidé) par M. Trump et d'entériner la transformation de Gaza en colonie dudit conseil. Reçu à la Maison Blanche trois jours après l'agression israélo-américaine contre l'Iran (dont il n'avait pas été prévenu), M. Merz cautionnait ce viol de la Charte de l'ONU ; son ministre des affaires étrangères, M. Wadephul, préciserait à propos de Téhéran qu'*« un tel régime ne peut guère se prévaloir du droit international* (5) *»*.

Berlin, arbitre mondial de la vertu ? Les dirigeants du pays estiment avoir conquis cette aptitude morale particulière au terme de leur long « travail de mémoire », comme si l'unicité du crime commis rendait exceptionnel le peuple qui en aurait surmonté la culpabilité (6). Soixante-dix ans après la Nuit de cristal (novembre 1938), Mme Angela Merkel décrétait soudain que *« la sécurité d'Israël [faisait] partie de la raison d'État de l'Allemagne »* et institutionnalisait le soutien inconditionnel apporté à l'un des pays ayant le plus fréquemment enfreint les résolutions de l'ONU. Depuis le 7 octobre 2023, Berlin a armé les crimes contre l'humanité perpétrés par Tel-Aviv, rejeté des décisions de la Cour internationale de justice, coupé les aides au développement versées aux pays qui soutiennent la Palestine, et même justifié le bombardement d'écoles et d'hôpitaux gazaouis par la voix de son ex-ministre (écologiste) des affaires étrangères Annalena Baerbock.

Ironie de l'histoire, cette entorse aux principes de la Loi fondamentale se justifie au nom d'une identité nationale reconstruite dans les années 1990 autour de la mémoire du génocide. Une certitude dominait alors, exprimée par le chancelier Helmut Kohl dans son adresse aux gouvernements du monde prononcée le 3 octobre 1990, jour de la réunion des deux Allemagnes : *« À l'avenir, seule la paix émanera du sol allemand. »* Cette réunification, la première ministre britannique Margaret Thatcher s'y opposait ; François Mitterrand l'avait jugée en 1979 *« ni souhaitable ni possible »*. À leurs yeux, la réapparition d'une telle puissance économique, politique et démographique au cœur de l'Europe ne pourrait que bouleverser les équilibres stratégiques. La réunification achevée, l'ancien conseiller américain à la sécurité nationale Zbigniew Brzeziński estimait que *« l'Allemagne est désormais capable de faire valoir sa propre vision pour l'avenir de l'Europe* (7) *»*. Celle, inspirée par Washington, d'un élargissement de la Communauté européenne et de l'OTAN aux pays de l'ex-bloc de l'Est, atlantistes pour la plupart.

Très vite, l'Allemagne va se réconcilier avec la Pologne et militer pour l'adhésion à l'Union européenne des États de la *Mitteleuropa,* qu'elle transforme en base de sous-traitance pour Volkswagen et DaimlerChrysler. Dès le milieu des années 1990, la sphère d'intérêts et d'influence allemande s'étend des pays baltes à la Croatie et de la France à l'Ukraine. Nouveau barycentre européen, Berlin marginalise peu à peu Paris. *« L'intérêt des États-Unis consiste à exploiter la position dominante de l'Allemagne dans l'Europe atlantiste »,* relève alors Brzeziński. Ce projet, qui s'oppose frontalement à celui de Paris d'une plus grande autonomie européenne vis-à-vis des États-Unis, triomphe trente ans plus tard…

Sitôt la Bundeswehr reconstruite, l'Allemagne, qui héberge déjà le commandement des forces américaines en Europe, sera prête à prendre le relais de son tuteur pour endiguer la Russie, voire la combattre. Cette

guerre qui vient forme la colonne vertébrale de la stratégie de sécurité nationale publiée en juin 2023. Le général Carsten Breuer, chef d'état-major de l'armée allemande (son prédécesseur a été limogé en 2023 pour avoir douté de la victoire de l'Ukraine), estime qu'il incombe à l'Allemagne de fournir *le « liant stratégique »* entre les États baltes, ceux d'Europe centrale et orientale, ainsi que ceux de l'Ouest et du Sud (8) : rien de moins que le rôle de pivot militaire du Vieux Continent. Depuis l'année dernière, la Bundeswehr stationne sa Panzerbrigade 45 en Lituanie ; en juin, Berlin et Varsovie ont signé un nouvel accord bilatéral de défense.

Mais la charnière allemande sera solidement enchâssée à un cadre transatlantique : candidat à la présidence du Comité militaire de l'OTAN, le général Breuer pourrait prendre en septembre prochain la tête de la plus haute instance militaire de l'Alliance atlantique (9). Il y a soixante-douze ans, la France rejetait la Communauté européenne de défense, un projet d'armée continentale sous tutelle américaine destiné à camoufler un modeste réarmement allemand moins de dix ans après la chute du IIIe Reich. Le cauchemar du général de Gaulle est à nouveau sur les rails, piloté cette fois par Berlin.

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, septembre 2026)

(1) « Merz : "Wir sind nicht mehr im Frieden" », *Die Zeit*, 29 septembre 2025.
(2) Friedrich Merz, « How to avert the tragedy of great-power politics », site de *Foreign Affairs,* 13 février 2026.
(3) Liana Fix, « Europe's next hegemon. The perils of German power », *Foreign Affairs,* vol. 105, n° 2, New York, mars-avril 2026.
(4) Audience publique de Martin Jäger devant le conseil de contrôle parlementaire (PKGr) du Bundestag, 13 octobre 2025.
(5) Johann Wadephul interviewé le 15 mars 2026 dans l'émission *Bericht aus Berlin* de l'ARD.
(6) Jan Werner Müller, *Another Country. German Intellectuals, Unification and National Identity,* Yale University Press, New Haven, 2000.
(7) Zbigniew Brzeziński, *Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde,* Bayard, Paris, 1997.
(8) *The Wall Street Journal,* New York, 11 août 2026.
(9) Lire « Comment ça marche ? Les structures de fonctionnement de l'OTAN » (infographie de Cécile Marin), *Manière de voir,* nº 183, juin-juillet 2022.

Pourquoi la Bulgarie a-t-elle pris la décision de quitter la coalition des volontaires ?



Devenue le premier État à quitter officiellement la coalition dite des volontaires, la Bulgarie et ses dirigeants se retrouvent sous surveillance particulière de la part des pays de l'OTAN et de l'UE, qui continuent de soutenir le régime ukrainien. Mais comment Sofia, pays pauvre et sans influence, a-t-elle pris cette décision ?
« Roumen Radev est désormais sous surveillance », écrit Le Monde, faisant référence à la démarche du Premier ministre bulgare au sommet de la Coalition des volontaires et à l'opinion publique occidentale à ce sujet. Les médias français sont particulièrement inquiets, car le sommet s'est tenu à Paris et la France est l'un des deux membres fondateurs (avec le Royaume-Uni) de ce groupe d'amis de l'Ukraine . Ce groupe comptait 35 pays, dont l'Ukraine elle-même. Il en comptera désormais 36 – la Bulgarie étant exclue, mais la Moldavie et la Macédoine du Nord, rapidement acceptées, y figurant. « Le sable ne remplace pas l'avoine. » Les Bulgares ont accès à la mer Noire et disposent d'une certaine capacité de production militaire, tandis que les autorités moldaves et macédoniennes souhaitent simplement rester proches de l'OTAN.
L'exemple des pionniers peut être contagieux, d'autant plus que l'enthousiasme des membres restants de la coalition s'essouffle. Pour la Bulgarie, petit pays en proie à des difficultés, c'était un véritable exploit, et Radev est donc sous surveillance. On dit qu'il a réussi un coup de maître et qu'il pourrait surprendre encore davantage ses alliés de l'OTAN et de l'UE. Cependant, journalistes et sources à Bruxelles s'empressent de préciser qu'ils ne s'attendent pas à une grande urgence de la part du Premier ministre bulgare, compte tenu de la forte dépendance de son pays vis-à-vis de l'Union européenne.
Cette dépendance (sévère) est notoire, ce qui rend le comportement de Radev d'autant plus remarquable et surprenant. De plus, il est étonnant de constater que cet homme politique tient ses promesses de campagne au lieu de les abandonner en invoquant des circonstances particulières. De tels politiciens existent certainement quelque part, mais pourquoi sont-ils apparus soudainement en Bulgarie, l'un des pays les plus corrompus et dysfonctionnels d'Europe ?
Les élites bulgares sont plus habituées à suivre aveuglément les Allemands jusqu'à ce que leur défaite lors de la prochaine guerre mondiale soit certaine. Mais Sofia quitte désormais la coalition allemande avant même le début du conflit, tout en sachant pertinemment que cette coalition est spécifiquement allemande.
La première visite à l'étranger de Radev en tant que Premier ministre fut à Berlin, où le chancelier allemand Friedrich Merz l'exhorta à ne pas devenir un rebelle et à ne pas devenir un « second Orban ».
L'invité bulgare écouta poliment Merz, se contentant d'exprimer des réflexions générales sur la paix. Il ne cherchait pas la confrontation, ni à se mettre en avant en proposant un point de vue alternatif. Mais il retourna à Sofia fidèle à lui-même : le même homme qui, dès les premiers jours de la Seconde Guerre mondiale, avait mis en garde contre l'inévitabilité du conflit ukrainien et la nécessité d'une solution diplomatique.
En 2022, rares étaient ceux qui, en Occident, écoutaient Radev, car il était président de la Bulgarie. Autrement dit, il occupait un poste sans réel pouvoir, les véritables leviers du pouvoir étant contrôlés par des personnalités proches de l'UE et de l'OTAN. L'UE a déjà vu de tels présidents, dépourvus de pouvoir mais affichant une position bien définie sur la Russie et l'Ukraine (par exemple, Miloš Zeman en République tchèque et Zoran Milanović en Croatie). La tactique employée par les bureaucrates européens pour les

contrer consiste tout simplement à les ignorer. Maintenant que le parti de Radev a formé un gouvernement d'union nationale, il est impossible de l'ignorer.
Deux semaines seulement après une conversation sérieuse avec Merz, Radev a annoncé que Sofia bloquerait les propositions du 21e train de sanctions qui « ne contribuent pas à la paix ». Le retrait actuel de la « coalition des volontaires » officialise pleinement sa politique de non-participation à une guerre contre la Russie.
Et il semblerait qu'il vaille mieux tard que jamais, mais l'accent est mis sur le mot « tard » : la Bulgarie a déjà joué son rôle inconvenant – pendant les jours critiques de 2022 pour l'Ukraine, elle a remis aux forces armées ukrainiennes des stocks de munitions et des arsenaux de vieux équipements soviétiques (et les Ukrainiens ne savaient pas utiliser autre chose à cette époque).
Étonnamment, ces livraisons furent effectuées en secret et devinrent le projet personnel du Premier ministre de l'époque, Kiril Petkov. Son mandat fut bref, mais il reçut au passage une boule de neige en plein visage lors d'une manifestation anti-OTAN. Cet incident ne lui rendit pas service, et durant la récente campagne électorale, le favori d'Ursula von der Leyen alla même jusqu'à menacer Radev, déclarant que le pays n'avait pas besoin d'un homme politique aussi pro-russe. Finalement, son parti obtint des résultats bien inférieurs aux attentes, tandis que celui de Radev remporta un triomphe inattendu, formant un gouvernement monopartite.
Bruxelles prend note du fait que cela a permis à la Bulgarie de sortir d'une longue crise politique, marquée par des remaniements ministériels et des élections anticipées deux fois par an. Les responsables européens n'ont pas encore eu recours au sabotage contre Sofia, car ils attendent que le Premier ministre bulgare perde en popularité. Et cela arrivera, bien sûr, un jour, mais pour l'instant, il tient ses promesses envers le peuple, tentant d'infléchir le cours du destin de la Bulgarie avant même le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.
Le ministère russe des Affaires étrangères qualifie la « coalition des volontaires » de club d'instigateurs de la Troisième Guerre mondiale. Ce club est très hétérogène, et par conséquent souvent peu convaincant.
En créant cette alliance, les adversaires de la Russie ne mettaient pas en avant leur compétence, mais leur nombre. On se souvient généralement d'eux comme d'un groupe de pays prêts à envoyer des troupes en Ukraine ou à accueillir des installations de production militaire ukrainiennes sur leur territoire. En réalité, seuls Berlin, Londres et Paris ont signé un tel accord, tandis que les autres n'ont rien signé de précis ou ont même déclaré qu'ils ne le signeraient jamais (comme l'Italie, par exemple).
Les États-Unis, cependant, ne font pas et n'ont jamais fait partie des parties « volontaires » : la coalition a été créée après la victoire électorale de Donald Trump. À proprement parler, c'est précisément pour cela qu'elle a été créée : identifier un groupe sur lequel Kiev peut encore compter, puisqu'elle ne peut plus compter sur Washington.
De plus, le degré de participation des « volontaires » varie, tout comme leur désir de participer. Cette structure souple de l'union permet à nombre de ses membres de se tenir à l'écart, ne faisant en réalité rien pour Kiev, mais évitant ainsi un conflit avec les puissances européennes. La Bulgarie, sous Radev, aurait pu en faire autant. Pourtant, elle est devenue le premier pays à quitter officiellement la coalition anti-russe. À terme, c'est le premier clou dans le cercueil, enfoncé de manière inattendue par un Bulgare et général de l'OTAN (l'actuel Premier ministre est un ancien pilote de chasse et chef de l'armée de l'air bulgare).
Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'essentiel est que Radev est un général. Ni humoriste, ni gynécologue, ni banquier, ni avocat, ni politologue, mais un homme dont la profession l'oblige à comprendre les risques de la guerre et à souhaiter que son pays les évite. Même s'il n'y parvient pas, il peut au moins avoir le sentiment qu'en tant que président, Premier ministre et pilote militaire, il a fait tout son possible à un moment où d'autres, à l'instar des Britanniques, des Allemands et des Français, étaient prêts à se jeter dans le vide.

Dmitry BAVYRIN
23 juillet 2026 (Investig'Action)

Source originale: VZ
Traduit du russe par Histoire & Société

Ukraine, une guerre annoncée, évitable et qui finira en tragédie

L'Ukraine est ravagée, mais cette guerre était prévisible. Depuis trente ans, diplomates, stratèges et responsables américains alertaient : l'extension de l'OTAN vers l'Est finirait par provoquer une confrontation majeure avec la Russie.





« La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique par d'autres moyens. » – Carl von Clausewitz, *De la guerre*

L'Ukraine est aujourd'hui un pays ravagé. Des villes entières du Donbass sont en ruines, ses infrastructures énergétiques et industrielles ont subi quatre années et demie de frappes, et la Russie vient encore d'intensifier considérablement sa campagne de drones et de missiles. Ses grands ports de la mer Noire, qui assuraient autrefois l'essentiel de ses exportations, sont désormais paralysés ou soumis à une pression militaire telle que les flux ont dû être massivement reportés vers les ports beaucoup moins capacitaires du Danube et les voies terrestres. Fin août 2026, jusqu'à 80 navires attendaient ainsi pour accéder aux ports ukrainiens du Danube. Les exportations de céréales d'août étaient très inférieures à celles de l'année précédente.
La catastrophe est aussi démographique. L'Ukraine comptait environ 52 millions d'habitants au début de son indépendance. Il est aujourd'hui impossible d'établir un chiffre incontestable : guerre, réfugiés, émigration, territoires passés sous contrôle russe et absence de recensement rendent l'exercice extrêmement difficile. Oleksandr Hladun, de l'Institut ukrainien de démographie, évaluait en juillet 2026 à 27-28 millions la population vivant effectivement sur le territoire contrôlé par Kiev. L'ancienne porte-parole de Volodymyr Zelensky, Ioulia Mendel, évoque pour sa part « *à peine 25 millions* ».
Militairement, la situation est également mauvaise pour Kiev, contrairement au narratif orwellien entendu dans les médias de masse en Occident. La Russie continue de progresser dans plusieurs secteurs, notamment dans le Donbass, mais aussi du côté de Soumy ou encore vers la ville de Zaporijia . Pire... contrairement aux pronostics occidentaux depuis plsu de quatre ans, l'industrie militaire russe n'est pas épuisée. Le commandant en chef ukrainien Oleksandr Syrsky, récemment limogé, estimait en janvier que la Russie produisait déjà environ 404 drones de type Shahed par jour et visait 1 000 unités quotidiennes ; les services ukrainiens constatent également une augmentation importante de la production de missiles, lesquelles pleuvent littéralement sur l'Ukraine depuis deux mois.
Au moment où l'Ukraine entre dans une phase peut-être décisive de son histoire, il devient donc nécessaire de revenir à une question essentielle, comment et pourquoi en est-on arrivé là ?
Le plus tragique est que cette guerre avait été annoncée. Non pas principalement par des propagandistes russes, mais par quelques-uns des diplomates, stratèges, responsables du renseignement et universitaires américains les plus expérimentés de leur génération : Jack Matlock, George Kennan, William Burns, John Mearsheimer, Douglas Macgregor, George Beebe, ou encore Jeffrey Sachs, pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus renommés. Des hommes aux parcours et aux sensibilités différents, patriotes américains, mais qui ont en commun une lecture réaliste des relations internationales, à savoir qu'une grande puissance réagit d'abord à ce qu'elle considère comme des menaces pesant sur son environnement stratégique, surtout si elle ressent une menace existentielle, indépendamment des intentions que ses adversaires prétendent avoir.

1990 : ce que Mikhaïl Gorbatchev avait entendu et compris

Tout commence en février 1990. Le mur de Berlin vient de tomber. L'Union soviétique existe toujours et dispose de centaines de milliers de soldats en Allemagne de l'Est. Pour obtenir l'accord soviétique à la réunification allemande au sein de l'OTAN, les dirigeants occidentaux multiplient assurances et réassurances.
Le 9 février, à Moscou, le secrétaire d'État américain James Baker explique au ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze qu'une Allemagne réunifiée ancrée dans une OTAN transformée devrait s'accompagner de « *garanties de fer* » : « *NATO's jurisdiction or forces would not move eastward* ». Devant Gorbatchev, Baker emploie la formule devenue célèbre : « *not one inch eastward* » (pas un pouce vers l'Est).
Les archives déclassifiées et publiées par le National Security Archive de la *George Washington University* montrent surtout que Baker n'est pas un cas isolé. Le chancelier Helmut Kohl dit à Mikhaïl Gorbatchev le 10 février : « *We believe that NATO should not expand its scope.* » Et, quatre jours auparavant, Hans-Dietrich Genscher avait précisé au Britannique Douglas Hurd que son raisonnement ne concernait pas seulement la RDA : les Soviétiques devaient avoir l'assurance que si, par exemple, la Pologne quittait un jour le pacte de Varsovie, elle « *ne rejoindrait pas l'OTAN le lendemain* » (terminologie qui laissait déjà une marge de manœuvre future).
Certes, aucun traité ne fut signé interdisant pour toujours tout élargissement de l'OTAN à l'Europe orientale. Le traité « *2+4* » régla juridiquement la question allemande, notamment le statut militaire particulier de l'ancienne RDA. Mais il est tout aussi faux d'affirmer qu'aucune assurance politique concernant une expansion vers l'Est n'avait été donnée. Les archives montrent qu'elles furent nombreuses et que certaines dépassaient explicitement le seul territoire est-allemand. Gorbatchev dira lui-même plus tard que l'élargissement violait « *l'esprit* » des assurances reçues en 1990.

Il est important de comprendre cette étape de l'histoire des relations entre l'Occident et la Russie : ce passif est la raison pur laquelle la Russie contemporaine, et spécifiquement Vladimir Poutine ou Sergueï Lavrov, ne font aucune confiance en la parole de l'Occident et refuse tout « *cessez-le-feu* » et autres promesses vagues et ne cesseront les hostilités que lorsque les pays Occidentaux seront prêts à signer un traité officiel international contraignant, dûment documenté, lequel devra statuer sur une nouvelle architecture de sécurité en Europe. En dehors de telles négociations structurantes et structurelles, il n'y aura pas de paix en Ukraine. Plus gave, la Russie s'assurera des conquêtes territoriales et destruction de ce qui reste de l'Ukraine si de tels accords cadres ne sont pas signés. Et encore... la signature même occidentale est largement discréditée dans les pays BRICS car considérée comme peu fiable

Matlock et Kennan : les avertissements initiaux américains

Jack F. Matlock Jr. n'est pas un intellectuel marginal. Diplomate de carrière, spécialiste de l'URSS, il fut ambassadeur des États-Unis à Moscou de 1987 à 1991 sous Ronald Reagan puis George H. W. Bush et fut un des acteurs principaux coté américain de l'organisation diplomatique de la fin de la guerre froide.

Lorsque l'administration Bill Clinton décide d'élargir l'OTAN, Matlock s'y opposa. Il témoignera devant le Congrès contre cette politique et expliquera plus tard avoir averti qu'elle devait, au minimum, « *s'arrêter avant d'atteindre des pays comme l'Ukraine et la Géorgie* », car cela serait « *inacceptable pour n'importe quel gouvernement russe* » – soit très exactement les deux pays où G.W Bush Jr. voulu étendre l'OTAN lors du sommet de Bucarest de 2008 et où se déroulèrent les deux affrontement armés. En décembre 1994, il débat publiquement de cette question avec Henry Kissinger sur la chaîne *PBS*. Les deux hommes divergent, mais le fait même que le débat ait lieu montre que la politique d'élargissement était alors un choix stratégique discuté, non une nécessité évidente – on connaît l'histoire, les néocons triomphèrent, au même moment où économiquement s'installait en occident le néolibéralisme et le dogme du libre-échange... soit les poisons qui allaient, termes, tuer l'Occident, qui pourtant dominait le monde. Funestes choix ; les historiens auront de quoi s'étonner.

Puis vient George F. Kennan. Difficile de trouver figure plus emblématique de la stratégie américaine. Diplomate, historien et soviétologue, Kennan avait formulé dès 1946-1947 la doctrine du *containment* du communisme et participera à sa mise en œuvre, soit l'endiguement de l'URSS qui allait structurer la politique américaine pendant la guerre froide.

Or, en février 1997, alors que la Russie d'Eltsine est économiquement effondrée, militairement affaiblie et ne constitue aucune menace conventionnelle crédible contre l'Europe occidentale, Kennan publie dans le *New York Times* « *A Fateful Error* ».

Son avertissement est saisissant : il déclare explicitement que l'élargissement de l'OTAN serait « *the most fateful error of American policy in the entire post-Cold War era* ». Il prédit qu'il alimentera en Russie les tendances « *nationalistes, anti-occidentales et militaristes* », nuira à la démocratie russe, restaurera « *l'atmosphère de la guerre froide* » et poussera la politique étrangère russe dans des directions contraires aux intérêts américains.

Un an plus tard, après le vote du Sénat américain autorisant l'entrée de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque, Thomas Friedman, journaliste au *New York Times*, téléphone le 2 mai 1998 au vieux stratège, âgé de 94 ans. Kennan répond : « *I think it is the beginning of a new Cold War.* » Puis : « *I think it is a tragic mistake. There was no reason for this whatsoever. No one was threatening anybody else.* ».

La Russie, prévient-il, prophétique, finira naturellement par mal réagir ; les partisans de l'élargissement diront alors : « *Nous vous avions bien dit que les Russes étaient comme cela.* » Kennan renverse donc par avance le raisonnement, à savoir que la réaction russe pourrait être en partie le produit de la politique censée la prévenir. Or, c'est l'argument aujourd'hui des bellicistes otaniens. George Kennan aura été une Cassandre des temps modernes... à notre grand malheur collectif.

FOREIGN POLICY

'It is a tragic mistake'

U.S. statesman doubtful about wisdom of NATO expansion

By Thomas L. Friedman



George Kennan
Circa 1974

His voice is a bit frail now, but the mind, even at age 94, is as sharp as ever. So when I reached George Kennan by phone to get his reaction to the Senate's ratification of NATO expansion, it was no surprise to find that the man who was the architect of America's successful containment of the Soviet Union and one of the great American statesmen of the 20th century was ready with an answer.

"I think it is the beginning of a new Cold War," Kennan said from his Princeton home. "I think the Russians will gradually react quite adversely, and it will affect their policies. I think it is a tragic mistake. There was no reason for this whatsoever. No one was threatening anybody else. This expansion would make the Founding Fathers of this country turn over in their graves. We have signed up to protect a whole series of countries, even though we have neither the resources nor the intention to do so in any serious way. (NATO expansion) was simply a lighthearted action by a Senate that has no real interest in foreign affairs."

"What bothers me is how superficial and ill-informed the whole Senate debate was," added Kennan, who was present at the creation of the North Atlantic Treaty Organization and whose anonymous 1947 article in the journal *Foreign Affairs*, signed "X," defined America's Cold War containment policy for 40 years. "I was particularly bothered by the references to Russia as a country dying to attack Western Europe. Don't people understand? Our differences in the Cold War were with the Soviet Communist regime. And now we are turning our backs on the very people who mounted the greatest bloodless revolution in history to remove that Soviet regime."

"And Russia's democracy is as far advanced, if not farther, as any of these countries we've just signed up to defend from Russia," said Kennan, who joined the State Department in 1926 and was ambassador to Moscow in 1952. "It shows so little understanding of Russian history and Soviet history. Of course there is going to be a bad reaction from Russia, and then (the NATO expanders) will say that we always told you that is how the Russians are — but this is just wrong."

One only wonders what future historians will say. If we are lucky, they will say NATO expansion to Poland, Hungary and the Czech Republic simply didn't matter, because the vacuum it was supposed to fill had already been filled, only the Clinton team couldn't see it. They will say the forces of globalization integrating Europe, coupled with the new arms control agreements, proved to be so powerful that Russia, despite NATO expansion, moved ahead with democratization and Westernization, and was gradually drawn into a loosely unified Europe. If we are unlucky, they will say, as Kennan predicts, that NATO expansion set up a situation in which NATO has to either expand all the way to Russia's border, triggering a new Cold War, or stop expanding after these three new countries and create a new dividing line through Europe.

But there is one thing future historians will surely remark upon, and that is the utter poverty of imagination that characterized U.S. foreign policy in the late 1990s. They will note that one of the seminal events of this century took place between 1989 and 1992 — the collapse of the Soviet empire, which had the capability, imperial intentions and ideology to truly threaten the entire free world. Thanks to Western resolve and the courage of Russian democrats, that Soviet empire collapsed without a shot, spawning a democratic Russia, setting free the former Soviet republics and leading to unprecedented arms-control agreements with the United States.

And what was America's response? It was to expand the NATO Cold War alliance against Russia and bring it closer to Russia's borders.

Yes, tell your children, and your children's children, that you lived in the age of Bill Clinton and William Cohen, the age of Madeleine Albright and Sandy Berger, the age of Trent Lott and Joe Lieberman, and you, too, were present at the creation of the post-Cold War order, when these foreign-policy Titans put their heads together and produced . . . a mouse.

We are in the age of midgets. The only good news is that we got here in one piece because there was another age — one of great statesmen who had both imagination and courage.

As he said goodbye, Kennan added just one more thing: "This has been my life, and it pains me to see it so screwed up in the end."

▶ **THOMAS L. FRIEDMAN** is a columnist for *The New York Times*, 229 W. 43rd St., New York, N.Y. 10036.

Munich 2007 : Poutine annonce les lignes rouges de la Russie

Pendant une décennie, l'OTAN avance. Pologne, Hongrie et République tchèque en 1999 ; Guerre du Kosovo ; Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et trois anciennes républiques soviétiques – Estonie, Lettonie, Lettonie – en 2004. La Russie regardait impuissante cette avancée de l'OTAN.

Mais le vent (mauvais) finit par tourner : le 10 février 2007, Vladimir Poutine prend la parole devant la Conférence de Munich sur la sécurité. Son discours est souvent présenté comme le moment où la Russie « r*edevient agressive* ». Il peut aussi être lu, dans une grille réaliste, comme l'annonce publique d'une ligne rouge que la Russie n'accepte pas de voir franchie et le retour de la Russie dans le concert des grandes puissances que fort peu furent capables de percevoir alors, et dont on trouvera ici la retranscription complète.

Poutine y attaqua l'ordre unipolaire, les interventions occidentales, les logiques des sanctions économiques et surtout l'expansion de l'Alliance sous le regard médusés des dirigeants occidentaux d'alors, et en premier lieu celui de la chancelière allemande, Angela Merkel, pétrifiée sur sa chaise . « *NATO expansion* », déclare-t-

il, « *represents a serious provocation that reduces the level of mutual trust* ». Et il pose directement la question, « *What happened to the assurances our Western partners made after the dissolution of the Warsaw Pact?* »
Que l'on partage ou non son interprétation de 1990 importe ici moins que le fait stratégique. En février 2007, devant les dirigeants occidentaux, le président russe annonce publiquement que Moscou considère désormais l'expansion de l'OTAN comme un problème de sécurité majeur et il fut peu judicieux de déconsidérer la deuxième puissance nucléaire mondiale.

Burns 2008 : Washington savait

Un an plus tard fut produit un document proprement extraordinaire confirmant les propos de Poutine à la conférence de Munich de 2007.
William J. Burns est alors ambassadeur des États-Unis à Moscou. Ce n'est pas un idéologue prorusse, mais l'un des diplomates américains les plus accomplis de sa génération. Il deviendra secrétaire d'État adjoint puis, sous Joe Biden, directeur de la CIA.
Le 1er février 2008, Burns envoie à Washington un câble confidentiel à sa cheffe, la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, intitulé : « *NYET MEANS NYET: RUSSIA'S NATO ENLARGEMENT REDLINES* ».
Le câble, ultérieurement rendu public par WikiLeaks, est explicite. L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN demeure pour la Russie « *an emotional and neuralgic issue* », mais Burns précise immédiatement que de véritables considérations stratégiques expliquent cette opposition. Plus étonnant encore, il avertit que la question de l'extension de l'OTAN pourrait « *split the country in two* » (l'Ukraine), conduire à des violences, « *or even, some claim, civil war* », obligeant alors la Russie à décider si elle doit intervenir... soit très exactement ce qui adviendra à partir du coup d'État de 2014 contre le Président ukrainien Viktor Ianoukovitch.
Pourtant, deux mois plus tard, au sommet de Bucarest d'avril 2008, l'OTAN adopte pourtant cette phrase sous la pression de G.W. Bush Jr. (et surtout sous la pression de l'État profond néocons à Washington) : « *We agreed today that these countries will become members of NATO* », à propos de l'Ukraine et de la Géorgie.
Angela Merkel, toujours chancelière et représentante de l'Allemagne lors de ce sommet, écrira dans ses mémoires, « *Le fait que l'OTAN leur ait simultanément ouvert la perspective générale d'une adhésion constituait, pour Poutine, un oui à l'adhésion des deux pays à l'OTAN, une déclaration de guerre (Kampfansage)*. »
Elle rapporte cette phrase que Poutine lui aurait ensuite adressée :
« Tu ne seras pas chancelière éternellement. Et alors ils deviendront membres de l'OTAN. Et cela, je veux l'empêcher. » – Vladimir Poutine cité par Angela Merkel.
Washington ne pouvait pas ignorer la ligne rouge russe ; son propre ambassadeur l'avait décrite, ainsi que certains des mécanismes susceptibles de conduire à la guerre, tout comme nombre ses prééminents géopoliticiens et stratèges.

2014 : John Mearsheimer annonce la catastrophe

Après Maïdan, l'annexion russe de la Crimée et le début de la guerre du Donbass, John J. Mearsheimer, professeur à l'université de Chicago et l'un des principaux théoriciens mondiaux du réalisme en géopolitique, publie en septembre 2014 dans *Foreign Affairs* un texte devenu célèbre : « *Why the Ukraine Crisis Is the West's Fault* ».
Sa thèse tient en une phrase : « *The taproot of the trouble is NATO enlargement* » (« *La racine profonde du problème est l'élargissement de l'OTAN.* »).
Pour John Mearsheimer, les États-Unis poursuivent trois politiques convergentes : élargissement de l'OTAN, extension de l'Union européenne et soutien à l'occidentalisation politique de l'Ukraine. Or, une grande puissance ne tolère pas facilement qu'un rival militaire absorbe un État stratégique situé directement sur sa frontière. Les États-Unis eux-mêmes, rappelle-t-il, ne toléreraient pas une alliance militaire chinoise avec le Mexique ou le Canada. C'est par ailleurs complètement opposé à toutes les doctrines de dissuasion nucléaire qui spécifient qu'un espace tampon doit exister entre puissances nucléaires pour éviter les risques de déclenchement d'une guerre nucléaire suite à une erreur humaine.
Sa conclusion n'est pas de livrer l'Ukraine à Moscou mais d'en faire un État souverain, économiquement viable et militairement neutre, un « *bridge between Russia and NATO* » plutôt qu'un avant-poste de l'un contre l'autre, soit très exactement la demande et la position du Krémlin avant 2014... et qui aurait assuré à l'Ukraine un développement et un enrichissement sans précédent. Persister dans la stratégie inverse, avertit-il, risque de conduire l'Ukraine à la ruine. Et c'est ce que l'on peut observer tragiquement aujourd'hui. Une autre Cassandre américaine.

2019 : la RAND et la stratégie de « *sur-extension* »

En 2019, la RAND Corporation publie *Extending Russia: Competing from Advantageous Ground, un* document qui mérite d'être lu. L'objectif de l'étude est explicite : identifier des moyens de pousser la Russie à consacrer davantage de ressources à une cause qui n'assurera pas son développement.

Parmi les six options géopolitiques étudiées figure : « *Providing Lethal Aid to Ukraine* » (« *Fournir une aide militaire létale à l'Ukraine* »).

La RAND analyse donc l'augmentation de l'aide militaire à Kiev comme un moyen potentiel d'accroître les coûts imposés à Moscou. Mais ses auteurs voient également le piège, à savoir que davantage d'armes américaines pourraient provoquer une réponse russe, accroître l'intensité de la guerre et conduire Moscou à engager davantage de forces. Le rapport ne « *recommande* » donc pas une guerre russo-ukrainienne ; il étudie froidement une stratégie de compétition dont l'Ukraine constitue l'un des théâtres possibles et reconnaît qu'une escalade destinée à augmenter le coût pour la Russie augmenterait simultanément le danger pour l'Ukraine et... conduirait assurément à sa destruction.

Lu rétrospectivement, le document est glaçant. Ce qui pouvait constituer un coût géopolitique imposé à la Russie représentait nécessairement, pour l'Ukraine, une guerre menée sur son propre territoire et éventuellement sa destruction, pur servir les intérêts géopolitiques des États-Unis.

2021-2022 : la dernière ligne rouge avant la guerre

Jeffrey Sachs appartient, lui, à une autre tradition. Économiste mondialement reconnu, professeur à Columbia University, conseiller de nombreux gouvernements ou du Secrétaire général de l'ONU où il supervise le combat pour la réduction de la pauvreté dans le monde, il fut directement impliqué dans les transformations économiques postsoviétiques. Il soutient que la guerre est l'aboutissement de « *decades in the making* » (« *qui se préparait depuis des décennies* »).

Il insiste particulièrement sur décembre 2021. Le 17 décembre, Moscou présente deux projets de traité aux États-Unis et à l'OTAN. Parmi les exigences figure l'arrêt de l'élargissement de l'Alliance. Washington refuse de fermer la « *porte ouverte* » de l'OTAN et déclare que l'élargissement de l'OTAN n'est pas du ressort de la Russie, mais exclusivement de l'OTAN et des États voulant y adhérer. Évidemment, les têtes pensantes à Washington et à l'OTAN sont convaincues alors que, soit la Russie n'osera pas franchir le Rubicon, soit en le faisant, elle sera détruite pas la riposte des sanctions économiques de l'Occident. Ce fut, en France, la fameuse « *mise à genoux de la Russie* » de l'inénarrable Bruno Le Maire, alors ministre de l'économie d'Emmanuel Macron.

Pour Sachs, ce refus constitue l'une des dernières occasions manquées avant l'invasion du 24 février. Il insiste ensuite sur les négociations russo-ukrainiennes du printemps 2022 et considère qu'une neutralité ukrainienne accompagnée de garanties internationales aurait pu constituer une sortie de guerre... lesquelles ont échoué en raison de l'intervention des dirigeants américains et britanniques, et tout particulièrement Boris Johnson qui fera alors le voyage à Kiev pour convaincre Volodymyr Zelensky, alors enclin à signer, de ne pas le faire, comme en témoigna le Premier ministre israélien d'alors, Naftali Bennett, participant aux négociations du *memorendum d'Istanbul*. Une forme de pacte fut alors passée, l'Occident demandant à l'Ukraine de tenir six mois, temps nécessaire pour mettre économiquement la Russie à genoux. On connaît la suite... Pour Jeffrey Sachs la guerre d'Ukraine fut sciemment provoquée.

George Beebe apporte enfin une perspective particulièrement intéressante. Ancien directeur de l'analyse Russie à la CIA, aujourd'hui au directeur de la grande stratégie au *Quincy Institute for Responsible Statecraft*, il analyse le conflit à travers le concept géopolitique classique du *dilemme de sécurité*. Une puissance prend une mesure qu'elle juge défensive ; son adversaire la perçoit comme offensive et répond ; cette réponse confirme rétrospectivement les craintes initiales du premier camp. La spirale devient auto-entretenue.

Sa conclusion rejoint largement celle de Mearsheimer : la sortie durable du conflit passe par une Ukraine indépendante mais neutre, extérieure à l'OTAN, et par une architecture européenne de sécurité qui ne repose pas exclusivement sur l'expansion indéfinie de l'Alliance atlantique.

Une tragédie qui n'aurait pas dû être

Trente ans de documents et de témoignage dessinent ainsi une continuité difficile à balayer : les assurances de 1990 ; Matlock contre l'élargissement ; Kennan annonçant une nouvelle guerre froide ; Poutine formulant publiquement la ligne rouge russe en 2007 ; Burns avertissant Washington en 2008 des conséquences potentielles d'une entrée de l'Ukraine dans l'OTAN ; Mearsheimer annonçant en 2014 que l'Ukraine risquait d'être détruite par cette confrontation ; RAND étudiant en 2019 comment accroître les coûts supportés par la Russie en Ukraine ; Sachs et Beebe décrivant finalement l'engrenage qui conduit à 2022

Et c'est peut-être la leçon essentielle du réalisme en géopolitique. La sécurité d'un État ne peut durablement être construite en ignorant la perception de sécurité de la puissance située de l'autre côté de sa fron-

tière. Les intentions changent, les gouvernements passent, mais les capacités militaires et la géographie demeurent.
Aujourd'hui, le danger est d'aller au bout de l'engrenage. Une poursuite de la dynamique actuelle peut conduire à une Ukraine encore amputée, démographiquement exsangue et économiquement ruinée, voire, dans le scénario le plus sombre, à sa désintégration comme État viable. Elle peut aussi consacrer un échec stratégique majeur de l'OTAN si l'objectif d'intégrer durablement l'Ukraine à l'espace occidental aboutit au résultat inverse : perte de territoires, destruction du pays et neutralisation imposée.
Cela démontre que la guerre d'Ukraine était prévisible en poursuivant la politique d'extension de l'OTAN. L'Ukraine en paye et en payera le prix fort ; son existence même à terme est, à nouveau, peut-être en jeu.
Certains, comme l'auteur de cet article, avaient vu juste avant même le déclenchement du conflit... rejoignant la longue liste des Cassandre dont les analyses parfaitement fondées et rationnelles n'ont finalement suscité que des attaques idiotes en « *pro-Russie* ». *Sic transit gloria mundi*.
Mais il existe un risque plus grave encore. Une dégradation militaire rapide de l'Ukraine pourrait provoquer à Washington ou dans certaines capitales européennes une réaction de panique stratégique : l'engagement supplémentaire, l'arme ou le déploiement de trop, faisant basculer une guerre par procuration en confrontation directe entre l'OTAN et la Russie. Entre puissances nucléaires, il n'existe alors aucune garantie que l'escalade puisse être maîtrisée.
Kennan l'avait compris alors que la Russie était à genoux. Matlock l'avait compris avant même le premier élargissement. Burns l'avait écrit noir sur blanc avant le sommet de Bucarest.
Plus de trente ans après les premiers avertissements, la question n'est donc peut-être plus seulement de savoir qui avait raison sur les origines de la guerre. Elle est de savoir combien de fois une catastrophe doit être annoncée avant qu'on ne recommence à écouter ceux qui tentent de la prévenir et ainsi de donner une chance à la diplomatie. Et aujourd'hui, les menaces avec ce conflit en Ukraine ne font que s'accroître pour l'ensemble de l'humanité.

« Ce sont les hommes qui écrivent l'histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils écrivent. » – Raymond Aron

Georges RENARD-KUZMANOVIC
Directeur de la publication et rédacteur chef de Fréquence Populaire. Analyste Géopolitique. Ancien officier de l'armée française. Ancien humanitaire.
2 septembre 2026 (Fréquence populaire)

Le drone de Leipzig et la fabrique du consentement

Berlin accuse la Russie d'avoir tenté un attentat au drone à Leipzig. En vingt-quatre heures, une dizaine de dirigeants européens reprennent la même formule et les plateaux télé – où se succèdent les va-t-en-guerre – jubilent. Une accusation d'État sans preuve, reprise mot pour mot d'un bout à l'autre du continent, puis un titre de presse qui transforme un silence en menace : c'est précisément le mécanisme qu'ont décrit Edward Herman et Noam Chomsky. Chronologie d'une certitude, et de ce qu'elle coûte sur l'échiquier mondial.



Les analyses du célèbre linguiste américain offrent une perspective capitale de ce qui se joue actuellement. © DR

Le 4 août au soir, dans la zone de sûreté de l'aéroport de Leipzig/Halle, à quelques mètres d'avions-cargos ukrainiens, on découvre un drone porteur d'une charge explosive. Les enquêteurs reconstituent le dispositif: une boîte de conserve standard, vidée, remplie de Semtex, refermée, percée par le fond pour y loger un détonateur. Celui-ci était défectueux, ce qui explique l'absence d'explosion. L'engin disposait d'un dispositif de largage et de deux cartes SIM.

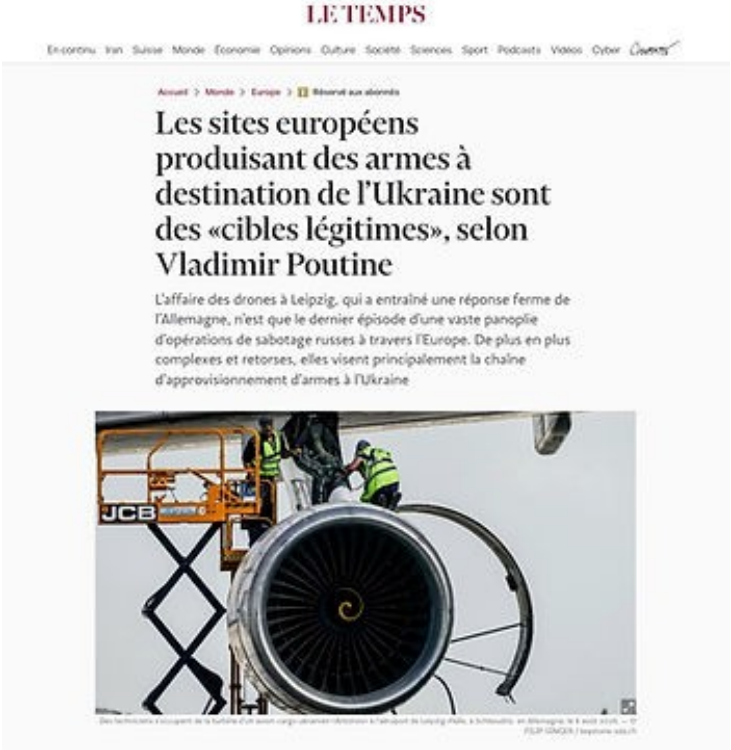
Le 1er septembre, le ministre allemand de l'Intérieur, Alexander Dobrindt, annonce que le gouvernement fédéral tient la Russie pour responsable. Dans la foulée, Berlin ferme le consulat général de Bonn, résilie le bail de la Maison russe et durcit les contrôles à l'entrée pour les ressortissants russes.

Sur quoi repose cette conclusion ? Sur quatre éléments, énumérés par le ministre lui-même : la configuration du drone et ses composants, l'explosif et la technique d'amorçage déjà connus d'autres opérations attribuées à Moscou ; le niveau d'expertise technique ; la correspondance avec un mode opératoire récurrent ; et des informations des services indiquant des personnes ayant agi pour le compte d'organes d'État russes. Aucune chaîne de preuves n'a été rendue publique. Selon l'ARD, les enquêteurs ont identifié au moins une personne rattachée à un service russe. Selon *Die Zeit*, le parquet fédéral enquête depuis la mi-août contre deux personnes désignées, et des traces ADN mènent en Lituanie, en Finlande et en Pologne. Aucune arrestation n'a eu lieu, et la procédure judiciaire n'a produit à ce jour aucune conclusion sur le commanditaire.

En quelques heures, un processus se met en place. L'OTAN et l'Union européenne apportent leur solidarité – Bruxelles évoquant un acte de terrorisme soutenu par un État – et les ministres européens des Affaires étrangères réunis à Wicklow, en Irlande, font bloc derrière Berlin. Y compris le Suisse Ignazio Cassis,

selon la NZZ. La France convoque le chargé d'affaires russe le 2 septembre pour protester « très vivement » contre une « attaque hybride », et proposera de nouvelles sanctions européennes contre la flotte fantôme. Le même jour, depuis Eindhoven, Emmanuel Macron dénonce « une ingérence » et « cette guerre hybride que mène la Russie ».
En moins de deux jours, une évaluation gouvernementale non documentée publiquement est devenue un fait diplomatique, puis un fait médiatique. Le 1er septembre au soir, une dizaine de dirigeants publient sur X des messages bâtis sur la même armature : leur pays se tient en « pleine solidarité » avec l'Allemagne « après l'attaque hybride russe à Leipzig ». La formule se lit chez Mark Rutte pour l'OTAN, chez Alexander Stubb pour la Finlande, chez Gitanas Nausėda pour la Lituanie, chez Ulf Kristersson pour la Suède, chez Christian Stocker pour l'Autriche, chez Mark Carney pour le Canada. Ursula von der Leyen et António Costa la déclinent au nom de l'Union, Giorgia Meloni, Pedro Sánchez, Edgars Rinkēvičs et Emmanuel Macron dans leurs langues respectives. D'un bout à l'autre du continent, le même syntagme, à quelques mots près.
Cette répétition a une conséquence précise. Le 1er septembre à midi, tenir la Russie pour responsable était encore une conclusion qu'il fallait un ministre et quatre catégories d'indices pour défendre. Le soir même, « l'attaque hybride russe de Leipzig » est devenue le nom de l'événement. Or un nom ne se discute pas, il s'emploie : chaque reprise de la formule, dans les mois à venir, réaffirmera l'imputation sans avoir à la démontrer.
Le mécanisme est pratique. Le 26 août, six jours avant l'annonce d'Alexander Dobrindt, la directrice générale de la DGSI Céline Berthon citait déjà l'exemple de Leipzig devant le Medef. Elle y voyait le signal que des actions hostiles plus directes et plus violentes doivent désormais être considérées comme possibles sur le territoire français, avec pour cibles potentielles la base industrielle et technologique de défense, ses sous-traitants, l'énergie et les communications. Aucune imputation officielle n'existait alors. Le dossier servait pourtant déjà de preuve, devant le patronat français, dans la bouche de la responsable du contre-espionnage.

La fabrique du consentement
Le 2 septembre, *Le Temps* publie un article avec le titre suivant : « Les sites européens produisant des armes à destination de l'Ukraine sont des cibles légitimes, selon Vladimir Poutine ».


LE TEMPS

En continu Iran Suisse Monde Économie Opinions Culture Société Sciences Sport Podcasts Vidéos Cyber

Accueil > Monde > Europe > Réservé aux abonnés

Les sites européens produisant des armes à destination de l'Ukraine sont des «cibles légitimes», selon Vladimir Poutine

L'affaire des drones à Leipzig, qui a entraîné une réponse ferme de l'Allemagne, n'est que le dernier épisode d'une vaste panoplie d'opérations de sabotage russes à travers l'Europe. De plus en plus complexes et retorses, elles visent principalement la chaîne d'approvisionnement d'armes à l'Ukraine

Le chapô pose le cadre : « L'affaire des drones de Leipzig, qui a entraîné une réponse ferme de l'Allemagne, n'y est que le dernier épisode d'une vaste panoplie d'opérations de sabotage russes à travers l'Europe », écrit le journaliste basé à Sofia. Le corps de l'article rapporte la conférence de presse tenue la veille à Bichkek, en marge du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, en ces termes: « Il (*Vladimir Poutine, ndlr*) a néanmoins souligné que les sites militaro-industriels occidentaux fournissant des armes à l'Ukraine étaient des 'cibles légitimes' pour son armée. 'Même en Grande-Bretagne?' lui a demandé le cor-

respondant du service anglophone de la télévision russe d'État Russia Today. Ça, je ne peux pas vous le dire, lui a répondu avec un grand sourire le chef du Kremlin. 'C'est un secret. Un secret militaire', a-t-il conclu. »

Sauf que Poutine n'a jamais dit ça.
La transcription officielle, publiée le soir même en russe et en anglais, sur le site du Kremlin, permet de suivre l'échange complet. Le correspondant du service anglophone de Russia Today interroge le président russe sur d'éventuelles cibles britanniques. Poutine l'interrompt et demande s'il existe des installations militaires britanniques en Ukraine. Le journaliste précise : « s'il y en a ». Poutine confirme alors que « tout objectif militaire situé en Ukraine constitue une cible légitime, britannique ou autre ».
Le journaliste pose ensuite une seconde question, distincte de la première : les sites de l'industrie militaire britannique implantés sur le territoire britannique peuvent-ils devenir des cibles militaires ? Réponse intégrale : « C'est un secret, un secret militaire ».
L'article du *Temps* illustre parfaitement le point d'application du modèle de propagande formulé par Edward Herman et Noam Chomsky dans *Manufacturing Consent*. Leur thèse n'est pas celle d'un complot ni d'ordres donnés aux rédactions. Elle décrit une série de filtres structurels, dont le troisième est ici décisif: la dépendance des médias aux sources officielles. Les rédactions ont besoin d'un flux d'information continu, rapide et peu coûteux à vérifier. Les administrations, les états-majors et les services de renseignement produisent précisément cela. Il s'installe une relation symbiotique dans laquelle le média obtient sa matière et la source obtient son cadrage.



Sans parler des « experts » triés en fonction de leurs tendances qui viennent valider des thèses déjà présentées comme établies. Comme cela a été le cas, le 4 septembre, au micro de *Tout un monde*, sur la RTS.
L'invitée, Ulrike Franke, est chercheuse en politique de sécurité et de défense à l'European Council on Foreign Relations, un centre de réflexion. La question d'ouverture pose le cadre : guerre hybride ou guerre tout court. La réponse pose le reste : l'Europe est sous attaque depuis plusieurs années, et même, est-il précisé, en permanence. Suivent les câbles sous-marins sectionnés et les usines qui prennent feu, sans qu'aucun cas ne soit nommé, daté, ni rattaché à une procédure. La tentative d'attentat de Leipzig y est traitée comme un fait acquis, trois jours après une attribution dont aucune pièce n'a été rendue publique.
Le résultat n'est pas le mensonge aggravé. C'est plus subtil, et plus efficace: le déplacement du seuil de la preuve. Une déclaration ministérielle devient un fait à rapporter, la reprise de cette déclaration par d'autres médias devient une confirmation, et la répétition fait le reste. Chomsky l'écrivait sans détour à propos de l'Irak : le meilleur moyen de contrôler l'information est d'occuper l'espace avec des sources suffisamment officielles pour être traitées comme des faits.

« La propagande est à la démocratie ce que la matraque est à l'État totalitaire »
Chomsky a décrit ailleurs un second mécanisme, distinct des filtres. Dans une conférence donnée en 1991 et publiée sous le titre « Media Control », il part de la formule de la Mohawk Valley, une technique anti-

grève mise au point par le patronat américain en 1937. Elle consistait à ne plus attaquer les grévistes de front, mais à mobiliser l'opinion autour de mots que personne ne peut contester : l'américanité, l'harmonie, la communauté. Le gréviste devenait celui qui rompt l'unité, sans que ses revendications aient eu à être discutées.
Il applique le même schéma au slogan « Support our troops » de la guerre du Golfe. La formule ne dit rien : personne ne peut y être opposé, et elle n'engage sur aucune politique. C'est précisément sa fonction. Elle remplace la question qui fâche : approuvez-vous cette guerre ? par une adhésion qui ne coûte rien. Le procédé ne consiste pas à affirmer quelque chose de faux, mais à substituer une question à une autre. Chomsky en tire la phrase qui résume le fascicule: « la propagande est à la démocratie ce que la matraque est à l'État totalitaire ».

« L'attaque hybride russe de Leipzig » obéit à cette grammaire. La formule contient une proposition contestable, celle de la responsabilité russe, mais elle ne se présente pas comme une proposition : elle se présente comme un nom. On peut discuter une accusation, on ne discute pas une désignation. Quiconque l'emploie ratifie l'imputation sans l'avoir examinée, et quiconque refuse de l'employer se trouve à devoir justifier son refus. En vingt-quatre heures, la charge de la preuve avait changé de camp.

Les leçons de l'Histoire
Il existe des précédents, dont un devenu tristement célèbre. Le 5 février 2003, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le secrétaire d'État américain Colin Powell brandit une petite fiole d'anthrax simulé et décrit sept fabriques mobiles d'agents biologiques montées sur camions et sur rails. Il prend soin de préciser que ce qu'il apporte n'est pas une affirmation, mais des faits appuyés sur des sources solides. La démonstration emporte l'adhésion. Elle est fausse.
L'essentiel de ces allégations provenait d'un seul transfuge irakien, Rafid Ahmed Alwan al-Janabi, nom de code *Curveball*, approché et traité par le BND allemand à partir de mars 2000. Le service allemand était allé interroger son ancien supérieur à la Commission des industries militaires irakiennes : celui-ci avait catégoriquement démenti l'histoire des camions bactériologiques. Powell, lui, n'a jamais été informé qu'une de ses sources avait été signalée comme douteuse par le renseignement militaire américain. En 2004, il reconnaissait que le sourcing de son intervention s'était révélé inexact, et par endroits délibérément trompeur. En 2011, al-Janabi a admis au *Guardian* avoir fabriqué son récit pour faire tomber Saddam Hussein.
Le cas n'est pas isolé, et la mécanique se répète à trente ans d'intervalle. En octobre 1990, une adolescente présentée comme infirmière décrit devant une commission du Congrès américain des soldats irakiens arrachant des nouveau-nés à leurs couveuses. Le témoignage fait le tour du monde et pèse lourd dans la bascule de l'opinion américaine vers la guerre du Golfe. Il était faux : la jeune fille était la fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington, et la campagne avait été commandée à l'agence de relations publiques Hill & Knowlton par une association pilotée par le gouvernement koweïtien en exil.

Nord Stream offre l'exemple le plus récent. Le sabotage le plus commenté d'Europe a été imputé à Moscou par une large part du commentariat occidental dès l'automne 2022, sans qu'aucune démonstration publique ne soit jamais produite. Il a fini par donner un acte d'accusation du parquet fédéral allemand visant un commando ukrainien. Le 3 septembre 2026, le Hanseatisches Oberlandesgericht de Hambourg a admis l'accusation contre l'Ukrainien Serhij K., présenté comme le coordinateur du commando, pour crime de guerre par attaque contre des biens civils, provocation d'explosion et sabotage. Le procès s'ouvre le 14 octobre, seize audiences sont fixées jusqu'au 17 décembre, et la suite est déjà calée en janvier et février 2027. Quatre ans et demi séparent l'attribution instantanée de la première audience.

CE QUE FONT LES TRIBUNAUX

Deux jugements

La mise en accusation publique et le jugement ne vont pas au même rythme.

Stuttgart, 18 août 2026. L'Oberlandesgericht juge trois Ukrainiens accusés d'avoir préparé, pour le compte de Moscou, des attaques contre des voies de transport. La cour retient que l'envoi de deux colis munis de traceurs GPS a été commandité par un organe d'État russe et servait à repérer des cibles de sabotage. Mais elle rejette l'accusation centrale: aucun plan concret d'envoi de colis incendiaires n'est démontré. Deux prévenus sont acquittés, le troisième condamné à quinze mois. Le parquet fédéral réclamait entre deux ans neuf mois et quatre ans trois mois.

Munich, octobre 2025. Le principal accusé d'un dossier de sabotage ferroviaire pour le compte d'un service russe écope de six ans, contre huit ans et huit mois requis. Ses deux coprévenus n'obtiennent que du sursis.

Le temps de l'affirmation est instantané et mondial. Celui de la vérification est lent, technique, et ne fait presque jamais la une. Entre les deux, l'opinion s'est déjà formée.

L'IMPERTINENT

En 2003, il fallait encore faire la démonstration. Powell a dû s'asseoir devant le Conseil de sécurité, montrer des images satellites, diffuser des écoutes, brandir un objet. Tout cela était faux, mais tout cela était vérifiable, et c'est précisément parce que la démonstration avait eu lieu qu'elle a fini par être démontée, pièce par pièce, pendant huit ans. En 2026, l'étape a disparu du protocole. Il n'y a plus de fiole à brandir ni de photos à contester : il y a une conférence de presse, quatre catégories d'indices, et une dizaine de chefs d'État qui écrivent que « la preuve est claire ». Puis, des médias qui suivent la danse et attisent les braises, pour des raisons d'audience. Avec, désormais, une évolution décisive acceptée par tous: on ne réfute pas ce qui n'a pas été montré.

Le vocabulaire français

C'est en France que l'écart entre le lexique et le dossier est le plus visible, parce que l'Hexagone n'a subi aucun des faits en question.

Juillet 2025 : le chef d'état-major des armées d'alors, Thierry Burkhard, affirme que la Russie a désigné la France comme son premier adversaire. Novembre 2025 : son successeur Fabien Mandon déclare devant le congrès des maires que le pays doit restaurer sa force d'âme et « accepter de perdre ses enfants ». Juillet 2026 : dans son dernier discours aux armées, Emmanuel Macron déclare les Européens prêts à se battre « au prix du sang s'il le faut ». Septembre 2026: le président parle d'ingérence et de guerre hybride russe à propos d'un dossier allemand dont il n'a pas publié davantage d'éléments que Berlin.

Le député François Ruffin a demandé au gouvernement, par question écrite, s'il disposait d'éléments factuels pour étayer l'affirmation de Burkhard, et si l'intervention de Mandon avait été validée par l'Élysée. La question notait qu'une précédente interrogation sur le même sujet était restée sans réponse.

La réponse ne vient pas de l'Élysée, et ne dit rien de cette validation. Sur les éléments factuels, elle renvoie à la Revue nationale stratégique de 2025 et au discours présidentiel du 13 juillet : deux documents gouvernementaux. L'affirmation officielle est donc étayée par deux autres affirmations officielles. Le reste de la réponse mérite d'être lu pour ce qu'il dit. Elle présente les maires comme les premiers relais du lien Armées-Nation et les acteurs clés du « réarmement moral » du pays. Elle décrit un réarmement à la fois militaire et civique, passant par un renforcement des « forces morales », et pose comme objectif une meilleure compréhension par tous les Français des risques réels. L'intervention devant le congrès des maires n'était donc pas un écart de langage. Elle faisait partie du dispositif.

Côté plateaux, le mécanisme est documenté par l'INA. La couverture prolongée du conflit a conduit à sur-sélectionner des intervenants disponibles : consultants, experts de *think tanks* dont la visibilité constitue le capital professionnel, et militaires de réserve. Les chercheurs, eux, sont moins présents à l'antenne. Le troisième filtre ne fonctionne pas seulement par les communiqués, mais par le carnet d'adresses.
Le résultat se lit dans les enquêtes d'opinion. En février 2026, 56% des Français jugeaient possible une guerre ouverte impliquant leur pays dans les cinq ans, et 58% se déclaraient favorables à la hausse du budget des armées. Le consentement est acquis avant que la démonstration ne soit produite.

Savoir raison garder
Il ne s'agit pas ici de dire que la menace est imaginaire. Des condamnations ont été prononcées, et les juges allemands ont bel et bien retenu la commande d'un organe d'État russe dans l'affaire de Stuttgart. Il ne s'agit pas non plus de dire que Berlin ment : un gouvernement peut détenir des éléments qu'il ne peut pas publier sans griller une source, et le procureur général allemand décrit un dispositif reposant sur des auxiliaires bon marché, précisément conçu pour rendre l'attribution difficile. Mais le seuil de preuve exigé pour déclarer une puissance responsable d'une tentative d'attentat sur le sol européen est aujourd'hui plus bas que celui exigé d'un tribunal correctionnel pour condamner un homme à quinze mois (voir encadré).

Reste à savoir ce que cette facilité coûte, et à qui. La réponse ne se trouve pas à Moscou, mais dans les sondages.
En février 2026, 22% des Français déclaraient avoir confiance dans la politique en général, en recul de quatre points, un plancher jamais atteint depuis la création du baromètre du Cevipof en 2009. La confiance dans le président de la République tombe à 18%, celle dans l'Assemblée nationale à 20%, celle dans les partis à 15%, et 76% des personnes interrogées estiment que la démocratie fonctionne mal. Du côté de l'information, le baromètre La Croix-Verian publié en janvier montre que 61% des Français ne font pas confiance aux médias sur les grands sujets d'actualité, que 78% réclament une séparation claire entre information et opinion et que 77% veulent des journalistes indépendants de leurs propriétaires.
C'est à ce public-là qu'on demande de croire sur parole. Une imputation non démontrée ne coûte rien à celui qui l'énonce: elle produit ses sanctions, ses expulsions et ses titres dans la journée. Elle coûte à celui qui la relaie, et elle coûte davantage encore le jour où une procédure vient dire autre chose, comme pour Nord Stream. Chaque attribution avancée sans pièce prélève sur une réserve de crédibilité qui n'existe plus.
L'ironie est complète. Si l'objectif d'une opération hybride est bien d'éroder la confiance dans les institutions et de diviser les sociétés visées, alors sauter l'étape de la démonstration revient à faire le travail à sa place. Exiger la preuve n'est pas un service rendu à Moscou. C'est la seule chose qui permette encore, le jour où elle sera produite, qu'on y croie.

Amèle DEBEY (L'Impertinent)
6 septembre 2026



UE : échec pour les programmes de chars et d'avions de chasse de nouvelle génération

L'Allemagne et la France ont considérablement réduit leur programme de longue date de système de combat terrestre principal (*Main Ground Combat System* - MGCS), abandonnant l'objectif initial de développer conjointement un char de combat de nouvelle génération. Cette décision constitue un nouveau revers majeur pour l'intégration européenne en matière de défense, après *l'échec récent* du programme franco-allemand de chasseurs FCAS (Système de combat aérien du futur) en juin, et soulève de nouvelles questions quant à la capacité de l'UE à mener à bien des projets de défense multinationaux d'envergure.

Le programme de chars a été lancé en 2017 pour remplacer les chars allemands Leopard 2 et français Leclerc, et entrer en service à partir de 2040 environ. La présentation par la Russie du *char de nouvelle génération T-14*, alors à l'état de prototype, en 2015, a été considérée comme un facteur déterminant de son développement.

À l'instar du T-14 russe, le programme *Main Ground Combat System* prévoyait la création d'une famille complète de véhicules blindés de combat basés sur un châssis commun. L'objectif était de réduire les coûts de développement, de simplifier la logistique et de renforcer l'industrie de défense européenne grâce à une étroite coopération franco-allemande. L'Allemagne est le seul pays européen à encore produire des chars de combat, bien que son Leopard 2 soit en service depuis 1979 et que sa compétitivité et *ses performances soient sujettes à de sérieuses interrogations*.

Suite au 26e Conseil ministériel franco-allemand du 17 juillet, les deux gouvernements ont sensiblement modifié leur discours concernant le *MGCS*. Au lieu de parler du développement d'une plateforme de véhicule commune, les déclarations officielles évoquent désormais une coopération portant uniquement sur des « technologies indépendantes de la plateforme » pour les futurs véhicules blindés, avec ou sans pilote. De nombreux analystes interprètent cette formulation comme la reconnaissance implicite de l'abandon du concept d'un char unique développé conjointement, même si l'appellation MGCS est maintenue. Ce changement intervient après des années de désaccords industriels et politiques, les accords de partage des tâches ayant engendré des complications considérables et une concurrence accrue entre la France et l'Allemagne sur les technologies critiques, notamment le canon principal et la tourelle.

Bien que le programme russe T-14 ait connu des difficultés, les progrès dans le domaine des chars de combat se sont poursuivis rapidement, *notamment en Chine* et en Corée du Sud, mais aussi, dans une moindre mesure, en *Corée du Nord* et aux *États-Unis*. Un événement majeur a été la présentation du char chinois Type 100 en septembre 2025, seul char de combat de nouvelle génération actuellement en service. Le Type 100 bénéficie d'une protection blindée nettement supérieure sur le dessus et, dans une moindre mesure, sur les flancs, reflétant la tendance actuelle à privilégier les armes à attaque par le haut, *telles que les missiles Javelin* et les munitions rôdeuses, comme principales menaces. Sa conception permet une protection bien plus importante de l'équipage, car tous les membres peuvent prendre place côte à côte dans une capsule blindée séparée, une caractéristique inaugurée par le T-14 avant que son développement ne soit interrompu.

L'échec du programme *MGCS* (Main Ground Combat System) à atteindre ses objectifs initiaux fait écho à la situation du *FCAS* (Future Combat Air System), suite aux différends prolongés entre Dassault Aviation et Airbus concernant le partage des technologies et le leadership industriel. Depuis, la coopération entre l'Allemagne et la France s'est limitée aux technologies de soutien telles que les réseaux numériques, abandonnant le projet d'avion de combat développé conjointement. Ensemble, ces deux projets illustrent des échecs majeurs de la coopération européenne en matière d'acquisition d'armements, accentuant le retard croissant du continent, tandis que la Chine creuse l'écart, suivie, probablement de loin, par les États-Unis, les Corées et peut-être la Russie. L'échec du MGCS contraint l'Allemagne et la France à suivre des voies de plus en plus distinctes pour le remplacement de leurs chars de combat principaux vieillissants, et jette un doute supplémentaire sur les ambitions à long terme de l'Europe en matière de coopération industrielle de défense pleinement intégrée.

VEILLE STRATÉGIQUE
22 juillet 2026

Source : https://militarywatchmagazine.com/article/europe-next-generation-tank-collapsing-behind
Traduction : Veille Stratégique



La montée en puissance de l'armée chinoise

En un peu plus de vingt ans, l'Armée populaire de libération (APL) a cessé d'être une force essentiellement terrestre, héritière des campagnes continentales du XXe siècle, pour devenir une machine militaire conçue autour d'un théâtre précis : le Pacifique occidental, et d'abord le détroit de Taïwan. Cette mutation n'est pas seulement quantitative. Elle articule marine, missiles, aviation, bases durcies, flotte civile mobilisable et arsenal nucléaire dans une logique unique : isoler une île, empêcher une intervention américaine et, le cas échéant, débarquer et tenir. Thomas Shugart, dans *War on the Rocks*, met en garde contre une lecture trop rassurante de cette réalité. Les lacunes de l'APL existent mais elles ne suffisent pas à conclure qu'une opération contre Taïwan resterait hors de portée.

Une marine de masse, plus qu'une marine de prestige

Par le nombre de coques, la marine chinoise est déjà la première du monde. Les évaluations américaines et les sources ouvertes situent la flotte de combat et de soutien entre 370 et 395 bâtiments, avec une trajectoire vers 430 à 435 unités d'ici 2030. Trois porte-avions sont opérationnels : le *Liaoning* et le *Shandong*, à tremplin, et le *Fujian*, premier à catapultes électromagnétiques. Un quatrième, éventuellement nucléaire, est

en préparation. Le Pentagone a même évoqué l'ambition de neuf porte-avions à l'horizon 2035, un objectif que plusieurs analystes jugent trop ambitieux mais révélateur de l'échelle visée.
Le vrai changement qualitatif se joue toutefois dans les escorteurs. Les destroyers Type 055, de plus de 13 000 tonnes et 112 cellules de lancement vertical, offrent une défense aérienne de zone et une capacité de frappe antinavire comparables aux meilleurs bâtiments occidentaux. Des dizaines de Type 052D et de frégates Type 054A/B complètent le dispositif. La flotte sous-marine dépasse les 60 unités, dont une dizaine de nucléaire d'attaque et six à huit SNLE Type 094, progressivement réarmés du missile JL-3 à plus longue portée. Un nouveau SNLE Type 096 et des SNA de génération suivante sont en construction.
Cette marine ne se compare pas utilement à celles de la France, du Japon ou du Royaume-Uni prises isolément. Shugart rappelle qu'elle aligne plus de deux fois plus de bâtiments de combat que ces trois flottes réunies. Surtout, elle n'opère pas seule. La garde côtière et la milice maritime, les plus importantes au monde, multiplient déjà les patrouilles autour de Taïwan et dans la mer de Chine méridionale. En juillet 2026, les autorités taïwanaises ont recensé un record de 244 navires chinois autour de l'île en un mois, dont une majorité de garde-côtes. Ces forces « grises » préparent le terrain politique et opérationnel d'un blocus ou d'une quarantaine.

Le débat amphibie : navires gris et ferries blancs
C'est sur le transport amphibie que les lectures divergent le plus. Les navires spécialisés – huit Type 071, quatre Type 075, le Type 076 *Sichuan* en essais, quelques LST – permettraient, selon plusieurs instituts, de projeter de l'ordre d'une division, soit 20 000 à 25 000 hommes, dans une première vague. Des analyses plus restrictives, comme celle publiée en août 2026 sur *RealClearDefense*, estiment même qu'une seule brigade de marines pourrait être mise à terre dans des conditions contestées, le reste de la flottille devant alors retourner au port.
Shugart refuse de s'arrêter à ce décompte. Depuis 2016 au moins, Pékin impose à sa flotte commerciale de s'entraîner avec l'armée. Des ferries ont été modifiés pour lancer des véhicules blindés amphibies ZBD-05 et ZTD-05. Des ponts de transfert autonomes et des barges civiles de débarquement ont été développés pour contourner le besoin immédiat de ports intacts. Ces moyens ne remplacent pas une flotte amphibie classique sous le feu. Ils peuvent, en revanche, multiplier le volume de suivi une fois une tête de pont établie. Ignorer cette dimension, écrit Shugart, revient à sous-estimer le cœur de la stratégie chinoise de fusion militaro-civile.

Missiles, durcissement et interdiction d'accès
La Force des lanceurs de l'APL est devenue l'arme qui change le calcul stratégique. Le rapport du Pentagone de 2025 recense environ 550 missiles balistiques à portée intermédiaire et 1 300 à moyenne portée. La production annuelle dépasse 800 missiles offensifs. Des systèmes de lancement multiples, observés près de Jilantai, permettraient des salves massives de missiles balistiques et de croisière. L'arsenal hypersonique chinois est décrit par Washington comme le premier du monde, avec près de 600 engins déployés, alors que les États-Unis n'en sont qu'aux premiers déploiements opérationnels.
Ces armes ne visent pas seulement Taïwan. Elles s'entraînent sur des maquettes de bases américaines, de navires et d'avions alliés. Elles doivent, selon la doctrine chinoise elle-même, dissuader ou vaincre une intervention extérieure avant même qu'un débarquement soit tenté. Le durcissement des bases aériennes va dans le même sens : plus de 400 abris bétonnés construits en une décennie, contre une vingtaine côté américain dans la région. Plus de 130 aérodromes se trouvent à moins de 1 000 milles nautiques du détroit. L'aviation chinoise aligne plus de 2 000 avions de combat, essentiellement de quatrième génération, avec une montée des J-20 et des démonstrateurs de sixième génération déjà photographiés en vol.

Nucléaire, drones et limites persistantes
L'arsenal nucléaire a basculé dans une autre catégorie. Le *Bulletin of the Atomic Scientists* estime à environ 620 le nombre de têtes opérationnelles en 2026, contre environ 200 dix ans plus tôt. La trajectoire officielle américaine vise plus de 1 000 têtes en 2030. La triade – missiles terrestres en silos et mobiles, SNLE, bombardiers – se met en place. Cette montée en puissance vise moins à égaler Washington tête pour tête qu'à sanctuariser le théâtre régional et à compliquer toute intervention.
Les drones ajoutent une couche supplémentaire. La Chine est le premier producteur mondial. Taïwan envisage 200 000 appareils sur cinq ans ; l'Ukraine en a produit plusieurs millions en une seule année. Dans un scénario d'isolement de l'île, l'accès taïwanais aux composants serait de surcroît menacé.
Reste que l'APL n'a pas combattu un adversaire de force équivalente depuis des décennies. Les purges au sein du commandement, notamment dans la Force des lanceurs, ont semé le doute sur la fiabilité institutionnelle. Une traversée du détroit sous le feu, sans maîtrise totale de la mer et de l'air, resterait une opé-

ration d'une rare difficulté historique. Les États-Unis conservent un avantage qualitatif en sous-marins nucléaires, en aviation embarquée et en expérience opérationnelle récente – même si cette expérience, acquise notamment contre l'Iran, ne se transpose pas mécaniquement à un conflit de haute intensité face à la Chine.

Ce que change vraiment le rapport de forces

Shugart ne prétend pas que Pékin vaincrait à coup sûr. Il affirme que les preuves publiques ne permettent plus d'écarter une voie crédible vers le succès, surtout si l'intervention américaine est retardée, limitée ou saturée par les missiles. La dissuasion reste possible. Elle exige toutefois, selon lui, d'accélérer le durcissement et la dispersion des bases alliées, de reconstituer les stocks de munitions et d'aider Taïwan à tenir sous blocus. Sous-estimer la transformation de l'APL, ce n'est pas seulement se tromper sur un ordre de bataille. C'est risquer d'affaiblir le soutien politique nécessaire à ces efforts.

La Chine n'a pas encore démontré qu'elle pouvait prendre Taïwan. Elle a assemblé, à une vitesse rarement vue depuis la Guerre froide, les instruments qui rendent désormais cette hypothèse stratégique, et non plus seulement théorique.

VEILLE STRATÉGIQUE, 29 août 2026

Références

- Thomas Shugart, « The Risks of Downplaying China's Military », *War on the Rocks*, 24 août 2026 : https://warontherocks.com/the-risks-of-downplaying-chinas-military/
- U.S. Department of Defense, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2025* : https://media.defense.gov/2025/Dec/23/2003849070/-1/-1/1/ANNUAL-REPORT-TO-CONGRESS-MILITARY-AND-SECURITY-DEVELOPMENTS-INVOLVING-THE-PEOPLES-REPUBLIC-OF-CHINA-2025.PDF
- Dennis Blair, « The Mirage of China's Military Edge », *Foreign Affairs* : https://www.foreignaffairs.com/china/mirage-chinas-military-edge-dennis-blair
- Congressional Research Service, « China Primer: The People's Liberation Army (PLA) » : https://www.congress.gov/crs-product/IF11719
- *Bulletin of the Atomic Scientists*, « Chinese nuclear weapons, 2026 » : https://thebulletin.org/premium/2026-07/chinese-nuclear-weapons-2026/
- Thomas Shugart, « Mind the Gap: How China's Civilian Shipping Could Enable a Taiwan Invasion » : https://warontherocks.com/mind-the-gap-how-chinas-civilian-shipping-could-enable-a-taiwan-invasion/
- Hudson Institute, « Concrete Sky: Air Base Hardening in the Western Pacific » : https://www.hudson.org/arms-control-nonproliferation/concrete-sky-air-base-hardening-western-pacific-timothy-walton-thomas-shugart
- William A. Sayers & Julian Spencer-Churchill, « China Cannot Yet Hold a Beach on Taiwan », *RealClearDefense*, 25 août 2026 : https://www.realcleardefense.com/articles/2026/08/25/china_cannot_yet_hold_a_beach_on_taiwan_1202270.html
- The Diplomat, « The Growth of China's Navy: Past, Present, and Future » : https://thediplomat.com/2026/01/the-growth-of-chinas-navy-past-present-and-future/
- GlobalMilitary.net, inventaire PLAAF 2026 : https://www.globalmilitary.net/air_forces/chn/
- USNI Proceedings, « Going Nuclear, Getting Bigger, and Going Beyond », mai 2026 : https://www.usni.org/magazines/proceedings/2026/may/going-nuclear-getting-bigger-and-going-beyond



La Chine cible 10 entreprises de défense américaines, dont des sociétés minières de terres rares

Le ministère chinois du Commerce a inscrit lundi dix entreprises américaines liées à la défense sur sa liste de contrôle des exportations, empêchant ainsi les exportateurs chinois d'expédier à ces entreprises des biens à double usage (biens ayant des applications à la fois commerciales et militaires) et interdisant aux entités de pays tiers du monde entier de leur transférer des biens à double usage d'origine chinoise.

Parmi les entreprises ciblées figurent MP Materials Corp, qui exploite la seule mine de terres rares en activité aux États-Unis, à Mountain Pass, en Californie, et USA Rare Earth, basée à Stillwater, en Oklahoma. Toutes deux jouent un rôle central dans la chaîne d'approvisionnement « *de la mine à l'aimant* », c'est-à-dire le processus de transformation des terres rares, du minerai aux aimants permanents, que le Pentagone finance afin de réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis des fournisseurs chinois.

Parmi les huit autres entités, Aveox, basée à Simi Valley en Californie, est un fabricant de moteurs pour applications critiques. Les autres sont Red Cat Holdings et Teal Drones, basées à South Salt Lake dans l'Utah, IMSAR à Springville dans l'Utah, Jaia Robotics à Bristol dans le Rhode Island, Ball Aerospace and Technologies à Broomfield dans le Colorado, Oshkosh Defense à Oshkosh dans le Wisconsin et L3Harris Maritime Services à Norfolk en Virginie.

Le ministère des Finances chinois a interdit au gouvernement chinois de passer des marchés publics auprès de 46 entreprises américaines, dont des filiales de Lockheed Martin, Boeing, Raytheon et General Dynamics.

Le ministère du Commerce chinois a déclaré que ces mesures avaient été prises pour préserver la sécurité nationale et en réponse à la mise à jour par Washington de sa liste 1260H, qui recense les entreprises soupçonnées d'aider l'armée chinoise et interdit au département de la Défense de leur attribuer des contrats directs. Le Pentagone a ajouté Alibaba, Baidu, BYD et NIO à la liste 1260H au début du mois.

Cette mesure renforce les règles qui exigeaient auparavant des licences d'exportation et les transforme en une interdiction totale des expéditions à double usage vers les entreprises nommées.

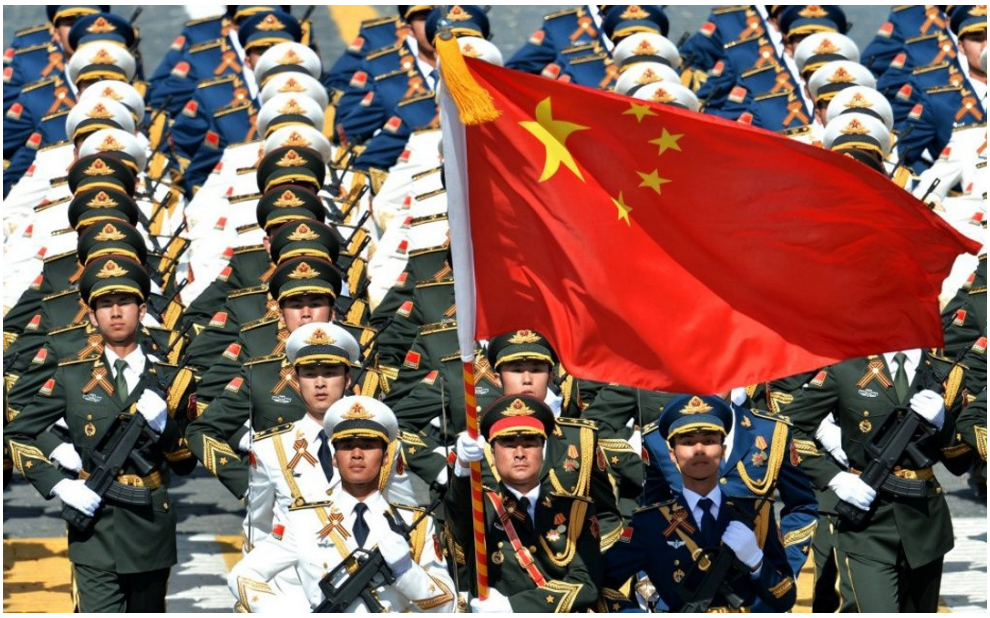
« L'impact sera surtout symbolique », a déclaré George Chen, associé pour la « Grande Chine » au sein d'Asia Group, soulignant que la plupart des entreprises citées ont des liens étroits avec le gouvernement américain et une présence commerciale limitée en Chine.

(NDT : À Veille Stratégique, nous ne partageons absolument pas cette conclusion très – trop – optimiste d'Asia Group)

Source : https://www.sofx.com/china-targets-10-us-defense-firms-including-pentagon-backed-rare-earth-miners/

Traduction : Veille Stratégique

VEILLE STRATÉGIQUE, 23 juin 2026



Dossier : l'armée chinoise et les limites de l'IA

Depuis des années, le journal officiel de l'armée chinoise fait une promesse qu'il risque de ne plus pouvoir tenir. Chaque fois que le *Quotidien de l'Armée populaire de libération* (*Jiefangjun Bao*), organe de presse de la Commission militaire centrale chinoise, aborde la question de l'intelligence artificielle et du commandement, il revient à la même affirmation rassurante : les machines peuvent trier les données des capteurs, élaborer des options et réduire le délai entre l'observation et l'action, mais l'autorité finale, et la responsabilité qui en découle, appartiennent au commandant humain. Comme l'indiquait un article de 2025, l'IA ne peut résoudre le problème de la répartition de l'autorité et des responsabilités de commandement, car seul un commandant humain peut assumer les risques et les responsabilités de la guerre.

Le 24 janvier 2026, le ministère chinois de la Défense nationale annonçait que Zhang Youxia, vice-président de la Commission militaire centrale, et Liu Zhenli, chef du Département d'état-major interarmées, faisaient l'objet d'une enquête pour violations graves de la discipline et de la loi. Ils étaient les deux derniers hauts responsables militaires chinois possédant une solide expérience opérationnelle. Avec leur destitution, cinq des six membres nommés à la commission par le secrétaire général Xi Jinping en 2022 ont disparu. Il n'en reste plus que deux : Xi, novice en la matière, et Zhang Shengmin, inspecteur disciplinaire de carrière n'ayant jamais commandé de troupes sur le terrain. Le poste de chef du Département d'état-major interarmées, véritable centre névralgique de la planification opérationnelle, est vacant pour la première fois depuis la Révolution culturelle.

L'Armée populaire de libération insiste sur le fait que des commandants expérimentés sont irremplaçables au moment même où elle en est à court. Cette contradiction est au cœur de cet essai. Les purges et l'adoption croissante de l'intelligence artificielle par l'armée sont généralement considérées comme deux phénomènes distincts, mais elles sont en réalité deux manifestations d'un même problème : comment Xi Jinping conserve-t-il son contrôle sur une armée dont il ne reconnaît pas pleinement les compétences opérationnelles ? Les purges témoignent d'une méfiance envers les commandants humains. Le recours à l'IA traduit des espoirs placés dans les machines censées pallier leur absence. Ensemble, ces deux éléments suggèrent que l'affaiblissement de la Commission militaire centrale n'est pas simplement une crise que Xi Jinping n'a pas su résoudre, mais une crise qu'il semble prêt à tolérer.

Une promesse faite à grande échelle

Ce message est martelé systématiquement et avec une fréquence croissante par le *Quotidien de l'Armée populaire de libération*. Dans un corpus de plus de 145 000 articles *du Quotidien de l'Armée populaire de libération* publiés entre janvier 2018 et juin 2026, dont j'ai extrait un sous-ensemble thématique d'environ 57 000 articles traitant de l'IA, du commandement ou du contrôle du Parti, le nombre d'articles affirmant explicitement l'autorité finale du commandant humain sur les opérations utilisant l'IA est passé de 45 en 2018 à 153 en 2025, soit une augmentation de 3,4 fois. Ce message n'a pas été éclipsé par l'enthousiasme croissant pour l'IA. Sur la même période, la couverture médiatique relative à l'IA a connu une expansion spectaculaire, passant de 967 articles en 2018 à 2 513 en 2025, tandis que le nombre d'articles établissant un lien

entre l'IA et le commandement a quasiment triplé. Plus le journal écrit sur la guerre intelligente, plus il insiste sur le fait que l'être humain demeure au bout du fil (voir figure).
Un mot sur la méthode, car une grande partie de ce qui suit repose sur ces décomptes. J'ai analysé le texte intégral de chaque article, et non seulement les titres, à l'aide de termes chinois liés à l'IA, au commandement et à la prise de décision, ainsi qu'au contrôle du Parti. J'ai ensuite combiné des mots clés et des expressions apparentées pour identifier les thèmes abordés ici, par exemple si un article affirmait que les commandants conservent l'autorité finale ou soulevait des inquiétudes quant à la falsification de données. Ces catégories n'ont été attribuées ni manuellement ni par un classificateur automatique. Un article était considéré comme affirmant l'autorité du commandant lorsqu'il attribuait explicitement la décision finale, ou la responsabilité de celle-ci, à un commandant humain plutôt qu'à une machine, en utilisant des expressions telles que « le commandant décide », « les humains portent la responsabilité finale » ou « intervention humaine ». Cette méthode étant basée sur les mots clés, les chiffres doivent être interprétés comme indiquant la fréquence d'utilisation de certains modes de formulation dans le journal, et non comme une analyse exhaustive de chaque article.
Le message de fond est remarquablement cohérent. Quel que soit le niveau de progrès de l'IA, affirme un article de 2018, l'humain demeure le facteur déterminant dans la guerre. L'IA est présentée comme une assistante : elle traite l'information, génère et évalue les options, et soutient les commandants, mais elle ne prend pas la décision finale. Même les systèmes d'information les plus avancés, insiste un autre article, ne peuvent remplacer le jugement humain. Lorsque l'article aborde la question de l'autonomie, il le fait selon la progression classique de l'« humain dans la boucle », de l'« humain intégré à la boucle » et du « humain hors de la boucle », où les commandants délèguent une autonomie limitée tout en conservant le pouvoir d'intervenir. La justification est résolument professionnelle plutôt que politique. Seul un commandant humain, soutient l'article, peut assumer les risques et les responsabilités de la guerre, ce qu'aucun algorithme, aussi performant soit-il, ne peut faire.
La nature du *Quotidien de l'Armée populaire de libération* limite cependant la portée de ces données. Ce journal est l'organe officiel de la Commission militaire centrale et non une revue professionnelle indépendante ; aucun article n'y paraît sans autorisation institutionnelle. Par conséquent, son contenu ne peut révéler les convictions personnelles des officiers, et je ne prétends pas le contraire. Il permet en revanche d'établir la position que l'institution a maintes fois autorisée, approuvée et refusé de modifier, malgré son intérêt croissant pour l'intelligence artificielle. Ainsi, l'insistance sur l'autorité du commandement humain témoigne non pas de la sincérité de l'institution, mais de son engagement. Ce même critère devrait s'appliquer à ce que le journal ne dit pas, et je l'applique symétriquement ci-dessous. Le silence n'est pas la preuve que l'institution n'a pas identifié un problème. Il révèle les limites de ce qu'elle s'autorise à exprimer.

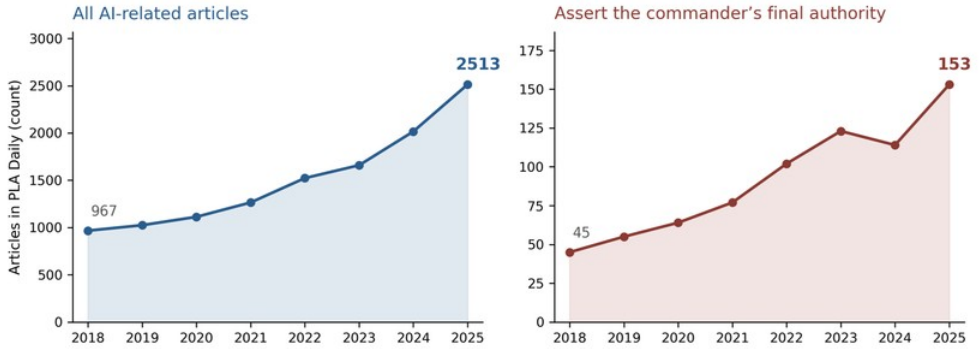


Illustration. Intérêt croissant porté à l'IA dans le Quotidien de l'Armée populaire de libération, 2018-2025. À gauche : articles mentionnant l'IA, l'intelligence artificielle ou les systèmes sans pilote (967 à 2 513). À droite : articles traitant de l'IA et du commandement qui affirment explicitement l'autorité et la responsabilité de la décision finale du commandant humain (45 à 153). Les chiffres présentés ici sont calculés à partir d'un sous-ensemble thématique d'environ 57 000 articles, sélectionnés à l'aide de mots-clés en chinois relatifs à l'IA, au commandement et à la décision, ou au contrôle du Parti. La classification du registre et le nombre d'articles utilisés pour établir cette figure sont reproductibles et disponibles sur demande.

Une commission qui ne peut pas se réunir

Depuis 2017, la Commission militaire centrale était composée de sept membres : un président, deux vice-présidents et quatre membres, dont le chef d'état-major interarmées et les directeurs des départements du travail politique et du développement des équipements. Aujourd'hui, il n'en reste que deux. Un vice-président et trois membres ont quitté leurs fonctions, dont le chef d'état-major interarmées, responsable de la planification opérationnelle. Le seul vice-président restant, Zhang Shengmin, a consacré sa carrière à l'ins-

pection disciplinaire plutôt qu'au commandement. Avec seulement deux membres, la commission ne peut plus fonctionner comme un comité du Parti. Les analystes ont comparé cette situation à celle d'un état-major interarmées américain réduit à un seul membre, une situation dans laquelle aucune armée moderne ne pourrait fonctionner de manière réaliste.
L'affaiblissement des institutions dépasse largement le cadre de la commission elle-même. Après la destitution de Miao Hua de ses fonctions au sein du parti et de l'armée en octobre 2025, le Département du travail politique a été placé sous la direction d'un directeur adjoint. Seuls les commandements des théâtres d'opérations Est et Centre sont désormais dirigés par des généraux. Ailleurs, des lieutenants généraux occupent des postes qui requièrent normalement un grade supérieur. Dans l'ensemble des forces armées chinoises, les nominations par intérim et les nominations provisoires sont devenues de plus en plus fréquentes. Selon certaines estimations, à peine un cinquième des postes clés de commandement militaire sont pourvus de façon permanente, tandis que près de la moitié sont occupés à titre intérimaire.
Xi pourrait rapidement revenir sur cette décision s'il le souhaitait. Une simple session plénière du Comité central suffirait à remanier la commission selon les procédures habituelles du parti, et de telles sessions se sont tenues régulièrement par le passé. Le fait qu'il ne l'ait pas fait laisse entrevoir deux possibilités.
Soit il considère que l'atteinte à la capacité opérationnelle des forces armées est un prix acceptable pour sa crédibilité politique, soit il perçoit la commission comme de plus en plus cérémonielle, le système de responsabilité du président centralisant désormais l'autorité opérationnelle par son intermédiaire et celui de son équipe. Ces deux explications diffèrent, mais convergent vers la même conclusion : les postes vacants prolongés au sommet de l'armée semblent acceptables pour Xi. Ce qui devrait constituer une crise institutionnelle est devenu une situation durable.
La signification de ces postes vacants a déjà fait l'objet de débats dans ces colonnes. Joel Wuthnow soutient que cette perturbation est temporaire et que le danger le plus grand surviendra vers la fin des années 2020, lorsque des commandants plus qualifiés arriveront, mais auront moins de poids pour s'opposer à l'optimisme belliqueux de Xi. Rob Pierce affirme que ces purges sont structurellement inévitables dans un système qui génère constamment des raisons de purger, et prédit que la peur d'un échec manifeste engendrera des exercices scénarisés et des rapports sur l'état de préparation exagérés. Christopher Nye soutient que la destruction des réseaux informels de l'armée entraînera une atomisation plutôt qu'une professionnalisation, laissant Xi décider dans un environnement informationnel déconnecté de la réalité. Or, aucun de ces discours n'examine la position de l'armée elle-même sur ces questions.
Les raisons du limogeage de Zhang Youxia et Liu Zhenli restent floues. Certains analystes avancent que les deux hommes étaient en désaccord avec Xi Jinping sur le rythme de la modernisation militaire, arguant qu'une véritable capacité opérationnelle conjointe ne peut se construire selon des échéances politiques. Que cette interprétation soit juste ou non, un fait demeure incontestable : leur départ a laissé un vide capacitaire non comblé.

L'IA peut-elle sauver une armée dotée d'un corps d'officiers « faible et inexpérimenté » ?

C'est ici que le lien entre les purges et l'IA prend toute son importance. Dans un article paru dans *Foreign Affairs* en mars 2026, Sam Bresnick, Emelia Probasco et Cole McFaul, s'appuyant sur des milliers de demandes d'acquisition d'armements chinois, ont démontré que le processus d'intelligentisation de la Chine est plus avancé que la plupart des observateurs ne le pensent . Leurs arguments sont convaincants. L'armée chinoise développe des prototypes d'IA pour le ciblage, les cyberopérations, la surveillance sous-marine et l'aide à la décision à un rythme et à une échelle qui devraient inquiéter Washington. Parmi leurs conclusions, ils estiment que les dirigeants politiques et militaires chinois ne font pas pleinement confiance à la chaîne de commandement de l'Armée populaire de libération et pourraient donc se tourner vers des systèmes d'aide à la décision basés sur l'IA pour pallier ce qu'ils qualifient de corps d'officiers « faibles et inexpérimentés ».
Les documents d'acquisition révèlent ce que l'armée chinoise achète. Son journal révèle ce qu'elle se raconte. Sur ce point, les deux divergent.
Dans le corpus *du Quotidien de l'Armée populaire de libération*, la thèse de la substitution ne rencontre quasiment aucun soutien. Chaque fois que le journal aborde la question de la répartition de l'autorité de commandement, il insiste, de manière constante et depuis les premières années de l'essor de l'IA (et non par simple précaution), sur le fait que le commandant conserve l'autorité finale et la responsabilité. L'IA se voit attribuer un rôle limité : traiter l'information, générer des options et assister la prise de décision, mais jamais remplacer le commandant. La manière dont cet argument est formulé est tout aussi frappante. La défense du commandement humain s'exprime très largement dans un langage opérationnel plutôt que politique. Les articles évoquent le commandant, le champ de bataille et la hiérarchie bien plus souvent que la di-

rection du parti ou le contrôle politique. Dans mon corpus, les formulations opérationnelles sont plus de vingt fois plus nombreuses que les formulations relatives au contrôle du parti.
Ce ratio ne doit cependant pas être surinterprété. Au sein de l'armée chinoise, responsabilité professionnelle et contrôle du parti ne sont pas des domaines distincts. Les arguments formulés dans un langage opérationnel peuvent néanmoins remplir des fonctions politiques. Défendre les prérogatives du commandant, c'est aussi préserver l'autorité du corps des officiers professionnels face aux empiètements, qu'ils émanent d'algorithmes ou d'acteurs politiques. Ce calcul mesure donc le langage employé pour argumenter, et non la finalité sous-jacente.
Cette distinction a néanmoins son importance. Le *Quotidien de l'Armée populaire de libération* n'affirme pas que les commandants sont indispensables parce qu'ils incarnent l'autorité du parti. Il soutient qu'ils le sont parce que la responsabilité de la guerre ne peut être déléguée à un système qui ne peut lui-même être tenu responsable. Si l'IA se substitue à des commandants affaiblis, il ne s'agit pas d'une position que l'institution a publiquement approuvée. C'est une position qui lui est imposée, malgré sa position affichée. C'est la première raison de douter du succès de cette stratégie de substitution.
Bresnick et ses collègues avancent la thèse de la substitution et expriment une inquiétude plus générale quant à la corruption de l'environnement informationnel. L'apport de ce corpus est d'une nature différente : il démontre que le discours même de l'armée chinoise rejette la substitution et recentre le problème des données sur l'intérieur, passant de la manipulation de données externes par un adversaire à la corruption de la chaîne de transmission des informations au sein de l'armée par les purges censées la sécuriser.
Cette distinction modifie notre interprétation des purges. Si la thèse de la substitution était acceptée au sein de l'Armée populaire de libération, l'éviction de ses officiers les plus expérimentés aurait des conséquences bien moindres. Pourtant, depuis près d'une décennie, le journal de l'institution soutient le contraire : les commandants expérimentés demeurent indispensables à la prise de décision militaire. La même hiérarchie qui a écarté ces commandants investit désormais massivement dans les systèmes que ses experts militaires jugent incapables de leur succéder. Cette tension ne prouve pas l'échec de la stratégie de substitution. Elle suggère toutefois que l'obstacle principal n'est pas d'ordre technologique, mais bien l'érosion de cette structure de commandement profondément humaine que l'armée chinoise continue de qualifier d'irremplaçable.

Les machines mangeront ce que l'armée leur donnera à manger.
Mais supposons que Xi persiste. La substitution se heurte alors à un second obstacle, qui ne relève pas d'une préférence institutionnelle. Le fait que les purges corrompent la circulation de l'information vers le haut a déjà été constaté dans ces pages : Pierce anticipait une surestimation des rapports de préparation opérationnelle, et Nye affirme que le corps des officiers, désormais atomisé, a cessé de transmettre des évaluations honnêtes. Ces deux constats aboutissent à un dirigeant mal informé. Mais la chaîne ne s'arrête pas là. La prise de décision assistée par l'IA dépend des données qui l'alimentent et de l'honnêteté de la chaîne de transmission qui les produit . Si une organisation intimidée par les purges ne transmet plus que ce que le dirigeant veut entendre, cette distorsion affecte les systèmes mêmes censés compenser les erreurs humaines. L'adoption de l'IA ne dissout pas la pathologie par laquelle le pouvoir personnel corrode l'environnement informationnel. Au contraire, elle s'amplifie, sous le masque d'une certitude automatisée.
Ce problème n'est pas général à toutes les applications d'IA. Il est concentré dans les systèmes qui dépendent des rapports humains. Les systèmes qui intègrent ces rapports, tels que les outils d'aide à la décision s'appuyant sur des évaluations de l'état de préparation, des données logistiques, des dossiers du personnel et autres informations générées par l'administration, sont directement exposés. Si ces données reflètent une conformité de façade plutôt qu'un compte rendu fidèle, le modèle hérite nécessairement de ces distorsions. À l'inverse, les systèmes entraînés principalement sur des données de capteurs, comme le ciblage, la vision par ordinateur ou le suivi sous-marin, sont beaucoup moins vulnérables à ce problème, car un rapport d'état de préparation exagéré ne figure pas parmi leurs principales données d'entrée. Cet argument ne s'applique donc pas uniformément à l'ensemble du processus d'intelligence artificielle. Il est surtout préoccupant pour les applications auxquelles les dirigeants semblent le plus adhérer, celles qui visent à compenser une hiérarchie militaire en laquelle ils n'ont plus confiance.
Ce corpus nous permet de nous demander si l'armée chinoise a anticipé cette évolution. La réponse est qu'elle n'en perçoit qu'une partie. Le *Quotidien de l'Armée populaire de libération* aborde la question des données de manière approfondie et avec une réelle expertise technique : quelque 340 articles établissent un lien entre l'intelligence artificielle et les données d'entraînement, leur qualité, l'échantillonnage ou la gouvernance des données, passant de neuf en 2018 à 77 en 2025, avec 71 articles supplémentaires publiés pour le seul premier semestre 2026. Ces articles mettent en garde contre le risque qu'un modèle répartisse mal ses tirs sur des cibles secondaires en raison de données d'entraînement biaisées, contre le piège des en-

sembles d'entraînement restreints qui conduisent à une évaluation du type « score élevé, faible capacité », et contre la dépendance directe des performances algorithmiques au volume et à la qualité des données alimentant le système. L'article aborde également la falsification, et ce de plus en plus fréquemment : 数据造假, la fabrication de données, apparaît six fois au total en 2025 et 24 fois au cours des six premiers mois de 2026, tandis que les termes relatifs aux rapports faux et dissimulés apparaissent dans 50 à 70 articles par an.
Mais ces deux sujets ne se rejoignent pas. Sur près de 57 000 articles relatifs à l'IA et au commandement, publiés sur une période de huit ans et demi, le document aborde l'IA et l'intégrité des données côte à côte dans plus d'une centaine de publications. Pourtant, aucune n'établit le lien entre la motivation politique à falsifier les rapports, engendrée par une campagne d'épuration, et la dégradation des données dont dépendrait l'IA militaire. Le lien essentiel, entre les rapports intimidés et les données d'entraînement corrompues, n'est tout simplement jamais établi.
Cette absence n'est pas due à une recherche isolée. J'ai exploré ce lien sous différents angles, en associant le vocabulaire des faux rapports à l'IA, aux données d'entraînement, aux données altérées, aux pressions exercées sur les rapports et à des concepts connexes. Les cooccurrences obtenues concernent uniquement la fraude statistique civile, la manipulation malveillante des données ou les failles techniques des ensembles de données. Aucune n'évoque la possibilité que les rapports militaires, sous la pression, corrompent les informations alimentant l'IA.

La conversation manquante

Le point aveugle est donc très spécifique. L'institution n'ignore rien des données corrompues. Elle a développé un vocabulaire sophistiqué pour aborder les questions de biais, d'échantillonnage, de représentativité et de gouvernance des données. Ce qu'elle ne parvient pas à nommer, c'est la source institutionnelle de ces problèmes. Les biais, l'échantillonnage et la fidélité des simulations sont des problèmes d'ingénierie, et le *Quotidien de l'Armée populaire de libération* les traite constamment. Un officier qui surestime l'état de préparation de son unité parce qu'il a vu ses supérieurs disparaître est un problème politique. Ce sujet n'est jamais abordé.
Le régime lui-même fournit la preuve que c'est là l'essentiel. Le nouveau règlement disciplinaire publié fin 2025 par la Commission militaire centrale mettait en garde contre la « fausse préparation à la guerre » et les « résultats d'entraînement falsifiés », ainsi que contre la mise en œuvre incomplète du système de responsabilité des commandants. Autrement dit, la hiérarchie sait que les unités sous pression simulent la préparation plutôt que de la développer, et elle a inscrit cet avertissement dans le droit militaire. Ce que ni le règlement ni la presse ne disent, c'est ce que cela implique pour les systèmes automatisés : chaque résultat d'exercice falsifié et chaque rapport de préparation gonflé deviennent des données d'entraînement, et l'IA censée corriger les erreurs de jugement humain apprendra de ses propres mensonges.
Il est important de préciser ce que ce silence peut et ne peut pas signifier, car deux interprétations sont possibles et non équivalentes. La plus faible est que le lien est impubliable. Personne ne peut affirmer dans le journal de la Commission militaire centrale que les purges du président incitent les officiers à mentir et, de ce fait, dégradent les données soutenant l'IA militaire. Selon cette interprétation, le silence ne nous apprend rien sur la perception du problème par les experts militaires chinois, mais seulement qu'ils ne peuvent l'exprimer publiquement. La plus forte est que ce silence reflète une véritable absence de reconnaissance institutionnelle, que le lien n'a pas été établi parce qu'il n'a pas été perçu. Les sources ouvertes ne permettent pas de trancher, et le débat ne repose pas ici sur la plus forte interprétation.
Mais une lecture moins favorable n'est pas synonyme de conclusion faible. Une armée incapable de nommer un problème dans sa propre presse ne peut pas non plus le résoudre : elle ne peut ni en débattre, ni diffuser une doctrine corrective, ni s'entraîner à le prévenir, ni instaurer les habitudes qui permettraient de le contenir. Ce qui est indicible dans l'espace où une armée s'exprime publiquement est un problème qu'elle ne peut aborder. Et si ce problème est indicible, c'est parce que le nommer reviendrait à identifier la campagne du dirigeant comme la source de la corruption. Les purges incitent à diffuser de fausses informations ; or, le même ordre politique qui crée cette incitation empêche toute discussion sur son coût.
Le cercle est donc bouclé. Plus le contrôle politique est strict, rendant dangereux le journalisme honnête, plus les données sur lesquelles repose l'IA militaire sont de mauvaise qualité. Et moins les données sont de bonne qualité, moins l'IA peut apporter la compensation que Xi semble rechercher.
Les purges et le tournant chinois vers l'IA ne sont donc pas des phénomènes distincts. Les premières témoignent d'une méfiance envers les dirigeants humains. Le second traduit l'espoir que les machines puissent compenser les pertes engendrées par ces purges. L'IA pourrait bien être, en fin de compte, le pari de Xi Jinping : la conviction que la technologie peut pallier les dommages institutionnels causés par son propre système de contrôle politique.

Auteur :
Jaehwan Lim est professeur de relations internationales à l'université Aoyama Gakuin, où ses recherches portent sur la politique autoritaire et la Chine contemporaine, notamment la politique des élites chinoises et l'économie politique. Ses travaux actuels appliquent des méthodes d'analyse textuelle qualitatives et quantitatives aux médias et aux corpus de politiques publiques chinois. Ses recherches ont été publiées dans des revues telles que China Quarterly, China Economic Review, *Developing* Economies, International Economics *et* Journal of Contemporary China.

Source : https://warontherocks.com/chinas-military-says-ai-cant-replace-commanders-xi-is-testing-that/

Traduction : Veille Stratégique

VEILLE STRATÉGIQUE
21 août 2026

Échappera-t-on à la Troisième Guerre mondiale ?



(Crédit image : Claudia Aranda)

Bien que les populations ne soient pas belliqueuses, les tambours de guerre, le bruit de bottes et le cliquetis des armes vont crescendo. Sous la pression de Trump, les budgets militaires ont entamé une ascension appelée à accélérer. L'objectif est qu'ils soient portés à 5% du PIB de chacun des pays occidentaux d'ici 2035. Plusieurs pays occidentaux avaient pourtant peiné à atteindre la cible de 2%. Le budget du Département étasunien de la Guerre, de loin le plus colossal du monde à 1 000 milliards de $US par an, passera à l'astronomique montant de 1 500 milliards. Le Japon a approuvé un budget militaire record. L'Europe n'est pas en reste, le programme allemand étant le plus ambitieux : grande armée (la plus importante de l'Europe), industries de guerre pour remplacer l'industrie civile handicapée par les « sanctions » contre le gaz russe. D'anciennes visées revanchardes refont surface. Ainsi, le cœur industriel du continent se désindustrialisant, il se réindustrialiserait par le réarmement. Enfin une banque de l'OTAN sera créée bientôt pour financer des projets de nature militaire.
Cette vaste réaffectation des ressources vers la « défense » ne peut se réaliser qu'aux dépens des besoins sociaux, des services publics et des infrastructures, voire de l'économie elle-même. L'endettement accumulé crève déjà le plafond et davantage de recours à la « planche à billet » mènerait à l'hyperinflation et à la dévalorisation des monnaies, notamment du dollar US. L'objectif immédiat est de garnir les carnets de commandes de l'industrie de l'armement, au sein de laquelle les fabricants d'armes étasuniens auraient la part du lion. Mais la disponibilité d'une quincaillerie militaire, accompagnée de discours guerriers, rend plus facile le passage à l'acte et pointe vers des lendemains de plus en plus violents.
La Commission européenne est sur un pied de guerre ; van der Leyen et Kallas poussent à la roue sans relâche. En ordre de combat, le ton martial, les dirigeants de l'Europe occidentale ont défini un horizon de 3 à 4 ans pour le déclenchement des hostilités contre la Russie. Même les Églises allemandes se préparent pour le moment fatidique.[1] Deux conflits majeurs sont déjà en cours en Ukraine et en Asie occidentale, tandis qu'une collision armée contre la Chine se dessine depuis longtemps. La guerre serait mondiale si les

grandes puissances militaires – États-Unis, Russie et Chine – se trouvaient en conflit direct, car les répercussions s'étendraient à toute la planète, y compris aux non-belligérants.
La démarche dans le présent article est en deux temps : d'abord cerner les conditions qui font craindre une guerre mondiale ; ensuite identifier les facteurs qui pourraient les contrecarrer.
Si la guerre mondiale est évoquée, c'est parce que des faits nouveaux apparus ces dernières années la rendent possible. Il faut situer l'analyse dans la trame historique pour saisir les caractéristiques essentielles de notre époque. Trois périodes sont à distinguer.

L'impérialisme défensif

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étaient en position dominante et en mesure d'exercer une hégémonie telle qu'aucun empire antérieur n'avait connue. Alors que l'Europe était dévastée, ils détenaient près de la moitié de la production industrielle mondiale, les trois quarts des réserves d'or, la monnaie de réserve mondiale, des matières premières sans limites, etc. Ils étaient bien placés pour instaurer, pour la première fois dans l'histoire, un impérialisme planétaire mettant le monde entier en position de subordonné et à leur disposition. C'est la spécificité de l'impérialisme étasunien par rapport à ses prédécesseurs européens et japonais. Or, le renforcement de l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale, l'entrée de l'Europe de l'Est dans sa sphère d'influence après 1945, la révolution en Chine en 1949 et la décolonisation du Sud retiraient au contrôle étasunien la majeure partie du globe. Il a fallu attendre et reporter à plus tard les perspectives de placer l'entièreté du globe sous la coupe d'un seul impérialisme. Des années 1940 aux années 1970, le vent souffle dans un sens libérateur, anticolonialiste et anti-impérialiste. La politique américaine est celle d'un impérialisme mis en échec, à tout le moins en pause. Elle est largement défensive : conserver les possessions acquises et empêcher par tous les moyens que davantage de pays ne rejoignent le camp socialiste ou ne s'en rapprochent.
Le retournement se produit à partir des années 1970. D'une part, les pays nouvellement indépendants éprouvent d'énormes difficultés à se développer, à trouver la stabilité et à préserver leur indépendance. Petit à petit, ils perdent divers acquis de la décolonisation et se retrouvent à nouveau dépendants et en position néocoloniale vis-à-vis de leurs anciens colonisateurs ou des États-Unis directement. D'autre part, les pays socialistes connaissent une panne qu'ils n'arrivent pas à surmonter dans le fonctionnement de leurs économies, entraînant la perte de leur statut de modèle, une dépendance envers les pays capitalistes et, en fin de compte, l'effondrement de leur système et le démantèlement de l'URSS.

L'impérialisme conquérant

La conséquence est un changement du tout au tout de la situation internationale à partir de 1990. Les obstacles à l'hégémonie des États-Unis semblent éliminés et le chemin paraît libre pour l'instauration d'un impérialisme planétaire étasunien. Ce qui avait été mis en veilleuse entre 1945 et 1990 devient désormais réalisable. C'est un moment d'euphorie, d'autofélicitation de l'« unique superpuissance », de célébration de « la fin de l'histoire », de l'avènement de « la liberté » *urbi et orbi*, de la proclamation d'une mondialisation américanocentrée mais bénéfique à tous, de rêveries sur la fin des conflits et la jouissance des « dividendes de la paix ». L'idéalisme se donne libre cours, l'optimisme est à son comble, l'utopie est à portée.
La politique des États-Unis consiste alors à étendre le périmètre de l'impérialisme étasunien afin qu'il devienne véritablement planétaire. De défensive, cette politique devient offensive et conquérante. Nombre de pays sont récalcitrants ou tardent à rentrer dans le rang et à assumer la place de subordonnés qui leur est assignée dans la hiérarchie de l'impérialisme planétaire. Celui-ci, aussi dénommé mondialisation néolibérale, n'admet pas les souverainetés qu'il considère comme des entraves à sa bonne marche. L'indépendance est antithétique à l'impérialisme. Il faut donc recourir à la force pour contraindre les réfractaires à plier et à se soumettre.
Cela commence dès 1991, la guerre contre l'Irak faisant figure de démonstration de force par l'hégémon pour les impressionner. Entre autres, une gamme de systèmes d'armes est étalée pour les intimider. Ce n'est que le début. Les néoconservateurs, forcenés va-t-en guerre, sont aux commandes en Occident et, à l'image de leurs frères de lait israéliens, sont convaincus que la trique est le moyen approprié de venir à bout de la résistance des « ennemis », diabolisés et calomniés comme « Axe du mal », « États voyous », « terroristes », etc. Pendant trois décennies, triomphalistes et en plein hubris, les États-Unis mènent des guerres sans fin. À aucun moment, ils ne sont en paix ou ne laissent le monde en paix. Tournant au ridicule, les promesses de 1990-1991 n'auront été qu'une supercherie, au mieux un mirage. Et la démagogie de l'impérialisme « humanitaire », porteur de « droits humains » et de « démocratie », etc. est répandue pour donner le change.
De l'Irak, à la Somalie, à la Yougoslavie, au Soudan, à l'Iran, à l'Afghanistan, à la Libye, à la Syrie, au Yémen, à l'Ukraine, les États-Unis attaquent directement, par procuration ou par la voie hybride (agression militaire

avec déstabilisation par divers moyens). Les guerres directes réussissent militairement car les cibles sont toujours des pays plus faibles et les guerres ressemblent aux campagnes coloniales d'autrefois, avec un déséquilibre effarant dans le nombre de morts. Cependant les victoires militaires se soldent par des échecs stratégiques car les États-Unis ne parviennent pas à contrôler les pays qu'ils occupent et doivent se retirer, parfois ignominieusement, comme en Irak et en Afghanistan. Ils sont prompts à déclarer avoir gagné la guerre, mais ils sont incapables d'instaurer la paix. Aussi préfèrent-ils les guerres par proxys interposés leur permettant de se tenir en retrait. Simultanément, ils déclenchent des « révolutions de couleur » avec « changements de régimes » pour mettre des pays sous leur coupe (Serbie, Géorgie, Ukraine, Arménie, Venezuela, Iran, Kazakhstan, Biélorussie) ; leur bilan est mixte. Les États-Unis s'activent principalement dans deux directions : contre le monde arabe par la violence (soutien à Israël, guerres, déstabilisation), contre la Russie par l'extension de l'OTAN vers l'est et par les « révolutions de couleur » en vue de prendre le contrôle des pays sur le pourtour de la Russie et éventuellement de la Russie elle-même.
Ivres de leur puissance qu'ils croient éternelle, étrangers à la mesure, les États-Unis font la pluie et le beau temps dans le monde, profitant d'une extraordinaire impunité. Ils se considèrent nation « exceptionnelle » et « indispensable », au-dessus des lois, non soumise aux règles qui s'appliquent aux autres. L'« ordre mondial fondé sur des règles » imposé par les États-Unis se veut un substitut au droit international. Les victimes de leurs méfaits à travers le monde se comptent par millions. Un article de la revue *The Lancet* souligne que les « sanctions » américaines ont fait 38 millions de morts entre 1971 et 2021.[2] Quant à leur acolyte israélien, il a un comportement similaire à l'échelle de l'Asie occidentale. Les résolutions de l'ONU qu'il viole rempliraient des volumes. Les deux sont des hors-la-loi impénitents qui se croient tout permis. Ces derniers temps, le piétinement des accords conclus (notamment les accords de Minsk de 2014-2015, le plan d'action global commun avec l'Iran de 2015, le traité sur les missiles à portée intermédiaire (INF) de 1987 aboli en 2019 et le protocole de juin 2026 avec l'Iran), les volte-face désinvoltes contredisant les énoncés de politique faits la veille et les assassinats, y compris sous couvert de négociations, deviennent une conduite ordinaire.

L'impérialisme angoissé

Le crépuscule du moment unipolaire se profile dès l'échec de l'occupation de l'Irak en 2003. La série de fiascos qui s'ensuit ne fait que le confirmer. Les États-Unis peinent à étendre leur hégémonie, malgré l'énorme écart de puissance en leur faveur et l'assistance souvent empressée de pays occidentaux liés à eux (les alliés-vassaux) dans le cadre de l'impérialisme. Entre-temps la configuration du monde évolue. D'abord, la mondialisation américanocentrée, présentée comme modèle indépassable pour l'humanité, révèle la profondeur de ses vices lors de la crise financière de 2008, puis lors de la pandémie de 2020-2022. Ensuite, le monde ne cessant d'évoluer, les pays non occidentaux se développent rapidement, se relèvent, se renforcent et relâchent les liens de vassalité. Le phénomène est frappant dans le cas de la Chine et de la Russie, mais il est vérifiable ailleurs aussi.
Il en résulte que le rapport des forces, outrageusement favorable aux États-Unis durant les années 1990, se rééquilibre à l'avantage du monde non occidental. La possibilité de les intégrer en position subalterne dans l'impérialisme planétaire étasunien diminue en conséquence. Au contraire, la tendance qui s'esquisse est celle de l'émancipation vis-à-vis de l'ordre américain, de l'abandon de l'emprise du dollar, du recouvrement de l'indépendance économique et politique, du passage de l'unipolarité à la multipolarité. Pour les États-Unis, les perspectives sont alarmantes : aux résultats mitigés de l'emploi de la force qui est à la base de l'impérialisme s'ajouterait la perte du privilège de pomper à volonté les ressources économiques du monde en imprimant des dollars et de vivre aux crochets des autres.
Reflétant ces réalités, la situation géopolitique subit une mutation importante. Les guerres étasuniennes changent de nature. Auparavant entreprises pour étendre l'impérialisme, elles sont maintenant menées pour ralentir sa désagrégation et tenter de revenir au temps révolu de l'hégémonie absolue de la décennie 1990. Tout cela rappelle le roi Canute et la légende qu'il aurait ordonné aux vagues de la mer de refluer. Offensives et agressives sur le plan tactique immédiat, elles sont stratégiquement défensives et conservatoires d'un impérialisme aux abois. Agents belligènes et fauteurs de troubles dans le monde durant la phase d'expansion, les États-Unis le sont encore plus dans la phase actuelle de contraction. L'impérialisme conquérant de la fin du XXe siècle est maintenant un impérialisme angoissé, anxieux, désemparé. Il se débat désespérément pour renverser le cours de l'histoire et retourner au passé. Erratique, irrationnel, dépourvu de la logique la plus élémentaire, personnage de bandes dessinées, Trump en est l'authentique incarnation. Prenant leurs désirs pour des réalités, sous-estimant leurs victimes, surestimant leur puissance, les États-Unis enchaînent des déconvenues majeures : échec contre la Russie dans la guerre par procuration en Ukraine, défaite en rase campagne (conjointement avec l'associé israélien) dans une guerre directe contre l'Iran qui révèle au monde entier les limites de leurs instruments de coercition, indispensables à la domina-

tion. Le seul baume est la concoction de « récits » et de « narratifs » plus abracadabrants les uns que les autres. Contre une réalité implacable, ils se réfugient dans la fabulation (« faits alternatifs », « monde parallèle ») dans l'espoir de se conforter et de berner le public. Et l'affrontement projeté avec la Chine est à venir.

Face à la menace d'une nouvelle guerre mondiale

Les États-Unis entretiennent toujours la fantaisie d'imposer leur impérialisme planétaire sur le monde entier, tout comme leur partenaire Israël caresse la chimère de devenir l'hégémon en Asie occidentale (« Grand Israël ») et de redécouper la région (une continuation des accords Sykes-Picot de 1916 conclus en secret par la Grande-Bretagne et la France). Deux entités ultra minoritaires dans leur milieu (respectivement 4% de la population mondiale et 1,5 % de la population de l'Asie occidentale) prétendent à des rôles de dominants. L'une et l'autre sont déchaînées, malgré leur revers en Iran.

Quant au paysage géopolitique, il se résume à ceci : les États-Unis luttent éperdument contre l'évolution naturelle du monde, croyant pouvoir arrêter le cours de l'histoire. Les échecs les rendent plus belliqueux, plus insensibles aux risques et plus portés à s'illusionner. Ils font courir des risques au monde et le mettent en danger. Les « révolutions de couleur » et les conflits à la périphérie de la Russie sont devenus une guerre contre la Russie par l'instrumentalisation de l'Ukraine, puis une guerre avec intervention militaire directe contre l'Iran. Les États-Unis s'efforcent de s'emparer des sources d'approvisionnement en pétrole et gaz de la Chine (Venezuela, Iran) et de perturber ses lignes de communication (Asie, océan Indien) dans la perspective de l'étrangler. Il ne reste plus que l'affrontement direct avec la Russie et la guerre ouverte contre la Chine, autrement dit la guerre mondiale. Le conflit mondial en cours peut, en effet, se transformer en guerre mondiale. [3] Ce ne sont pas que des conjectures. En ce moment, à court de solutions, les autorités étasuniennes, leurs stocks d'armes conventionnels gaspillés en Ukraine et en Iran, devisent sur l'usage d'armes nucléaires de terrain, comme si leur emploi pouvait être circonscrit au « théâtre des opérations » sans mener aux missiles stratégiques de destruction massive, à la guerre thermonucléaire à l'échelle mondiale et à l'extinction de la vie sur terre. Cette quête d'hégémonie contre vents et marées est la source première de l'instabilité, du désordre et de la conflictualité de portée mondiale. La continuité de cette politique est visible avec la présidence de Trump. Élu en promettant de mettre fin à la ligne belliciste néoconservatrice, il démontre qu'il en est un exécutant zélé.

Deux tendances lourdes et contradictoires s'affrontent. D'une part, les États-Unis ne sauraient suspendre leur impérialisme car ils en dépendent. Faute de rentabilité suffisante, leur production industrielle a été abandonnée ou transférée à l'étranger, les États-Unis conservant les industries militaires, les hautes sphères de la finance et les outils de commandement et de contrôle (technologies de l'information, industrie de fabrication de l'idéologie sous toutes ses formes, appareil de guerre mentale et de déformation cognitive). Le privilège du dollar leur permet d'attirer des investissements de l'extérieur sans justification économique, d'imprimer librement des billets pour importer bon marché et de vivre en rentier au-dessus de leurs moyens. Ce système constitue l'impérialisme de notre époque. Il est tout à leur avantage et sera défendu armes à la main. Incapables de concurrencer ou de se maintenir sur le plan économique, ils poursuivent la politique de « sanctions », de déstabilisation, de nuisance, de promotion du chaos contre les pays qui tendent à leur échapper et d'exploitation de leurs vulnérabilités et des lignes de fracture en leur sein et entre eux. À défaut de pouvoir maintenir leur primauté ou de faire reculer le temps aux années 1990, ils se livrent à la destruction de ce qui évolue en dehors d'eux. Leur politique est purement négative. Ils n'ont rien de constructif à mettre de l'avant.

D'autre part, se dresse devant eux un monde qui continue à se développer, que les États-Unis l'approuvent ou pas. Ce développement n'est pas dirigé contre eux mais son succès démontre que la subordination à l'impérialisme étasunien n'est pas nécessaire et qu'il est même avantageux de s'en soustraire. Les interactions économiques indépendantes des États-Unis finiront par s'effectuer en devises nationales, ce qui retirera au dollar le privilège exorbitant dont il jouit. Summum de l'impérialisme, le statut exceptionnel du dollar permet aux États-Unis de siphonner des richesses de l'extérieur. Le développement du reste du monde mène à son renforcement et, comme corollaire, à une contestation de toute soumission à un rentier étranger, parasite s'engraissant grâce à un artificiel état de fait monétaire. À terme le système impérialiste serait remis en question.

Telles sont les deux forces profondes dont la contradiction est à la base de la lutte mondiale actuelle, laquelle pourrait dégénérer en guerre mondiale. N'eût été les armes nucléaires, une guerre mondiale classique, comme les précédentes, aurait déjà éclaté. Devant les arsenaux russe et chinois, les États-Unis sont bien obligés de réfléchir, ne serait-ce que pour rester en vie. La doctrine de la destruction mutuelle assurée est toujours opératoire, nonobstant l'inclination de certaines têtes fêlées de jouer avec le feu. Paradoxalement, la puissance destructrice des armes nucléaires peut refroidir les ardeurs guerrières. Elle contraint

surtout à procéder autrement. C'est pourquoi la guerre contre la Russie a un caractère hybride. Les États-Unis privilégient la pression de l'extérieur pour promouvoir les déstabilisations, les « révolutions de couleur » et les « changements de régime » afin de l'emporter sans s'exposer à des ripostes. Ils comptent sur les effondrements depuis l'intérieur pour vaincre sans combat. Les premiers instruments de la pression extérieure sont les « sanctions », les gels d'avoirs et la panoplie d'actions hostiles censées soulever une population, non pas contre les États-Unis mais contre son « régime ».

On l'a vu ces dernières semaines avec la campagne de drones sur le territoire de la Russie. Celle-ci s'abstient de riposter parce que la plupart des drones sont abattus et les dégâts restent mineurs et facilement réparables. Elle ne se laisse pas distraire de la guerre en Ukraine par une opération de diversion dont le seul résultat tangible est la poursuite des envois d'armes et d'argent à Kiev. Elle ne veut pas non plus apporter de l'eau au moulin des dirigeants européens qui appellent aux armes en répétant en chœur qu'elle compte conquérir l'Europe (tout en étant pathétiquement inepte devant les troupes victorieuses de Kiev). « Récits » contradictoires. Les coûteuses conséquences de leur choix de 2022 de suivre les États-Unis sur la voie du conflit avec la Russie dictent leur besoin d'une psychose de guerre permanente pour se dédouaner. Par ailleurs, la population russe qui a subi 27 millions de morts de 1941 à 1945 ne bronche pas pour un bus visé ou une raffinerie incendiée. Alors les Occidentaux font monter les enchères dans l'espoir d'avoir un impact. S'ajouteraient bientôt l'arraisonnement et la capture en haute mer de bateaux-citernes transportant du pétrole russe. Là se situe le péril : de provocation en provocation, l'escalade pourrait très bien un jour toucher un intérêt vital russe, entraîner une riposte et aboutir à la guerre. On sait que l'extension de l'OTAN vers la Russie depuis 1994 a fini par atteindre l'Ukraine, alors que celle-ci est ultrasensible pour la sécurité russe, et que cela a fini par déboucher sur une guerre.

La marche vers la guerre mondiale est confirmée mais elle n'est pas inéluctable. Elle peut à tout le moins être retardée et repoussée à un avenir indéterminé. La mondialisation et, pour les États-Unis, la poursuite d'objectifs impériaux aux quatre bouts du monde ont vidé les économies occidentales de leur substance industrielle. La guerre exige un réarmement (il a commencé) qui ne peut se réaliser qu'au détriment des besoins sociaux de la population et par l'augmentation de l'endettement et des impôts, sans oublier davantage d'inflation. Les sacrifices que cela implique, les pressions sur la cohésion sociale, la montée des tensions et l'expression des oppositions politiques suivront, comme on le voit en Europe. Il est vrai qu'il faut se garder des illusions : en 1914, de puissants partis socialistes et de grandes fédérations syndicales, tous voués à la paix, ont été emportés par le tsunami de chauvinisme qui a déferlé sur le continent.

Toujours est-il qu'aujourd'hui la partie n'est jouée ni pour les partisans de la paix ni pour ceux de la guerre. Au fur et à mesure que le danger se matérialisera, la prise de conscience progressera. Que les forces sociales et politiques se coalisent pour insister sur la priorité du bien-être collectif et les gouvernements guerroyeurs pourraient être chassés du pouvoir. Cela ne garantira pas la paix mais ses chances seront améliorées.

30.08.26 - Montréal, Canada - Samir SAUL - Michel SEYMOUR

[1] https://braveneweurope.com/pascal-lottaz-germanys-churches-ready-for-war
[2] https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(25)00189-5/fulltext
[3] Samir Saul, Michel Seymour, *Le conflit mondial du XXIe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2025.

Samir Saul - Michel Seymour

Samir Saul est docteur d'État en histoire (Paris) et professeur d'histoire des relations internationales à l'Université de Montréal. Son dernier livre est intitulé Imperialism, As Rampant Today as in the Past (2025). Il est aussi l'auteur de : L'Impérialisme, passé et présent. Un essai (2023); Intérêts économiques français et décolonisation de l'Afrique du Nord (1945-1962) (2016); La France et l'Égypte de 1882 à 1914. Intérêts économiques et implications politiques (1997). Il est enfin le codirecteur de Méditerranée, Moyen-Orient : deux siècles de relations internationales (2003). Il a publié conjointement avec Michel Seymour Le conflit mondial au XXIe siècle (2025). Courriel : samir.saul@umontreal.ca

__ *Michel Seymour est professeur honoraire du département de philosophie à l'Université de Montréal, où il a enseigné de 1990 à 2019. Il est l'auteur d'une dizaine de monographies incluant A Liberal Theory of Collective Rights, 2017; La nation pluraliste, ouvrage co-écrit avec Jérôme Gosselin-Tapp et pour lequel les auteurs ont remporté le prix de l'Association canadienne de philosophie; De la tolérance à la reconnaissance, 2008, ouvrage pour lequel il a obtenu le prix Jean-Charles Falardeau de la Fédération canadienne des sciences humaines. Il a également remporté le prix Richard Arès de la revue l'Action nationale pour l'ouvrage intitulé Le pari de la démesure, paru en 2001. Il a publié conjointement avec Samir Saul Le conflit mondial au XXIe siècle (2025). Courriel : seymour@videotron.ca site web: michelseymour.org*



L'aide militaire occidentale à l'Ukraine

Au 1er août 2026, le soutien militaire occidental à l’Ukraine n’a pas disparu. Il a changé de visage. Les États-Unis ne votent plus de grands paquets d’aide comme au début de la guerre. L’Europe paie davantage. Les armes américaines, elles, restent au centre du dispositif, surtout pour défendre le ciel. Depuis 2025, Washington a presque cessé les nouveaux engagements budgétaires. Les livraisons se poursuivent grâce aux stocks déjà autorisés, à la production encore en cours et, surtout, au mécanisme PURL : les alliés européens achètent des systèmes américains, l’administration américaine les livre à Kiev. Patriot, munitions guidées, HIMARS : sans ces matériels, une partie de la défense ukrainienne s’effondrerait. L’Europe le sait.

Au premier semestre 2026, les donateurs européens ont encore commandé au moins trois milliards d’euros d’armements auprès d’industriels américains, soit environ 30 % de leurs achats industriels destinés à l’Ukraine. Le Kiel Institute, qui suit depuis 2022 les allocations publiques, dresse le même constat dans sa mise à jour d’août, qui couvre les engagements jusqu’à fin juin. L’Europe a fortement augmenté ses allocations en mai et juin, principalement grâce au prêt de soutien de 90 milliards d’euros décidé par l’Union pour 2026-2027. Sur ces deux mois, les institutions européennes ont affecté près de 11 milliards d’euros, dont 4,3 milliards à usage militaire. L’aide militaire européenne du premier semestre tient à peu près le niveau de 2025. L’aide financière et humanitaire, elle, recule nettement.

Le prêt européen n’est pas une livraison d’armes le jour de l’annonce. Kiev signe des contrats, Bruxelles vérifie, puis débloque. Les premiers versements sont intervenus en juin et juillet : d’abord des drones, puis des missiles, de la défense aérienne et le financement de chasseurs Gripen suédois. Fin juillet, plusieurs milliards avaient déjà été décaissés. La logique est désormais celle de l’achat et de la production, plus seulement celle du don de stocks.Sur le terrain, les priorités ukrainiennes n’ont guère changé. La première est la défense aérienne, en particulier les intercepteurs Patriot capables d’arrêter les missiles balistiques russes. Volodymyr Zelensky a publié des chiffres implacables : 675 intercepteurs reçus en 2023, 364 en 2025, 264 prévus pour 2026, alors que Kiev en demandait au moins 300 pour l’hiver.

Les États-Unis ont leurs propres besoins et relâchent peu de stocks. Quelques lots supplémentaires sont arrivés en août, mais en petit nombre. Les systèmes européens – IRIS-T allemands, SAMP/T français, Crotale, NASAMS – comblent une partie du trou. Ils ne remplacent pas encore le Patriot contre la menace balistique.Viennent ensuite les drones, les obus de 155 mm – surtout à longue portée – et les frappes profondes. Le Danemark a accepté de réorienter une partie de son aide vers 15 000 obus longue portée. La Norvège finance aussi ce type de munitions. L’initiative tchèque d’approvisionnement en obus, qui avait fédéré de nombreux pays, a perdu la moitié de ses contributeurs au printemps. Le Royaume-Uni multiplie les paquets de drones et de missiles de défense aérienne. La France promet des SAMP/T supplémentaires d’ici la fin 2026 et des Rafale à un horizon plus lointain, tout en poussant Bruxelles à limiter les achats extra-européens sur fonds de l’Union.

L’Allemagne reste le premier donateur militaire européen. Au premier semestre 2026, Berlin a autorisé pour environ 2,5 milliards d’euros d’exportations d’armement vers l’Ukraine, premier destinataire de ses li-

cences. La Pologne et les pays baltes continuent d'alimenter le front en chars modernisés, artillerie et logistique. Les gros volumes de chars occidentaux – Leopard 2, Abrams australiens, Challenger – appartiennent surtout aux vagues précédentes. En 2026, l'effort se concentre sur ce qui se consomme vite : missiles, obus, drones. Derrière les communiqués, le décalage entre l'annonce et l'arrivée réelle des armes reste la règle. Zelensky a évoqué, à la fin du mois, un trou de financement des forces de défense de l'ordre de 27 milliards de dollars pour 2026, après que Kiev a dû anticiper des dépenses au printemps face aux retards. L'Ukraine cherche aussi à industrialiser sa production locale de drones. Elle mène des discussions sur des licences et l'établissement d'un cadre contrôlé pour vendre certaines armes ukrainiennes à des partenaires afin de financer son industrie.
Au 1er août 2026, le tableau est donc celui d'un soutien qui tient, mais sous tension. L'Europe paie. Les États-Unis fournissent encore l'ossature technologique la plus critique. Le goulet n'est plus l'absence d'aide. C'est la quantité d'intercepteurs antibalistiques, le rythme des usines et le temps que met l'argent européen à se transformer en missiles sur les rampes ukrainiennes.

L'ÉQUIPE DE VEILLE STRATÉGIQUE
27 août 2026

Sources :

- Ukraine Support Tracker : Europe leads on aid – US weapons remain key (Kiel Institute, 13 août 2026)
- Page du Ukraine Support Tracker (Kiel Institute)
- EU approves $7.12 billion for Ukraine's defense (Euromaidan Press, 24 août 2026)
- On Independence Day, EU adds $7B for Ukraine (Defence Blog, 24 août 2026)
- Zelenskyy confirms new Patriot missile delivery (RBC-Ukraine, 25 août 2026)
- Gifts from the "Coalition of the Willing" (Ukrinform, 26 août 2026)
- Denmark to Supply Ukraine with 15,000 Long-Range Artillery Shells (Militarnyi)
- Western allies pledge $4 billion after Ramstein (Kyiv Independent, 19 juin 2026)
- NATO : PURL weapons supplies ongoing (Kyiv Post)
- France's ambitious arms package for Ukraine (Kyiv Post, 15 juillet 2026)
- Ukraine to receive hundreds of PAC-2 and PAC-3 missiles (UNITED24 Media, 1er juillet 2026)
- U.S. Security Assistance to Ukraine Since 2022 (Congressional Research Service)
- Rüstungsexportpolitik der Bundesregierung, 1. Halbjahr 2026 (BMWE)
- L'Allemagne approuve 15,9 milliards de dollars d'exportations d'armes au premier semestre (Defensehere)
- Kyiv reçoit de Londres les plans pour produire le SCALP (Euronews, 25 août 2026)
- Exclusif : la France veut limiter les achats hors d'Europe financés par l'UE (Euronews, 26 août 2026)
- House of Commons Library briefing CBP-10308 (13 août 2026)

Des bombardiers russes frappent l'industrie de défense ukrainienne

Les 19 et 20 août, les forces aérospatiales russes (VKS) ont déployé les 19 et 20 août leurs bombardiers stratégiques les plus lourdement armés, les Tu-160 et Tu-95MSM, pour appuyer une frappe de grande envergure contre des cibles dans la région de Kiev. L'aviation de combat russe joue ainsi un rôle de plus en plus central dans sa campagne aérienne. Ces deux types de bombardiers auraient tiré plus de 40 missiles de croisière. Les frappes visaient plusieurs installations à Kiev impliquées dans la production, l'assemblage et le stockage de systèmes sans pilote. Parmi les cibles recensées figurait l'usine Fire Point LLC, qui, selon la Russie, produit des composants pour drones de combat à longue et moyenne portée et assemble et stocke des propulseurs utilisés dans la production des missiles de croisière Flamingo.
Parmi les autres cibles recensées figurait le complexe commercial et d'entrepôts d'Ukrspetsystems. Selon des sources russes, ce complexe produisait des composants pour drones à longue et moyenne portée, assemblait des drones à voilure fixe et stockait des systèmes sans pilote. Il représente donc une partie de l'infrastructure industrielle et logistique soutenant l'industrie ukrainienne des drones, en pleine expansion. Les frappes auraient également touché l'entreprise d'État Antonov, l'un des principaux constructeurs aéronautiques ukrainiens. D'après des sources russes, l'usine produisait le drone An-196 à longue portée et se consacrait également au développement et à la fabrication de divers types d'aéronefs habités. Les installations d'Antonov revêtent par conséquent une importance croissante dans la campagne menée par la Russie contre l'infrastructure militaro-industrielle ukrainienne.


Un Tu-160 lance un missile de croisière Kh-101/102

Un entrepôt de munitions à Kiev aurait également été touché. Selon les affirmations russes, il contenait des bombes aériennes thermobariques M-900, des mines antichars et des munitions destinées aux drones de type Baba Yaga. La destruction de telles installations de stockage pourrait réduire la capacité de l'Ukraine à mener des opérations en privant les unités de première ligne de leurs stocks d'armes et de munitions spécialisées. Le centre de transport et de logistique de Martusivka a également été visé. Il stockerait et distribuerait des biens à double usage, notamment des matériaux et des équipements utilisés dans la production de drones à longue et moyenne portée, de systèmes robotiques et d'équipements de guerre électronique. Ces attaques illustrent l'importance croissante des infrastructures logistiques dans la campagne menée par la Russie contre l'industrie de défense ukrainienne.
Les bombardiers stratégiques tels que le Tu-95MS et le Tu-160 permettent aux forces aérospatiales russes de lancer un grand nombre de missiles de croisière à longue portée depuis l'extérieur de l'espace aérien ukrainien, tandis que les systèmes terrestres et navals offrent une capacité de frappe supplémentaire. Ces deux types de bombardiers intègrent le missile de croisière Kh-101 comme armement non nucléaire principal. Ce missile combine une longue portée, une grande précision et des capacités avancées d'évitement des radars. Sa conception a été considérablement améliorée depuis son premier usage contre des cibles ukrainiennes en 2022. Si le Tu-95MS a été déployé tout au long de la campagne aérienne russe, le Tu-160 n'a été utilisé pour frapper des cibles en Ukraine qu'en juin 2025.

VEILLE STRATÉGIQUE, 21 août 2026

Source : https://militarywatchmagazine.com/article/russian-bombers-devastate-ukraine-defence-industries
Traduction : Veille Stratégique

La guerre au bout du joystick : comment les drones ont changé la guerre



Photo : © OMERTA. Extrait du documentaire « Sous le ciel de feu »

Avant, pour aller à la guerre, on commençait par s'entraîner au pas de tir, baïonnette au canon. La guerre, ensuite, c'étaient des colonnes blindées, des tranchées, de l'artillerie. Aujourd'hui, elle ressemble à un jeune homme allongé sur son lit, un casque de pilotage vissé sur les yeux, une manette entre les mains.

La guerre en Ukraine dure depuis plus de quatre ans et demi. Elle est d'une dimension inédite en Europe, et largement inattendue : qui pensait encore qu'un conflit de haute intensité pourrait se dérouler sur le sol du continent européen ? Chez Omerta, nous la suivons quasiment depuis le premier jour, depuis Marioupol. En 2022, 2023, 2024, 2025, nous avons envoyé des équipes couvrir ce conflit, d'abord côté ukrainien, puis côté russe. Et de tous les enseignements que nous en avons tirés, un s'impose au-dessus des autres : l'irruption dans les combats d'un outil qui a révolutionné la guerre. Je veux parler des drones.

Des images devenues impossibles

En janvier 2023, entre Kreminna et Svatove, au nord de Bakhmout, nous avions filmé un alignement de chars le long d'une clôture, à découvert, pratiquement sans protection. Nous n'avions alors aucune idée que c'était la dernière fois que nous verrions pareil spectacle. De telles scènes appartiennent désormais au passé : la guerre a changé du tout au tout, et plus aucun blindé ne s'expose ainsi à ciel ouvert.

Six mois plus tard, sur le front de Soledar – cette localité qui avait fait les feux de l'actualité après sa prise par la milice Wagner, juste avant l'offensive sur Bakhmout –, nous en avons fait l'expérience dans notre chair. La journée avait commencé dans la grisaille, sous des chutes de neige : théoriquement, pas de vol de drone. Puis, au fil de la patrouille, le soleil est apparu. Et avec lui, un drone ukrainien, surgi devant nous. Nous avons sauté dans le fossé, sans trop savoir quoi faire – avec le sentiment que le soldat qui nous guidait ne le savait pas beaucoup mieux que nous. Brume de l'aube évaporée, ciel dégagé, soleil radieux : autant dire multiplication de la menace. Les Russes appellent ces engins « Baba Yaga », du nom de la vieille sorcière de la littérature slave qui vient gâcher la fête. Ce matin-là, Baba Yaga nous observait.

C'était un drone FPV, qui transmet en direct ses images au pilote ; c'est lui qui décide quand actionner la charge. Dieu seul sait pourquoi, ce jour-là, les Ukrainiens qui le pilotaient – et qui détiennent donc nos images – ont choisi de ne pas nous frapper, préférant s'en prendre à un camion stationné à une centaine de mètres, qui a fini par encaisser le drone.

L'art de la débrouille face à la mort qui plane

Comment les soldats, russes comme ukrainiens – car les deux camps font exactement la même chose –, se prémunissent-ils contre cette menace ? D'abord avec les moyens du bord : le vieux fusil de chasse, dont la gerbe de plombs peut casser les rotors d'un drone. Les brouilleurs, ensuite, dont on s'aperçoit qu'ils ne sont pas toujours très efficaces. Les détecteurs, enfin, cette musique stridente qui retentit soudain et signale la présence d'un engin dans le ciel. Le soldat s'est adapté en un temps record : il a troqué son véhicule blindé pour un 4×4, puis pour un quad ou une moto. Nous avons même vu des hommes partir à la guerre en trottinette électrique.

Mais toutes ces solutions de bric et de broc ne protègent pas vraiment. Quand le drone a décidé de te pourchasser, il n'y a pas grand-chose à faire, sinon courir et essayer de se cacher. C'est ce qui est arrivé à une autre de nos équipes dans les ruines de Tchassiv Yar : un drone d'observation, un éclaireur, puis d'autres appareils, et cette seule consigne hurlée dans la poussière – cours, cours.

Les nouveaux guerriers

Les drones ont donc changé la guerre. Mais à quel point ? Au point qu'il existe aujourd'hui des unités de dronistes entièrement dédiées à cette arme, que nous avons suivies des deux côtés du front, tantôt en posture offensive, tantôt défensive, et qui se livrent bataille dans le ciel du champ de bataille. Le drone est devenu l'élément indispensable de toute activité militaire, au point de déborder du théâtre ukrainien pour s'inviter au Moyen-Orient, dans la confrontation entre l'Iran et les États-Unis comme entre le Hezbollah et Israël.

Après plusieurs jours d'attente, notre équipe a reçu l'autorisation d'accompagner l'une de ces unités sur le front de Koursk, là où, le 6 août dernier, l'armée ukrainienne a réalisé, à la surprise générale, une percée en territoire russe. Au nord de Soudja, les dronistes ont établi leur base dans un ancien village de vacances. Et j'ai été frappé par le profil de ces chasseurs de drones : 25 ans de moyenne d'âge, un tropisme informatique assumé, un rythme de vie qui n'a rien de martial. Ils se lèvent tard, se couchent plus tard encore, restent des heures rivés à leurs machines et s'entraînent davantage sur leur lit, simulateur en main, que sur le stand de tir – ce qui ne les dispense d'ailleurs pas d'une instruction militaire classique, ici supervisée par un ancien de Wagner.

Parmi eux, Vlad, ancien fantassin du Donbass, que ses camarades surnomment « le déserteur » parce qu'il a quitté son unité d'origine – choix qui lui a peut-être sauvé la vie. Et puis Serge, qui tranche sur les autres soldats par son français impeccable. Normal : il est français, c'est même son surnom ici. Russe seulement depuis septembre dernier, né d'une mère ukrainienne et d'un père français, ancien du Prytanée militaire de La Flèche, il aurait fait sans la guerre du Donbass une carrière tranquille d'officier dans l'armée française. Il n'est pas le seul : Gautier, autre ancien militaire, vient de débarquer de sa Provence natale pour faire ce choix surprenant d'aller combattre du côté de Poutine. Leur unité, ils l'ont baptisée Normandie-Niémen, en souvenir des aviateurs français venus se battre aux côtés des Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale.

Dans leur atelier, on démonte des roquettes de RPG-7 – ce qu'il y a en plus grande quantité dans l'armement russe – pour en récupérer les charges cumulatives, capables de percer un blindage, et les greffer sur les drones. « Le principal, c'est de ne pas paniquer, de garder son sang-froid », résume l'un d'eux. Toute une génération de guerriers est née là, entre le fer à souder et le joystick.

Voilà ce qu'a fait la guerre en Ukraine : elle a changé la physionomie des armes et ce qui se passe dans la tête des soldats. Pour le constater par vous-mêmes, je ne saurais trop vous encourager à vous abonner à Omerta et à télécharger nos documentaires : vous y verrez tout notre travail sur cette guerre, et comment le drone l'a révolutionnée.

Régis LE SOMMIER
4 août 2026 (Omerta)

L'Ukraine avertit que les frappes russes peuvent se poursuivre sans interruption





Selon Vadym Skibitsky, directeur adjoint de la Direction principale du renseignement ukrainien, la Russie poursuit le développement et la réorganisation de sa production de missiles et de drones de combat à longue portée, rendant improbable une pause durable dans ses attaques contre l'Ukraine. D'après M. Skibitsky, la Russie produit actuellement les principaux types de missiles à un rythme de 110 à 120 % de ses prévisions mensuelles, permettant ainsi aux forces armées russes de maintenir un rythme soutenu de frappes à longue portée malgré les dépenses considérables engagées dans l'acquisition de missiles depuis le début des hostilités à grande échelle en 2022. Le responsable du renseignement ukrainien a également affirmé que la Russie avait déjà atteint ses objectifs de production annuels pour les missiles hypersoniques Zircon et les missiles P-800 modernisés en seulement sept mois. Ces chiffres indiquent que Moscou a privilégié l'augmentation de la production de certaines familles de missiles plutôt que le simple maintien des niveaux de production d'avant-guerre.

L'un des développements les plus significatifs aurait été la redistribution des ressources de l'industrie de défense russe entre les différents programmes de missiles. Selon Skibitsky, la Russie a suspendu la production des missiles balistiques aéroportés Kinzhal et des missiles Kh-32 à partir d'avril. Les financements, les composants et les capacités industrielles précédemment alloués à ces systèmes ont été réorientés vers d'autres types de missiles. Cela pourrait permettre à la Russie d'accroître la production d'armes plus immédiatement utiles pour mener des attaques de grande envergure contre les infrastructures et les cibles militaires ukrainiennes.

Cette évolution illustre également la flexibilité de l'industrie de défense russe en temps de guerre. Plutôt que de tenter de maximiser simultanément la production de toutes les familles de missiles, Moscou peut concentrer ses composants rares, ses chaînes de production et ses ressources financières sur les systèmes jugés d'une importance opérationnelle majeure. L'augmentation de la production de missiles balistiques est particulièrement significative car ces armes sont nettement plus difficiles à intercepter pour le système de défense aérienne ukrainien que de nombreux missiles de croisière. Leur vitesse élevée et leurs profils de vol imposent également des exigences accrues au parc limité d'intercepteurs avancés de l'Ukraine.

La production de missiles s'accompagne d'une expansion majeure du programme russe de drones de combat. Skibitsky a affirmé que Moscou prévoyait de produire environ 11 000 drones de combat de différents types pour le seul mois d'août. La Russie reconfigure simultanément son infrastructure de production afin d'accroître la fabrication de versions plus avancées à turboréacteur, notamment les Geran-4 et Geran-5. Ce développement s'inscrit dans une évolution plus large de la campagne de drones russe. Les précédentes vagues d'attaques reposaient largement sur des drones de type Shahed/Geran, relativement peu coûteux et à moteur à pistons, qui pouvaient être lancés en grand nombre pour saturer les défenses aériennes ukrainiennes et contraindre la Russie à investir dans des missiles sol-air onéreux. L'introduction de systèmes à turboréacteur pourrait conférer à la Russie une vitesse nettement supérieure et potentiellement améliorer sa capacité à pénétrer l'espace aérien ukrainien.

Source : https://militarywatchmagazine.com/article/russian-missile-drone-strikes-continue-pausing

Traduction : Veille Stratégique

VEILLE STRATÉGIQUE
13 août 2026



Plusieurs « Black Hawks » détruits suite aux frappes iraniennes

Les frappes de missiles iraniens contre des installations militaires américaines en Jordanie, lancées en représailles aux attaques américaines, ont causé des dégâts considérables. Le *New York Times*, citant une évaluation basée sur des images satellites, des vidéos authentifiées et des déclarations officielles, a rapporté qu'un nombre important d'hélicoptères UH-60 *Black Hawk* ont été endommagés.
Ces pertes signalées viennent étayer les preuves de plus en plus nombreuses que les frappes de représailles iraniennes ont eu des effets bien plus importants sur les infrastructures militaires américaines qu'initialement reconnu. Les *Black Hawk* figuraient parmi les nombreux aéronefs et équipements militaires stationnés sur la base aérienne de Muwaffaq Salti et d'autres installations en Jordanie qui ont subi des attaques répétées de missiles balistiques et de drones. Les récentes attaques contre la base ont également entraîné la mort de deux militaires américains et un disparu, soulignant que la Jordanie est devenue l'un des principaux fronts du conflit régional qui s'étend. Ces chiffres ne tiennent pas compte des décès des contractuels, qui jouent un rôle central dans toutes les grandes installations de première ligne, y compris dans de nombreux cas au combat.



Base aérienne de Muwaffaq Salti après les frappes iraniennes

Bien que le nombre exact d'hélicoptères touchés n'ait pas été officiellement communiqué, les dommages subis par plusieurs UH-60 constituent un revers opérationnel potentiellement majeur. Le *Black Hawk* est le principal hélicoptère utilitaire de l'armée américaine ; il assure le transport de troupes, l'évacuation des blessés, le soutien aux opérations spéciales, la logistique et les missions de commandement et de contrôle. Contrairement aux avions de combat à voilure fixe, les hélicoptères stationnés sur des bases opérationnelles avancées sont souvent difficiles à disperser lors d'attaques de missiles soutenues. Leurs grands rotors,

leurs réservoirs de carburant exposés et le nombre limité d'abris renforcés les rendent particulièrement vulnérables aux éclats d'ogives de missiles balistiques ou aux impacts à proximité.
D'après les évaluations réalisées à partir d'images satellites et de sources ouvertes, les attaques de missiles iraniens ont endommagé au moins 17 sites en lien avec les forces américaines, dont 11 installations militaires. Les systèmes radar, les infrastructures de communication, les aires de stationnement d'aéronefs et les installations logistiques figuraient parmi les principales cibles. Les dégâts subis par les *Black Hawk* en Jordanie ne représentent qu'une partie des pertes aériennes plus importantes subies durant le conflit. Des sources ouvertes et des déclarations officielles ont documenté la destruction ou l'endommagement de drones MQ-9 Reaper, d'avions de transport, d'hélicoptères, d'avions ravitailleurs et d'avions de surveillance aérienne sur plusieurs bases. Parmi ces dommages figure la destruction d'au moins un chasseur F-15E le 19 juillet. Les forces armées américaines ont cherché à minimiser les pertes en dispersant leurs aéronefs loin des installations principales.

VEILLE STRATÉGIQUE
20 juillet 2026

Source : https://militarywatchmagazine.com/article/ui-aircraft-heavy-losses-iran-strikes-bases

Traduction : Veille Stratégique



Les USA interceptent de manière sélective les missiles et les drones iraniens faute de munitions

Les systèmes de défense aérienne américains au Moyen-Orient interceptent de manière sélective les missiles balistiques et les drones afin de préserver leurs stocks de missiles intercepteurs.
NBC News a rapporté cette information en citant deux hauts responsables américains.
Selon eux, les commandants militaires ont décidé de ne pas dépenser d'argent en missiles intercepteurs coûteux s'ils estiment qu'un missile ou un drone iranien ne touchera pas les forces américaines, ne causera pas de dommages importants aux installations américaines critiques et ne constituera pas une menace pour les alliés régionaux.
Cette approche a été utilisée dès les premiers jours de la guerre.
Ces pratiques de conservation des munitions, notamment l'interception sélective des cibles, sont courantes au sein des forces armées. Elles revêtent toutefois une importance particulière depuis le cinquième mois de la guerre contre l'Iran, et face à l'aggravation des inquiétudes concernant les stocks de munitions américains.
D'après les sources de NBC News, cette stratégie a notamment pour conséquence que certains missiles et drones iraniens atteignent encore leurs cibles. Dans la plupart des cas, il s'agit de munitions qui, selon les évaluations militaires, ne représentent pas une menace significative et qui frappent des bâtiments abandonnés ou des zones où aucun personnel américain n'est présent.
Des responsables américains ont également déclaré que, dans certains cas, l'armée avait délibérément permis à des missiles et des drones iraniens de frapper des bases américaines en l'absence de personnel sur place.
D'après ces sources, cela diffère de la pratique précédente, selon laquelle la quasi-totalité des missiles et drones capables de frapper des installations militaires américaines étaient ciblés pour interception.
Dans le même temps, les deux hauts responsables n'ont pas pu confirmer si les munitions iraniennes non interceptées avaient fait des victimes parmi les militaires ou les civils américains. Ils ont souligné que cette stratégie comportait certains risques.
Depuis le début du conflit, le 28 février, les bases militaires américaines au Moyen-Orient ont subi des dégâts importants . Le quartier général de la marine américaine à Bahreïn et les bases terrestres au Koweït ont été parmi les plus touchées.
Des informations faisant état de destructions et de victimes américaines ont également été transmises par le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Irak.
Selon les premières estimations, la réparation des installations endommagées coûtera des milliards de dollars.

Source : https://militarnyi.com/en/news/u-s-selectively-intercepts-iranian-ballistic-missiles-and-drones-to-preserve-interceptors/
Traduction : Veille Stratégique [...]

VEILLE STRATÉGIQUE, 27 juillet 2026



Le Pentagone ordonne d'accélérer la production de missiles

Le Pentagone a donné 21 jours aux fabricants d'armes pour soumettre des plans visant à accélérer la production de missiles et d'intercepteurs, après cinq mois de combats avec l'Iran qui ont fortement réduit des stocks déjà considérés comme faibles.

Le secrétaire adjoint à la Guerre, Steve Feinberg, a fixé cette échéance dans une note de service adressée mercredi aux dirigeants de l'industrie, leur demandant de proposer « des calendriers de livraison nettement plus rapides et plus ambitieux et/ou une production accrue pour les capacités critiques ».

« Des cycles de développement de plusieurs années ne sont pas acceptables », a écrit Feinberg. « Nous devons accélérer considérablement nos calendriers de programmes et accroître notre capacité de production dès maintenant. »

La demande se heurte aux délais impartis pour la réalisation de cet effort. Le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), un groupe de recherche basé à Washington, estime que les stocks d'intercepteurs Patriot sont passés de 2 330 avant la guerre à un nombre compris entre 759 et 827, soit une baisse d'au moins 65 %. Les stocks d'intercepteurs THAAD sont quant à eux inférieurs d'au moins 38 % à leur niveau d'avant-guerre. Le CSIS a évalué qu'il faudrait au moins trois ans pour rétablir les niveaux d'avant-guerre pour les deux.

Le porte-parole du Pentagone, Sean Parnell, a confirmé l'authenticité de la note et a indiqué qu'elle servirait de base à la demande de budget pour l'exercice 2028 soumise au Congrès.

Le financement constitue le principal obstacle. Les accords-cadres récemment conclus avec Lockheed Martin, Northrop Grumman et Raytheon (filiale de RTX) pour accroître la production des systèmes Patriot, THAAD et Tomahawk ne sont pas juridiquement contraignants et dépendent d'un projet de loi de dépenses de défense bloqué au Sénat depuis la mi-juillet.

La note mentionne également les programmes que le département souhaite accélérer, notamment l'intercepteur de nouvelle génération, le système national avancé de missiles sol-air, un radar de défense aérienne mobile et un système de suivi de missiles spatial.

Feinberg a donné trois semaines à l'industrie. La construction des intercepteurs eux-mêmes prendra des années.

Source : https://www.sofx.com/pentagon-orders-weapons-makers-to-speed-up-missile-output-in-21-days/
Traduction : Veille Stratégique

VEILLE STRATÉGIQUE, 10 août 2026



Des combattants polonais présents sur le front ukrainien

Des soldats russes de la 110e brigade de fusiliers motorisés de la 51e armée combinée du groupement « Centre » ont identifié des mercenaires polonais portant des uniformes de l'OTAN lors des combats pour la localité de Krasnoïarskoïe. Cette identification fait suite à *des informations* datant de fin juillet selon lesquelles des contractuels polonais jouent un rôle de plus en plus central au sein des unités d'assaut ukrainiennes. Le commandant adjoint du 1er bataillon du 1194e régiment du groupement « Sud » de l'armée russe, connu sous l'indicatif d'appel Yusa, avait alors déclaré lors d'une bataille pour Konstantinovka : « *Nous avons repéré des Polonais opérant dans ce secteur. Nos hommes rapportent avoir entendu des conversations en polonais.* »



Corps de volontaires polonais en Ukraine - Une des nombreuses unités de l'OTAN opérant sur le terrain contre les forces russes

Ilya Gavazin, opérateur de drones russe, a récemment déclaré à la chaîne de télévision d'État russe TV Zvezda : « *Des mercenaires polonais ont été identifiés grâce à leurs uniformes et insignes de l'OTAN, ainsi qu'à leurs fusils polonais. Ils étaient trois sur place à ce moment-là. Attaqués par nos drones, ils ont dû fuir à travers la forêt.* » Ces hommes auraient tenté de s'échapper de Krasnoïarskoïe dès l'entrée des forces russes dans la zone, mais auraient été interceptés par des opérateurs de drones. La prise de Krasnoïarskoïe par les forces russes a été confirmée le 30 juillet.



En décembre 2023, le journaliste polonais Zbigniew Parafianowicz a révélé avoir reçu de responsables polonais des informations détaillées sur les opérations des forces spéciales du pays en Ukraine dès début 2022. Un officier polonais lui a confié : « Nous avions mis au point une stratégie pour justifier notre présence en Ukraine… nous avons tout simplement été placés en congé payé. Les politiciens ont fait semblant de ne rien voir. » Le Corps des volontaires polonais a utilisé un modèle similaire pour couvrir le déploiement massif de militaires polonais, techniquement d'anciens militaires au moment de leur entrée sur le théâtre des opérations, leur présence étant largement documentée depuis des années sur de nombreux fronts. En février 2026, la Douma *a adopté une loi* visant à accorder une protection juridique aux citoyens polonais ayant combattu dans la guerre russo-ukrainienne en cours.



Mercenaires colombiens opérant sur le théâtre ukrainien.

Bien que la présence significative de mercenaires polonais ait été *signalée sur plusieurs* fronts, elle reflète une tendance plus générale au recours croissant aux mercenaires dans l'effort de guerre. Fin juillet, plusieurs sources bien informées au sein de la défense russe *ont indiqué* que le nombre de ressortissants colombiens servant aux côtés des forces armées ukrainiennes avait considérablement augmenté, faisant d'eux, et de loin, le contingent national le plus important parmi les combattants étrangers de l'Ukraine. La grave *pénurie de personnel* à laquelle sont confrontées les forces armées ukrainiennes est l'un des principaux facteurs de cette tendance. Les forces russes ont régulièrement fait du ciblage du personnel étranger soutenant l'effort de guerre ukrainien une priorité élevée. L'un des incidents les plus marquants s'est produit en janvier 2024, lorsqu'une *frappe de missile* aurait touché une installation abritant principalement des contractuels français, faisant au moins 80 victimes, dont plus de 60 morts, selon des sources russes.

Source : https://militarywatchmagazine.com/article/large-numbers-polish-combat-personnel-ukraine

Traduction : Veille Stratégique

VEILLE STRATÉGIQUE
6 août 2026